



Département des Pyrénées-Orientales

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

# 2018



[leDépartement66.fr](http://leDepartement66.fr)

L'Accent Catalan de la République Française





## “ Édito

J'accorde la plus grande importance au rapport d'activité du Département qui fait bien plus que dresser le bilan de nos actions sur l'année écoulée.

Ce document présente le professionnalisme et la mobilisation sans faille des agents de notre collectivité. Il confirme que tous les agents s'investissent avec un seul et même objectif : servir au mieux et au plus près tou.te.s les habitant-e-s des Pyrénées-Orientales.

Quel que soit leur domaine d'intervention, les agents du Département agissent pour le développement harmonieux du territoire. Ils incarnent le service public porté par la volonté d'agir dans la proximité et au nom de toutes les solidarités.

Ce rapport d'activité confirme notre détermination à agir quotidiennement auprès des personnes âgées, handicapées, des personnes en voie d'insertion professionnelle, des enfants et des familles. Il vient aussi rappeler la politique d'aménagement du territoire menée par le Département, illustrée par les investissements pour les collèges, les infrastructures routières ou encore le déploiement du Très Haut Débit sur l'ensemble du territoire. Une politique d'aménagement qui respecte bien évidemment l'environnement et nos ressources naturelles.

Inscrire un territoire et ses habitants dans une trajectoire d'avenir nécessite de prendre ses responsabilités, tout en fédérant et déclinant les initiatives.

L'investissement est nécessaire pour répondre aux enjeux de demain. Il permet d'améliorer les conditions de vie, les mobilités, la préservation des paysages tout en soutenant les projets innovants. C'est pourquoi le Département a voté en novembre 2018 un plan d'investissement de 500 millions d'euros sur 4 ans, à construire en concertation avec l'ensemble des bonnes volontés du territoire. J'ai la certitude que la réussite de nos projets repose sur un travail collectif de qualité, et sur notre capacité à écouter toutes celles et tous ceux qui habitent et font vivre notre département.

Tous ensemble, continuons d'agir pour l'intérêt de nos concitoyens et l'avenir durable des Pyrénées-Orientales.

**Hermeline Malherbe**

*Présidente du Département des Pyrénées-Orientales*





Edito de la Présidente	3
L'Assemblée Départementale	6
Le Département des Pyrénées-Orientales en chiffres	7
Le mot du Directeur Général des Services	8
Organigramme des Services	9
<b>Direction Générale des Services</b>	<b>11</b>
Direction Suivi des Projets Stratégiques	12
Direction Attractivité et Rayonnement du Territoire	13
Agent Chargé des Fonctions d'Inspection	14
Direction Prévention Santé et Bien-Être au Travail	15
Mission Communication Interne	17
Secrétariat général	18
Direction des Finances	22
Service des Marchés Publics	26
<b>Direction Générale Adjointe Ressources Humaines et Moyens généraux</b>	<b>27</b>
Direction des Ressources Humaines	28
Direction Logistique et Bâtiments	37
Direction déléguée aux Assurances	42
Direction des Systèmes d'Information	45
Service Animation et Festivités	49
<b>Direction Générale Adjointe des Solidarités</b>	<b>51</b>
Direction Accompagnement sociale et accès aux droits (DASAD)	52
Direction Enfance Famille (DEF)	55
Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence (IDEA)	58
Direction des Personnes Âgées - Personnes Handicapées	60
Le Territoire de l'Agly	63
Le Territoire de Perpignan	64
Le Territoire du Tech	65
Le Territoire de la Têt	67
Service Administration et Finances (SAFI)	69
Service Ingénierie en Travail Socil (SITS)	71
Service Ressources Humaines et Logistique	73
<b>Direction Générale Adjointe Territoires et Mobilités</b>	<b>75</b>
Direction de l'Ingénierie Territoriale et des Relations aux Communes	76
Direction de l'Insertion Professionnelle et de l'Economie Locale	82
Direction Infrastructures et Déplacements	87
Mission Départementale Développement Durable	91
Mission Politiques Contractuelles et Institutionnelles	93
Direction des Coopérations, Fonds Européens, Ingénierie Territoriale	95
<b>Direction Générale Adjointe Citoyenneté</b>	<b>99</b>
Direction Culture Patrimoine Catalanité	101
Direction Education, Jeunesse et Sports	106
Direction Archives, Archéologie, Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine	111
Mission Égalités	115
Direction de la Vie Associative et des Relations avec les Organismes Associés	116
Rapport Financier 2018	119
Lexique des abréviations et sigles	120
Organigrammes	126





**Hermeline MALHERBE**  
Présidente du Département des Pyrénées-Orientales

## LES VICES-PRÉSIDENTS



**Michel MOLY**  
1er Vice-Président  
LA CÔTE VERMEILLE  
MER-LITTORAL - PORTS



**Toussainte CALABRESE**  
Vice-Présidente  
PERPIGNAN V  
HABITAT - LOGEMENT



**Nicolas GARCIA**  
Vice-Président  
LA PLAINE ILLIBÉRIS  
EAU



**Damienne BEFFARA**  
Vice-Présidente  
LA VALLÉE DE LA TÊT  
SANTÉ - SÉCURITÉS



**René OLIVE**  
Vice-Président  
LES ASPRES  
RÉSEAU ROUTIER MOBILITÉS



**Françoise FITER**  
Vice-Présidente  
PERPIGNAN III  
PERSONNES HANDICAPÉES



**Robert GARRABE**  
Vice-Président  
VALLESPR ALBÈRES  
FINANCES



**Martine ROLLAND**  
Vice-Présidente  
VALLESPR ALBÈRES  
ENVIRONNEMENT - ÉNERGIES RENOUVELABLES



**Alexandre REYNAL**  
Vice-Président  
LE CANIGOU  
MONTAGNE THERMALISME



**Ségolène NEUVILLE**  
Vice-Présidente  
LE CANIGOU  
PERSONNES ÂGÉES

## LES MEMBRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE



**Joëlle ANGLADE**  
PERPIGNAN II



**Armande BARRERE**  
LA CÔTE SABLEUSE



**Lola BEUZE**  
LA VALLÉE DE L'AGLY



**Annabelle BRUNET**  
PERPIGNAN I



**Jean CASTEX**  
LES PYRÉNÉES-CATALANES



**Jean-Louis CHABON**  
PERPIGNAN V



**Charles CHIVILLO**  
LA VALLÉE DE L'AGLY  
CULTURE PATRIMOINE



**Isabelle DE NOELL-MARCHESAN**  
PERPIGNAN IV



**Thierry DEL POSO**  
LA CÔTE SABLEUSE



**Madeleine GARCIA-VIDAL**  
LA CÔTE SALANQUAISE  
ENFANCE FAMILLE



**Romain GRAU**  
PERPIGNAN IV



**Hélène JOSENDE**  
LES PYRÉNÉES CATALANES



**Rémi LACAPERE**  
PERPIGNAN III  
INSERTION PROFESSIONNELLE



**René MARTINEZ**  
LA CÔTE SALANQUAISE  
ARTISANAT - COMMERCE DE PROXIMITÉ



**Robert OLIVE**  
LA VALLÉE DE LA TÊT  
SPORT



**Marina PARRA-JOLY**  
LA CÔTE VERMEILLE  
TOURISME - LOISIRS



**Nathalie PIQUE**  
LE RIBERAL



**Edith PUGNET**  
LES ASPRES  
JEUNESSE



**Richard PULY-BELLI**  
PERPIGNAN I



**Jean ROQUE**  
PERPIGNAN VI  
DÉVELOPPEMENT LOCAL



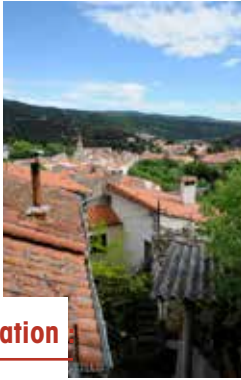
**Marie-Pierre SADOURNY**  
LA PLAINE ILLIBÉRIS  
ÉDUCATION - COLLÈGES



**Jean SOL**  
PERPIGNAN II



**Robert VILA**  
LE RIBERAL



## Administration

17 cantons  
226 communes  
4 circonscriptions  
12 EPCI



## Population

482 000 hab.



## Géographie

4 141 km<sup>2</sup>  
160 km de long (Est-Ouest)  
65 km de large (Sud-Nord)  
69 km de côte



## Points culminants

Le Carlit : 2 921 m  
Le Canigou : 2 785 m



## Patrimoine naturel

1 Grand Site de France (Canigou) et 3 Grands Sites Occitanie (Canigou, Perpignan, Côte Vermeille)  
29 sites Natura 2000  
+ 3 en mer  
11 réserves naturelles + 1 réserve biologique  
63 lacs  
1 300 km de fleuves  
10 000 km de sentiers de randonnées  
3 000 km de canaux



## Patrimoine culturel

128 monuments historiques classés  
191 monuments historiques inscrits  
10 musées de France  
1 centre de conservation et de restauration du patrimoine  
2 sites classés au patrimoine de l'UNESCO  
2 019 objets mobiliers classés  
Monuments historiques 572 objets mobiliers inscrits  
objets inscrits au titre des Monuments historiques  
4 villages classés parmi les «Plus beaux villages de France»



## Environnement - Energies renouvelables

102 chaufferies  
7 parcs éoliens  
Solaire : 300 jours de soleil / an  
Bois énergie : 95 chaufferies installées  
Plateforme Thémis Solaire innovation

## Economie - Entreprise :

36 000 entreprises  
4 710 créations d'entreprises / an  
1 artisan pour 40 habitants



## Tourisme :

3,8 millions de touristes / an  
4,2 millions d'excursionniste / an  
33 millions de nuitées  
7 stations de montagne  
5 stations thermales  
10 stations balnéaires  
9 ports de plaisance



## Agriculture forêt :

2<sup>ème</sup> département français pour l'agriculture biologique 26,4% de la surface agricole en AB  
Agriculture bio : 18% des exploitations





## Le mot du Directeur Général des Services



Le rapport d'activité des services pour l'année 2018 présente le travail accompli cette année au sein des services de notre Département. Il met en valeur, dans sa diversité, l'engagement quotidien de femmes et d'hommes pour faire vivre les deux piliers de l'action départementale que sont les solidarités humaines et territoriales.

L'année 2018 a notamment été marquée par le vote et le lancement de la concertation citoyenne « Imagine les Pyrénées-Orientales », destinée à recueillir les avis des habitants sur les priorités qui doivent guider l'action du Département en investissement au cours des quatre années à venir. Notre Institution s'inscrit ainsi dans un modèle innovant de conception des politiques publiques, qui apparaît aujourd'hui essentiel pour redonner toute sa légitimité à la démocratie locale et tout son sens à l'action publique.

La feuille de route est donc en train de s'écrire avec nos concitoyens. Les services du Département sont plus que jamais mobilisés pour la mettre en œuvre et la nouvelle organisation, mise en place en 2018, entend répondre à l'exigence d'efficacité qui en résulte. Prenant appui sur les acquis d'un cadre garant de longue date d'un service public de qualité, elle a consacré un mode de fonctionnement encore plus transversal, destiné à renforcer le portage collectif des projets décidés par l'Assemblée et l'Exécutif départementaux.

Nul doute que cela correspond aussi à la volonté de tous les agents du Département d'être partie prenante de la contribution décisive qu'entend porter notre collectivité à la réussite de ce territoire unique que sont les Pyrénées-Orientales.

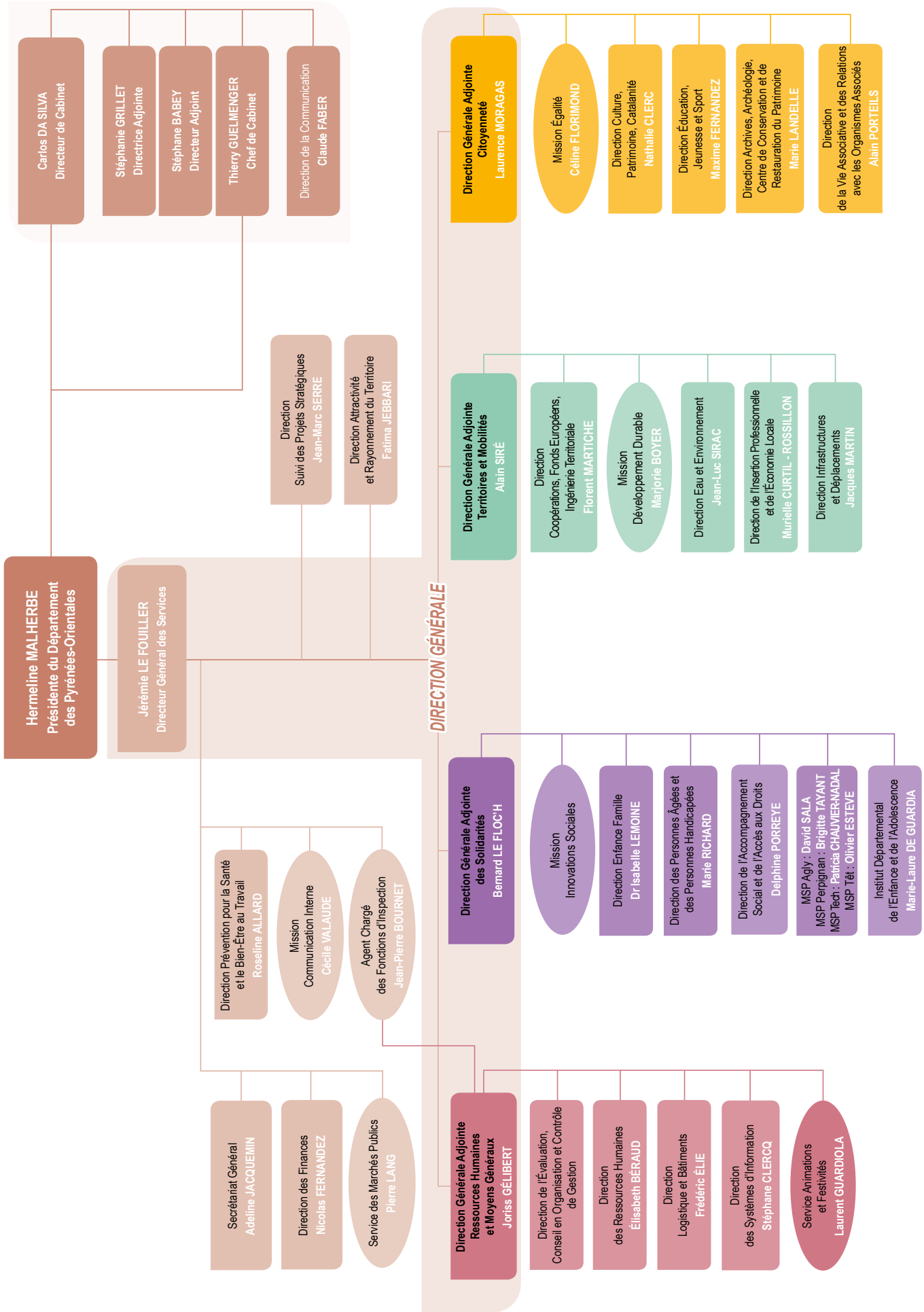
Bonne lecture !

**Jérémie LE FOULLER**

*Directeur Général des Services*

# L'organigramme des services

au 10 décembre 2018





# La Direction Générale des Services

*La Direction Générale des Services est de type collégial, animée par un Directeur Général des Services et structurée en quatre Directions Générales Adjointes.*

La Direction Générale des Services a pour mission essentielle de veiller à la cohérence de l'organisation des services départementaux et à la bonne exécution des décisions prises par l'Assemblée Départementale.

Elle est une force de proposition et d'analyse permettant, tant à l'exécutif départemental qu'à l'Assemblée Délibérante, d'impulser les politiques publiques départementales. Elle assure aux décisions du Département une sécurité juridique et financière maximale.

Elle manage les différentes Directions et coordonne leurs actions en harmonie avec la politique départementale, fait préparer les dossiers et délibérations de l'Assemblée Départementale et de la Commission Permanente dont elle assure l'exécution par délégation de la Présidente du Département.

L'Institution départementale a revu l'organisation de ses services en décembre 2018.

Ainsi, sont rattachés directement au Directeur Général des Services: le Secrétariat Général, la direction des Finances, la direction Attractivité et Rayonnement du territoire, la direction Suivi des Projets Stratégiques, la direction Prévention pour la Santé et le Bien-être au Travail, le service des Marchés publics, l'Agent Chargé des Fonctions d'Inspection et la mission Communication interne.



Jérémie LE FOUILLER  
Directeur Général des Services



55 AGENTS

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DGA RESSOURCES HUMAINES ET  
MOYENS GÉNÉRAUX

DGA DES SOLIDARITÉS

DGA TERRITOIRES ET MOBILITÉS

DGA CITOYENNETÉ

RAPPORT FINANCIER 2018  
LEXIQUE- ORGANIGRAMMES



## Direction

### Suivi des Projets Stratégiques

---

*En lien avec la Direction Générale des Services, la direction suivi des projets stratégiques contribue à la définition, la conception et la formalisation des projets à caractère stratégique que le Département est amené à réaliser directement ou par l'intermédiaire des organismes publics ou privés dont il est actionnaire, membre statutaire ou financeur ; ces organismes publics ou privés étant définis comme organismes associés au Département.*

Elle coordonne l'action des services de la collectivité et celle des organismes associés, dans la mise en oeuvre de projets d'investissement ayant une incidence significative sur un plan financier ou en termes d'organisation des services publics sur tout ou partie du territoire départemental.

Enfin, elle est chargée du co-pilotage ou de l'accompagnement administratif et financier des contrats de concession de la Collectivité.

## Direction

### Attractivité et Rayonnement du territoire

*La Direction Attractivité et Rayonnement du territoire est chargée de renforcer l'attractivité du département des Pyrénées Orientales et fédérer les acteurs locaux du développement.*

Elle a pour missions de :

- ▶ Construire un développement économique diversifié saisissant les opportunités ouvertes par les grands projets menés par le département et le plan pluriannuel d'investissement permettant d'accompagner les projets des acteurs locaux autour de valeurs communes et partagées
- ▶ Doter les territoires de services au public innovants pour répondre toujours mieux aux besoins et attentes des habitants, usagers, favoriser leur développement et lutter contre les fractures territoriales ;
- ▶ Restaurer le dialogue territorial en donnant une place centrale à la concertation citoyenne et à la contractualisation avec les acteurs locaux institutionnels
- ▶ Construire un développement touristique renouvelé dans le cadre d'un marketing spécifique aux Pyrénées-Orientales
- ▶ Renforcer l'attractivité départementale des Pyrénées-Orientales, en participant à la construction d'une image modernisée.

Elle s'organise de la façon suivante :

#### Service politiques contractuelles-investissement territorial- aides aux communes

- ▶ Unité contractualisation
- ▶ Unité planification-investissement territorial-aides aux communes

Le service a ainsi pour mission de piloter l'élaboration du plan pluriannuel d'investissement et l'ensemble des démarches de contractualisation en cours ou à mener sur le Département (ex : Contrat Département-EPCI, contrat Département-structures infra territoriales, satellites du Département, Contrat territoriaux régionaux, contrat de ruralités de l'État, CTEC etc.) ainsi que d'accompagner techniquement et financièrement les porteurs de projets afin de développer des synergies, des mutualisations, des solidarités, dans des projets innovants et ambitieux.

#### Mission concertation citoyenne et services au public innovants

- ▶ Unité concertation citoyenne
- ▶ Unité services au public innovants

La mission a pour objet de fédérer et d'accompagner les acteurs locaux pour la mise en place de services au public innovants (démarche internet et externe) et de piloter l'ensemble des démarches citoyennes nécessaire à la co-construction des politiques publiques départementales.

#### Mission tourisme durable, solidaire - innovation

- ▶ Unité marketing territorial
- ▶ Unité développement territorial

La mission a pour objet de fédérer et d'accompagner les acteurs locaux en faveur d'un développement diversifié, durable, solidaire et innovant du tourisme (démarche interne et externe). Une stratégie de marketing territorial sera ainsi élaborée afin de maintenir et renforcer l'attractivité des Pyrénées-Orientales. Une attention toute particulière sera également menée quant à l'organisation des JO 2024.



## Agent Chargé de la Fonction d'Inspection

### MISSIONS

Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale, prévoit que les règles en matière de santé et sécurité au travail des livres I à V de la quatrième partie du code du travail s'appliquent aux collectivités territoriales et établissements employant des agents régis par la loi n°84-53 d\_ 26 janvier 1984

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 5-2 du décret précité, les missions consistent à : Contrôler les conditions d'application des règles des livres I à V de la quatrième partie du Code du travail qui s'appliquent dans les collectivités territoriales sous réserve des règles spécifiques prévues par le décret 85-603 du 10 juin 1985 modifié et proposer à l'autorité territoriale les mesures nécessaires pour remédier à des situations de risques constatés ou pour améliorer la prévention des risques professionnels, l'hygiène la santé et la sécurité au travail.

Effectuer les inspections classiques liées à toutes les activités exercées par les agents de la collectivité, tels que les chantiers, les espaces verts, la voirie, la maintenance, l'entretien des bâtiments ...

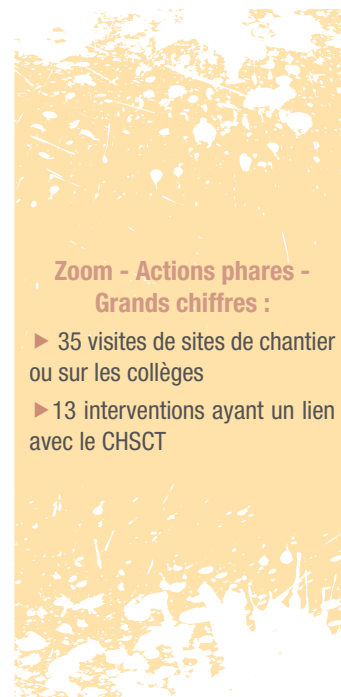
Proposer, en cas d'urgence, à l'autorité territoriale des propositions tentant à supprimer les risques.

### RÉALISATIONS

Participation à de nombreux groupes de travail, Plan de Prévention des Risques Routiers, Document Unique, Règlement interne sur l'utilisation des Équipements de protections Individuelles

### PERSPECTIVES

Pour 2019 des visites d'inspection sur les sites suivants vont être réalisées : DLB Régie Flotte Automobile, DS MSP AGLY, DID site BOURQUIN, DID AR ILLE sur Têt, DID AR THUIR, DCPC



#### Zoom - Actions phares - Grands chiffres :

- ▶ 35 visites de sites de chantier ou sur les collèges
- ▶ 13 interventions ayant un lien avec le CHSCT

# Direction Prévention pour la Santé et le Bien-Être au Travail

*La Direction Prévention pour la Santé et le Bien-Être au Travail est une équipe pluridisciplinaire composée d'un service administratif, d'un service hygiène et sécurité, d'un médecin de prévention, d'une psychologue du travail, d'une infirmière et d'une assistante sociale.*

## MISSIONS

Les missions de la Direction Prévention restent inchangées par rapport aux années précédentes. Son rôle principal est de conseiller l'autorité, les agents et leurs représentants et ce, afin de préserver la bonne santé des agents du Conseil Départemental.

A ce titre, elle effectue :

- ▶ des actions individuelles : visites médicales d'aptitude ou de suivi, des études et aménagements de poste personnalisés, des entretiens infirmiers, des entretiens individuels et des bilans de compétences,
- ▶ des actions collectives : visites de chantiers ou de sites, des médiations, des formations ou sensibilisations en prévention.

Chaque service de la Direction travaille en transversalité afin que tous les acteurs de l'institution puissent contribuer au maintien en bonne santé des agents au travail et à la politique de prévention de la collectivité.

## RÉALISATIONS

La Direction Prévention agit à travers diverses actions afin de pouvoir maîtriser au mieux les risques professionnels. La formation et la sensibilisation aux risques professionnels sont donc déterminantes tant pour informer les agents que leur donner des outils afin d'appréhender au mieux les risques professionnels.

Ainsi, la campagne de prévention « risque chimique » se poursuit tant sur le recensement que sur l'information auprès des agents et de leurs encadrants ce qui permet à chacun de mieux connaître les moyens de prévention et de ce fait, les obligations de chacun. La formation auprès des agents d'entretien a été commencée en ce sens en 2018.

Autour du risque physique (manutention manuelle...), l'Intervenant en Prévention des Risques Professionnels propose des formations PRAP mais également une campagne de sensibilisation aux échauffements et étirements sur le poste de travail. Cela permet aux services demandeurs d'être acteur de leur prévention et de participer à la préservation de leur santé. En ce sens, l'IPRP propose également des formations sur le port des EPI.

Dans le cadre des RPS, la psychologue du travail a continué la mise en place de sensibilisations pour les encadrants. Cela permet d'expliquer les facteurs des RPS ainsi que leurs conséquences autant par rapport à eux-mêmes qu'à leur fonction d'encadrant. Elles apportent également des outils utiles pour la prévention.

La psychologue a été également pilote d'une action collective sur le risque « Agression ». Cette action rentre dans le cadre du plan de prévention impliquant tous les services de la collectivité ainsi que les représentants du CHSCT. Elle a permis la création d'un guide sur le risque agression pour la collectivité.

La Direction Prévention fait également appel à des partenaires extérieurs pour former et sensibiliser les agents. Ainsi, dans le cadre de la campagne « alcool et travail », des formations auprès des encadrants et des agents sur les conduites addictives ont été proposées.

De même, chaque année, la Direction Prévention organise également des formations 1ers secours avec le SDIS des Pyrénées Orientales ainsi que des formations sécurité incendie.

Enfin, lors du CHSCT de décembre, la Direction Prévention a présenté un bilan hygiène, sécurité et conditions de travail afin de réunir des données transversales (bilan social, bilan annuel de la Direction Prévention et DU). Elle a également présenté le bilan 2018 des actions de prévention de la collectivité et le programme annuel 2019.



## PERSPECTIVES

En 2019, la Direction Prévention souhaite poursuivre les actions entreprises en 2018 et continuer à insuffler une culture de prévention dans la collectivité.

Des visites de site régulières vont continuer à être mises en place par le Conseiller de Prévention, en lien avec l'ACFI afin d'identifier les besoins des agents en matière d'hygiène et de sécurité et de pouvoir accentuer les efforts de prévention entrepris dans la collectivité.

L'IPRP va former les agents des Agences Routières à la formation « Gestes et Postures ». Un planning est à l'étude pour couvrir toutes les agences routières.

Autour du risque chimique, l'infirmière va sensibiliser les agents des collègues et d'autres agents ayant contact avec des produits chimiques. Le recensement des FDS ainsi que les conseils en la matière continuent également.

La transversalité avec les ressources humaines se poursuit par le biais de chaque service de la Direction (médical, social, psychologique et technique).

### Zoom - Actions phares :

- ▶ suivi médical : visites d'aptitude et de suivis périodiques obligatoires, entretiens infirmiers, soutiens psychologiques,
- ▶ visites de sites et de collègues
- ▶ démarche PRAP : contribuer à la prévention de la pénibilité au travail,
- ▶ risques chimiques : mieux informer afin de se protéger de la commande à l'utilisation du produit,
- ▶ forte implication de l'assistante sociale dans la mise à disposition auprès des agents à risque (arrêt maladie, lien avec les ressources humaines),
- ▶ coordination du réseau des assistants de prévention et traitement des fiches du registre santé-sécurité.

### Grands chiffres :

- ▶ 963 visites médicales par le pôle médical,
- ▶ 420 entretiens psychologique pour 148 agents,
- ▶ 316 agents reçus par le pôle social,
- ▶ 30 visites de site, chantier et collègues

## Mission communication interne

*Créée en octobre 2017, cette mission transversale doit moderniser la communication interne de la collectivité, en étant un rouage de diffusion de l'information, un outil de décloisonnement des directions et un vecteur d'appartenance à la collectivité.*

### RÉALISATIONS

- ▶ Mise en place d'un groupe de travail composé de 12 agents issus de toutes les DGA ;
- ▶ Création du journal interne de la collectivité, «Part'agents » : trimestriel présentant l'actualité des services, les actions en cours et à venir, et valorisant le travail des agents ;
- ▶ Création de nouveaux supports de communication interne (organigrammes) et mise à jour de ceux existants ;
- ▶ Mise en place du travail collaboratif avec l'ensemble des directions et notamment avec les directions supports (DPSBET, DRH, DSI, DLB, SAF...) ;
- ▶ Participation à l'organisation de manifestations internes (rencontre de la Présidente et du DGS avec les agents, vœux au personnel...) ;
- ▶ Lancement de la démarche de réalisation d'un plan de communication interne.

### PERSPECTIVES

- ▶ Renforcement du partenariat engagé avec les directions ;
- ▶ Finalisation du plan de communication interne et diffusion de celui-ci ;
- ▶ Refonte d'outils de communication interne, notamment Intranet ;
- ▶ Création de nouveaux outils, simplifiant l'accès à l'information (newsletter) ;
- ▶ Organisation d'évènements internes rassemblant les agents de la collectivité.



Il est composé des services et missions suivantes :

### Service des affaires juridiques

Ce service intervient en transversalité, en apportant conseil et expertise aux Directions et services départementaux. Il participe ainsi à la sécurisation juridique de l'institution et de tous les actes en découlant. Il assure la défense et la représentation du Département devant les juridictions.

Il veille à la sécurité juridique de l'ensemble des procédures internes et coordonne les actions de la Collectivité devant les différentes juridictions.

### Service des assemblées

La première mission du Service des Assemblées est de préparer les Séances Publiques et les Commissions Permanentes, d'assurer leur fonctionnement et leur suivi administratif.

## MISSIONS

- ▶ Relecture et le contrôle portant sur la forme des rapports, notes et délibérations,
- ▶ Edition des fichiers, puis leur transmission dans les délais impartis,
- ▶ Secrétariat pendant le déroulement des réunions
- ▶ Finalisation des délibérations, mise en oeuvre des différentes formalités nécessaires à les rendre exécutoires et leur mise en ligne (internet, portail élus, intranet)
- ▶ Rédaction des PV et relevés de décisions.
- ▶ Le service des Assemblées assure également le suivi des désignations des représentants du Département au sein de 350 organismes extérieurs et commissions administratives, regroupe les arrêtés établis par les différents services et les publie au Recueil des Actes Administratifs (RAA), gère les arrêtés de délégations de signatures, en lien avec la chargée de mission DGS et le Service Juridique.
- ▶ Le Service participe par ailleurs aux journées «Séminaire d'accueil des nouveaux agents» mises en place à l'initiative de la Direction des Ressources Humaines

## RÉALISATIONS

- ▶ Mars : L'Assemblée a adopté le Budget Primitif pour 2018 et les programmes d'action dans le cadre de l'environnement et du développement durable
- ▶ Mai : L'Assemblée a été consultée pour avis sur le projet régional de santé
- ▶ Juin : L'Assemblée a délibéré sur le schéma départemental des solidarités 2018/2021 et sur la poursuite de la répartition géographique des effectifs des collèges publics du département.
- ▶ Octobre : L'Assemblée a pris connaissance du rapport d'activité des services 2017 et a statué sur la protection des agents du Département contre les incivilités et les agressions.
- ▶ Novembre : L'Assemblée a validé l'acquisition du Château de Castelnou par le Département et a voté le principe d'un plan d'investissement de 500 M€ pour la période 2019/2023.
- ▶ Décembre : L'Assemblée s'est prononcée sur différents projets de soutien en investissement au développement de Perpignan et son agglomération. Elle a aussi voté le Budget Primitif 2019.

### Chiffres 2018 :

- ▶ 4 agents
- ▶ 9 Séances Publiques
- ▶ 8 Commissions Permanentes
- ▶ 688 délibérations
- ▶ 1 618 arrêtés publiés
- ▶ 27 Recueils des Actes Administratifs (RAA) dont 17 pour les délibérations et 10 pour les arrêtés de la Présidente
- ▶ 1 Recueil des décisions de la Présidente en terme de marchés

## Délégué à la protection des données

### **(BILAN ANNUEL Informatique et Liberté 2018)**

*Le Département des Pyrénées Orientales est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche de protection des données personnelles, dont la ligne de conduite est dictée par un cadre juridique s'appuyant sur le nouveau règlement européen (RGPD) entré en application le 25 mai 2018.*

*Il réforme en profondeur la gestion des données personnelles effectuées par notre collectivité.*

### **HISTORIQUE DE LA DÉSIGNATION**

Le Département avait déjà désigné un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) en 2011. Le responsable de traitement, Madame La Présidente a désigné un délégué à la protection des données en Janvier 2018.

### **PRÉSENTATION DU DPO**

Le Département des Pyrénées Orientales a désigné Monsieur Olivier CASEILLES en tant que Délégué à la protection des données au titre du règlement (UE) 2016/678 du 27 avril 2016, le 22 janvier 2018.

Cette désignation a fait l'objet d'un récépissé de la CNIL sous le numéro DPO-3152 en date du 04 mai 2018 avec une date d'effet au 25 mai 2018.

Le Délégué à la protection des données est directement rattaché à la Direction Générale des Services et fonctionnellement au Secrétariat Général.

Les instances représentatives ont été préalablement informées de la création de cette fonction par un courrier le 08 janvier 2018.

### **PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION**

Le DPO exerce ses missions pour tous les traitements mis en œuvre par :

- ▶ Le Conseil Départemental des Pyrénées Orientales (CD66)
- ▶ La MDPH (Maison Départementale des personnes handicapées des Pyrénées Orientales)
- ▶ L'ADT (Agence de Développement Touristique)
- ▶ L'EPCC de Céret (Musée d'Art Moderne de Céret)

### **INFORMATION DES PERSONNES**

- ▶ Mesures prises pour informer les personnes concernées :
  - Site INTRANET « protection des données »
  - Adresse mail spécifique pour l'accès aux droits
  - Mentions légales dans les documents de collecte
  - Mentions légales site institutionnel INTERNET
  - Réunions d'information dans les Directions Opérationnelles
- ▶ Actions de formation et d'information à destination des personnes concernées :
  - Charte des usages informatiques validée par le CT de la collectivité
  - Politique de protection des données validée par le CT de la collectivité
  - Intégration du module « protection des données » dans les cycles de formation de la DSI



---

## INSTRUCTION DES DEMANDES DE DROIT

- ▶ Mesures prises pour permettre l'exercice des droits :
  - Adresse spécifique : protectiondesdonnees@cd66.fr
  - Mentions légales sur le site institutionnel
- ▶ Nombre de demandes et répartition par catégorie :
  - Accès : 1
  - Rectification : 2
  - Opposition : 0
- ▶ Délai moyen de traitement : entre 24 heures et 15 jours
- ▶ Liste des recommandations et des actions engagées à la suite de demandes : en cours
- ▶ Demandes non-traitées car jugées abusives : aucune

---

## RELATIONS AVEC LA CNIL

- ▶ Instruction des réclamations en lien avec la CNIL : Aucune
  - Nombre de réclamations instruites sur l'année ;
  - Nature des réclamations ;
  - Stade d'instruction (en cours / clôturée).
- ▶ Demandes de conseils adressées à la CNIL :
  - Nombre de demandes adressées sur l'année ; 2
  - Nature des demandes ; Juridique
  - Stade d'instruction : traitées

---

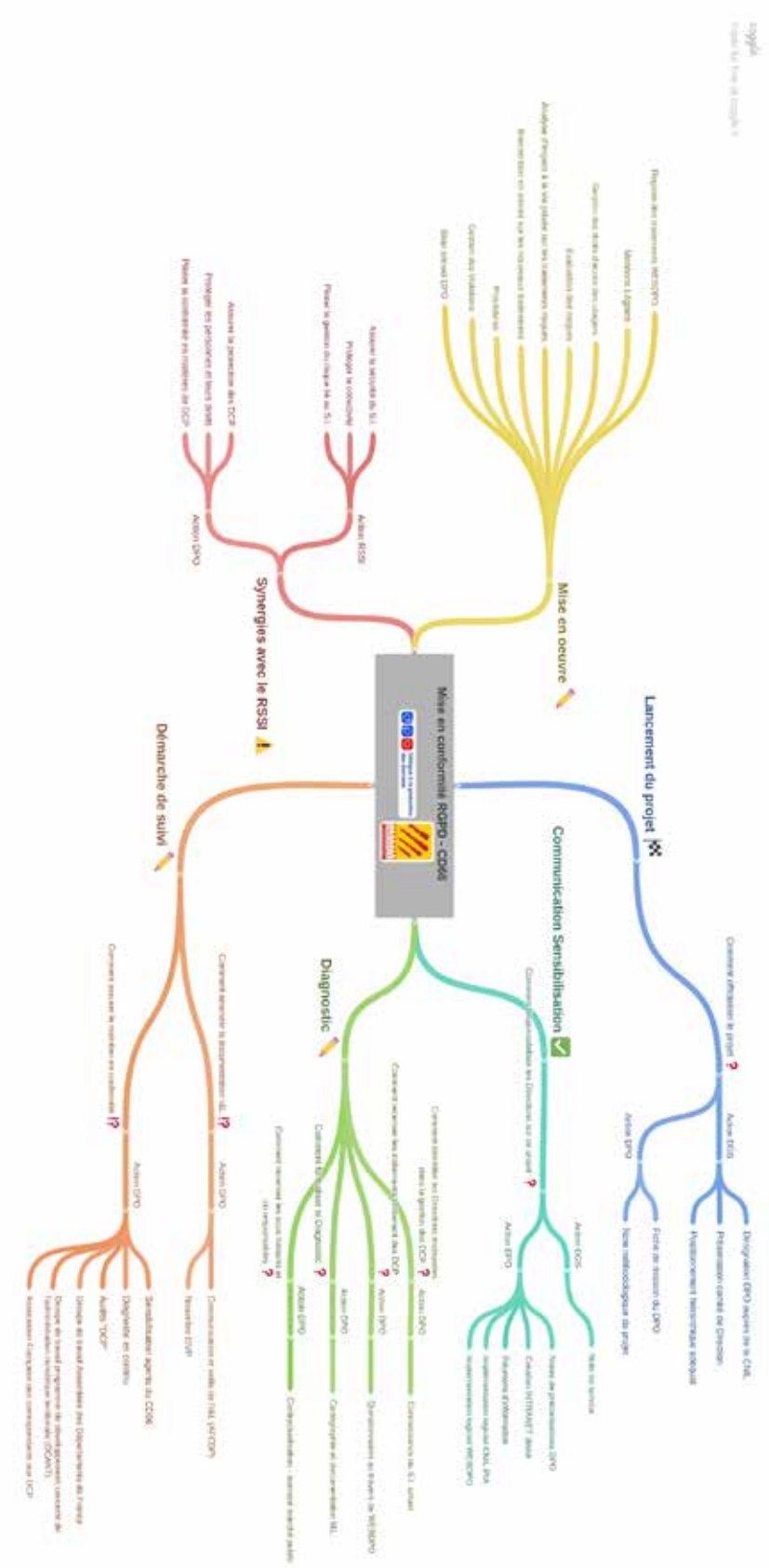
## RELATIONS « HORS CNIL »

- ▶ Affiliation à un réseau de professionnels de la protection des données :
  - Association Française des Correspondants aux Données Personnelles (AFCDP)
  - Participations aux travaux I&L à l'assemblée des Départements de France (ADF)

---

## BILAN DE LA PÉRIODE CONCERNÉE PAR LE BILAN :

- ▶ Actions initialement programmées pour l'année écoulée :
  - Forte sensibilisation de la DGA solidarité
- ▶ Moyens prévus :
  - Acquisition d'un logiciel WEBDPO
- ▶ Résultats attendus :
  - Conformité globale RGPD
- ▶ Réalisations effectives :
  - Registre de traitement
  - Procédures de gestion de violation de données
  - Procédure de gestion des droits d'accès usagers
  - Procédure de nouveau traitement
  - Fiches pratiques



*La Direction des Finances est garante de la solvabilité à court, moyen et long terme de la Collectivité. Elle assure la qualité, la sincérité et l'équilibre budgétaire et comptable. Elle veille à la sécurité juridique de l'ensemble des procédures internes et notamment celles relatives aux marchés publics et coordonne les actions de la Collectivité devant les différentes juridictions. Elle produit à destination des élus et de la Direction Générale, des analyses prospectives et des outils opérationnels permettant le pilotage financier stratégique du Département.*

*La Direction des Finances intervient en qualité de direction support et ressources pour l'ensemble des services de la collectivité, en particulier auprès des services administratifs et financiers des différentes directions opérationnelles, et elle anime de manière permanente le réseau des agents correspondants financiers sur lesquels elle s'appuie pour le bon accomplissement de ses missions, lesquelles s'articulent autour de 4 centres de responsabilité majeurs : le service Analyse et Etudes, le service Budget, le service Comptabilité, le service Gestion du Bilan.*

### LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA GESTION DES FINANCES DÉPARTEMENTALES

La stratégie conduite par le Département en matière de gestion financière s'inscrit intrinsèquement dans la stratégie de développement durable. Au cœur de cette stratégie, la gestion des deux éléments financiers impactant durablement l'avenir du territoire, la dette et le patrimoine, sont pilotés pour préserver les marges de manœuvre les plus optimales, afin de doter le territoire des biens et services publics les plus adaptés. Enfin, dans sa relation aux citoyens, le Département tente de répartir les charges fiscales et tarifaires de la manière la plus juste socialement.

#### ► Soutenabilité de la stratégie d'endettement

Entre 1998 et 2007, le Département a mené de manière progressive et déterminée une stratégie de désendettement. Depuis 2008 pour éviter de faire supporter aux générations futures la charge de la dette, l'Assemblée départementale a su utiliser le levier de l'endettement avec mesure tout en préservant d'importantes marges de manœuvre grâce à la contraction des frais financiers. Cette stratégie permet aujourd'hui d'assurer la viabilité du plan pluriannuel d'investissement sans dépendre du niveau d'engagement des institutions financières. Alors que le stock de dette était de 199 M d'€ au 31 décembre 1998, celui-ci est passé à 145,2 M€ au 31 décembre 2018. La dette départementale ramenée au nombre d'habitants représente 308 € en 2018 contre 569 € pour la moyenne de la strate. De même, la capacité de désendettement très largement améliorée par l'action résolue de la collectivité en la matière, se stabilise autour de 2,4 ans contre une moyenne nationale de 4,3 ans.

#### ► Gestion financière du patrimoine : la notion d'actif territorial départemental

Si le Département entretient son patrimoine en l'amortissant réglementairement, il finance plus largement un enrichissement départemental consolidé à travers les subventions d'équipement qu'il verse chaque année. L'effet levier de ces versements a permis le financement d'un flux net d'actifs publics de 600 M€. Concrètement, les investissements des communes, les équipements nécessaires au traitement des eaux et à l'assainissement, les casernes de pompiers, le logement social, les établissements médico-sociaux ont pu être réalisés grâce au financement partiel accordé par le Conseil Départemental. En tant qu'équipements publics bénéficiant à de nombreuses générations présentes et à venir, il s'agit là d'un réel effort financier à vocation durable.

#### ► Stratégie fiscale

L'Assemblée Départementale a décidé de maintenir le taux de taxe foncière au niveau le plus bas de tous les Départements de la Région Occitanie – Pyrénées-Méditerranée et dans la médiane nationale. Le Département a également décidé d'exonérer totalement les bailleurs sociaux de taxe d'aménagement (0,7% des ressources départementales) afin de préserver les ménages les plus fragilisés d'un impact sur le montant des loyers.

#### ► Tarification

Il est possible de citer les choix résolus en matière d'offre de spectacles culturels (gratuité) et de restauration scolaire (prix du repas fixé à 2,80 € et aide sociale pour les collégiens boursiers) qui

visaient à rapprocher les usagers des services offerts sans mettre à mal la structure de financement de ces activités. Sur ce point l'objectif semble rempli avec un réel succès de fréquentation. D'un point de vue global, les choix de l'assemblée départementale visent par le biais du tarif à rapprocher la population de services qui lui sont proposés depuis longtemps tout en préservant avec justice le pouvoir d'achat des ménages.

## MISSIONS

### Service Analyse et Études

- ▶ Suivi de la gestion des opérations pluriannuelles en AP/CP et assistance des services en connexion avec la DSI
- ▶ Veille stratégique sur l'ensemble des éléments d'actualité impactant le périmètre financier du Département
- ▶ Suivi budgétaire et financier des organismes satellites financés par le Département (SDIS, UDSIS, Laboratoire départemental...)
- ▶ Production des éléments de communication financière institutionnelle du Conseil Départemental (débat d'orientations budgétaires 2019, rapport de présentation du budget primitif 2019, présentation des éléments financiers en session...)
- ▶ Réalisation des analyses financière rétrospectives et prospectives du budget principal du Département qui constituent le tableau de bord de pilotage des finances départementales.

### Budget

- ▶ Préparation et suivi budgétaire : traitement des demandes budgétaires des services, élaboration des documents budgétaires et des annexes, suivi des consommations, contrôle des dépassements de crédits, production du compte administratif et vérification de l'adéquation des écritures avec celles figurant au compte de gestion du Payeur
- ▶ Pilotage et gestion procédure des virements de crédits
- ▶ Prévision et suivi des recettes fiscales et dotations de l'état
- ▶ Suivi des avances sur marchés et avances aux mandataires chargés de travaux
- ▶ Répartition du Fonds départemental de péréquation des droits de mutations
- ▶ Répartition du Fonds départemental de péréquation de Taxe professionnelle
- ▶ Rôle de conseil et aide aux directions de la structure par l'intermédiaire des correspondants financiers

### Comptabilité

- ▶ Le contrôle des liquidations (pré-mandatement hebdomadaire : vérification des pièces justificatives, de l'imputation budgétaire, de la disponibilité des crédits, de la codification marché et opération, du n° d'immobilisation, de la référence PES, codification GED ...)
- ▶ La validation du pré-mandatement et la constitution des fichiers PES avant expédition en Paierie
- ▶ La gestion des tiers (création, modification, suppression)
- ▶ Le suivi du paiement des intérêts moratoires
- ▶ Le suivi des paiements à l'étranger
- ▶ Réponses aux demandes de circularisation
- ▶ Le traitement des rejets Paierie et rejets Banque de France

### Gestion du bilan

- ▶ Gestion active de la dette
- ▶ Gestion de la trésorerie
- ▶ Suivi financier des garanties d'emprunt, subventions en annuité, des prêts et créances
- ▶ Suivi de l'ensemble des engagements hors bilan
- ▶ Gestion des obligations déclaratives en matière fiscale (TVA...)
- ▶ Contrôle/Vérification de la qualité comptable du mandatement



---

## RÉALISATIONS

### Service Analyse et Études

- ▶ Dans le cadre de sa mission de suivi des organismes, le service produit des notes sur les moyens d'optimiser l'intervention financière du Département en direction de ces satellites.
- ▶ Le service assure l'étude approfondie de l'ensemble des éléments de contexte financier impactant la trajectoire budgétaire de la collectivité : la tenue à jour du tableau d'analyse prospective, le débat d'orientation budgétaire, la présentation des enjeux financiers lors des travaux de cadrage budgétaire.
- ▶ Le service est l'interlocuteur des services pour la gestion en AP/CP et plus largement la programmation pluriannuelle des investissements.
- ▶ Le service Analyse et Études met à jour les données fiscales, financières et économiques permettant de mener des études sur tout domaine ayant un impact sur le budget du Département.

### Budget

- ▶ Rythme soutenu des préparations budgétaires avec l'élaboration de deux décisions modificatives 2018, des restes à réaliser et du compte administratif 2017 (budget principal et budgets annexes) ainsi que de la préparation et le vote du budget 2019,
- ▶ Suivi des dotations et de la fiscalité,
- ▶ Répartition du Fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles au droit d'enregistrement et du Fonds de péréquation de Taxe Professionnelle,
- ▶ Elaboration et suivi des ordres de paiements liés aux avances FSL, et marchés publics lorsque les avances concernent les marchés imputés en section de fonctionnement,
- ▶ Saisie des engagements et liquidation des dépenses et recettes de la MDPH.

### Comptabilité

- ▶ Transmission des pièces justificatives dématérialisées à la Paierie Départementale
- ▶ Mise en place de la GED Factures
- ▶ Traitement des factures dématérialisées reçues via CHORUS
- ▶ Transmission dématérialisée des Avis de Sommes à Payer (ASAP)
- ▶ Formations des utilisateurs habilités à E-Sedit

### Gestion du bilan

- ▶ Participation au groupe projet accompagnant le passage en mode web du logiciel de gestion financière

---

## PERSPECTIVES

### Service Analyse et Études

- ▶ Renforcement du cadrage budgétaire pluriannuel et des outils d'aide à la décision financière
- ▶ Cycle de formation et d'information interne

### Budget

- ▶ La préparation de la migration du nouveau cadre budgétaire qui s'inscrit dans la démarche de développement durable engagée par notre collectivité, a été effectuée en 2018, pour une mise en œuvre en 2019.
- ▶ Le rôle de conseil et d'assistance aux directions est également maintenu et soutenu du fait du changement d'environnement informatique.

### Comptabilité

- ▶ Mise en place du PES Retour
- ▶ Mise en place de la GED Marchés pour la transmission à la Paierie des pièces constitutives des marchés



- ▶ Migration du module E-Commandes vers le WEB
- ▶ Mise en place de la pré-saisie des tiers par les services opérationnels avant validation par le S/Comptabilité

### Gestion du bilan

- ▶ Pilotage de l'objectif de renforcement de la qualité comptable
- ▶ Suivi et contrôle de l'inventaire

Un budget 2018 réalisé à hauteur de **614,4 millions d'euros** en dépenses (hors opérations sur lignes de trésorerie et hors mouvements d'ordre) dont 95,7 millions d'euros d'investissement et 518,7 millions d'euros de fonctionnement ;

Un budget 2018 réalisé à hauteur de **614,4 millions d'euros** en dépenses (hors opérations sur lignes de trésorerie et hors mouvements d'ordre) dont 95,7 millions d'euros d'investissement et 518,7 millions d'euros de fonctionnement ;

### Grands chiffres

Un actif brut de **2,938 milliards d'euros** (budget principal seulement) ;

Un encours de dette de **145,2 M€** avec un taux moyen de **2,38 %** et une épargne brute de **61,2 M€**, soit une capacité de désendettement de 2,4 ans ;

**168** déclarations de TVA et demandes de remboursement sur 6 secteurs d'activité soumis ;

**31** établissements publics périphériques ou directement dépendants de l'intervention financière du département suivis représentant un volume budgétaire total de plus de 200 millions d'euros et une enveloppe d'aide totale proche de 60 millions d'euros attribuée par le Département ;

**39 223** mandats de dépenses et **9 591** titres de recettes vérifiés et traités ;

Le Budget primitif 2018 s'équilibre à **687 532 984,35 €** en dépenses et en recettes réelles.

**39 223** mandats (Budget Principal et Budgets Annexes)

**9 591** titres (Budget Principal et Budgets Annexes)

Montant de l'actif brut 2018 : **2,938 Milliards d'€** (budget principal seul)

Montant des dotations aux amortissements 2018 : **46,411 M€** (budget principal seul)

Stock de dette au 31/12/2018 : **145,2 M€**

Taux moyen de la dette : **2,38%**

Capacité de désendettement : **2,5 ans**

Nombre de secteurs d'activité soumis à la TVA : **6**

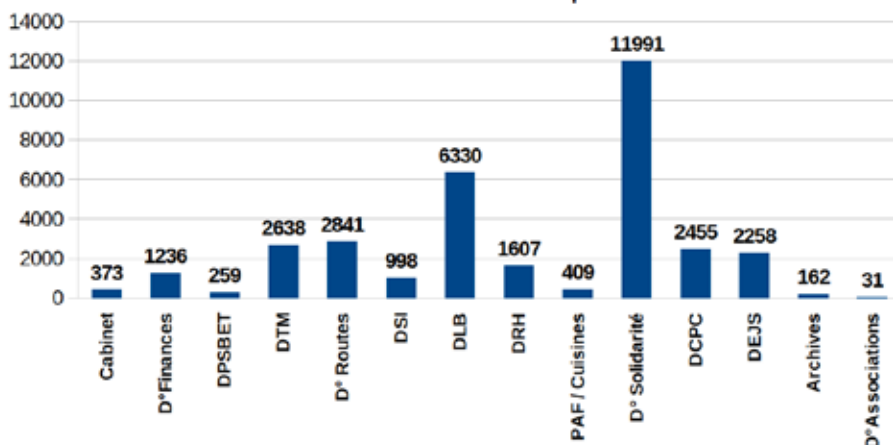
Nombre de déclarations de TVA : **68**



### Actions phares

- ▶ Préparation de tableaux de bord de suivi des dépenses départementales
- ▶ Évaluation des impacts financiers du mode de gestion et du déploiement de la THD
- ▶ Analyse et consolidation des risques financiers portés par les structures associées au CD66
- ▶ Analyse des impacts du nouveau cadre de régulation des Finances publiques locales
- ▶ Participation et suivi de la migration du système informatique de préparation budgétaire FiWeb de Berger-Levrault.
- ▶ Participation à la préparation budgétaire 2019 (enjeux investissement/fonctionnement)

Nombre de mandats 2018 du BP par Direction



*A été rattaché directement au DGS en fin d'année 2018 ; auparavant rattaché à la Direction Finances Affaires Juridiques Marchés.*

### MISSIONS

Placé directement sous l'autorité du Directeur Général des Services, le service des marchés publics, service d'essence juridique et administrative, composé de 8 agents, assure, dans l'organisation déconcentrée de la commande publique départementale, des missions de veille, de conseil et d'assistance juridique en droit de la commande publique (marchés publics et concessions) à destination de la direction générale et de l'ensemble des services départementaux.

Il prépare, met à jour et diffuse le règlement interne de la commande publique, notamment en informant et formant les correspondants marchés de la collectivité dont il anime le réseau permanent.

Il assure le paramétrage juridique du logiciel de traitement des marchés publics, en lien avec les prestataires et en coordonne le paramétrage fonctionnel en lien avec les services informatiques et les prestataires.

Il appuie et conseille les services acheteurs (qui ont la main directement sur les procédures d'achat jusqu'à 90.000 € HT) et procède en fonction des seuils définis par le règlement interne (à savoir au dessus de 90.000 € HT), à l'instruction des dossiers de consultation des entreprises, au lancement des consultations, à la réception et l'ouverture des plis, à la vérification des rapports d'analyse et décisions, à la transmission au contrôle de légalité, à la notification des contrats et à l'accomplissement des mesures d'information et de transparence. Il traite les avenants et actes de sous-traitance pour les contrats qu'il a instruits. Il centralise les décisions d'attribution de marchés prises par l'exécutif, accomplit les formalités de transmission au contrôle de légalité et d'information périodique à l'assemblée délibérante. Il est chargé de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Service Public.

### RÉALISATIONS

- ▶ 14 séances de Commission d'Appel d'Offres + 6 séances de Commission de Délégation de Service Public + 100 réunions d'ouverture des plis organisées en 2018
- ▶ Environ 500 marchés notifiés, 1 contrat de délégation de service public, 150 avenants traités, 150 actes de sous-traitance, 300 décisions de l'exécutif

# La Direction Générale Adjointe Ressources Humaines et Moyens Généraux

*Cette DGA regroupe l'ensemble des services transversaux : Direction des Ressources Humaines, Direction Logistique et Bâtiments, Direction des Systèmes de l'Information. Sa mission principale est de soutenir, aider et accompagner les services et directions de la collectivité. Elle contribue pleinement à la réalisation des politiques publiques par l'enjeu stratégique des fonctions supports qu'elle représente.*

*Par ailleurs, cette DGA porte directement par le biais de sa direction des systèmes d'information la politique publique relative au très haut débit (THD).*



DGA : Joriss GELIBERT



380 AGENTS

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DGA RESSOURCES HUMAINES ET  
MOYENS GÉNÉRAUX

DGA DES SOLIDARITÉS

DGA TERRITOIRES ET MOBILITÉS

DGA CITOYENNETÉ

RAPPORT FINANCIER 2018  
LEXIQUE- ORGANIGRAMMES



### MISSIONS

- ▶ Gérer et accompagner les évolutions du potentiel humain, par la formation notamment
- ▶ Communiquer et réformer sur les matières statutaires
- ▶ Aider à l'insertion des nouveaux agents recrutés
- ▶ Contrôler et accompagner les services en matière de gestion du temps de travail
- ▶ Gérer la protection sociale des agents
- ▶ Gérer le déroulement des carrières et des positions des agents de la structure, de l'acte de recrutement à la radiation des cadres (avancement d'échelon, de grades, temps partiel, détachement, congé parental, congé maladie, maternité, paternité, accident de service, retraites, médaille d'honneur départementale) ainsi que l'organisation des Commissions Administratives paritaires (CAP) d'évaluation et d'avancement de grade
- ▶ Réaliser la paye mensuelle, l'affiliation et la validation de services auprès de la CNRACL
- ▶ Verser les divers régimes indemnitaires
- ▶ Instruire et payer les frais de déplacements
- ▶ Suivre les NBI, ainsi que la part variable du régime indemnitaire
- ▶ Gérer des procédures disciplinaires
- ▶ Accompagner le reclassement professionnel des agents

La Directrice des Ressources Humaines, en qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs, assure l'interface avec la CADA.

En sa qualité de déontologue, elle participe à la mise en place des règles de déontologie de notre collectivité et s'assure de leurs bonnes applications.

Elle a procédé à 123 entretiens individualisés.

### Cellule Protection Sociale

#### TICKETS RESTAURANT

Moyens humains : 1 responsable et une gestionnaire

Gestion des Tickets Restaurant nominatifs et non nominatifs.

Mise en place à la DRH à compter du 1er Janvier 2013

### **Fait marquant :**

Depuis le mois de juin 2018, sur chaque ticket restaurant nominatif ou non nominatif, est portée une mention d'utilisation à savoir : «utilisable hors dimanche et jours fériés».



## Evolution des Tickets Restaurant (TR) nominatifs et non nominatifs en volume et en valeur :

TR nominatifs chéquiers ou dématérialisés	Nombre TR utilisés	Valeur faciale
TR nominatifs support papier	311865	1 715 257,50 €
TR nominatifs dématérialisés	12392	68 156,00 €
TOTAL Commandes mixtes T.R nominatifs et T.R. dématérialisés	324 257	1 783 413,50 € sans déduction des Avoirs
Soit une baisse de - 10 010 TR non commandés par rapport à 2017		
<b>TR non nominatifs</b>	8 000 TR	44 000,00 €
Retour au prestataire EDENRED Millesime 2018 : 631 TR non nominatifs non utilisés		
Total de TR non nominatifs utilisés en 2018 : 7 369 Très peu d'écart par rapport à 2017 dont le nombre commandé était de 7 398 TR		
<b>AVOIRS</b>		
TR nominatifs et non nominatifs périmés 2017 ou non utilisés en 2018 et retournés au Prestataire EDENRED	683 TR	3 756,50 €

On remarque une nette augmentation par rapport à 2017 des titres restaurant dématérialisés : + 6 403 TR, soit 110 agents, ont choisi la dématérialisation.

Par contre, on note une baisse de la commande des titres restaurant support papier (- 10 010 TR), dûe notamment au transfert à la Région Occitanie/Pyrénées Méditerranée (au 1er janvier 2018 - 36 agents de la Direction des Transports), mais aussi au départ en retraite de 48 agents.

Il est à noter que les avoirs ont légèrement augmenté par rapport à 2017, dont le nombre de tickets restaurant renvoyés au Prestataire Edenred était de 509.

Ne figure pas au niveau des avoirs les 631 Tickets restaurant non nominatifs renvoyés au prestataire Edenred le 3 décembre 2018 et dont l'avoir sera réceptionné à la DRH en janvier 2019.

Types de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires
Stagiaires non rémunérés (Classe Seconde, Bac, BTS, Licence, Maîtrise)	102
Stagiaires rémunérés :	
Assistants de Service Social (IRTS)	7
Conseiller en Economie Sociale et Familiale (CESF)	5
Stagiaires rémunérés (Ecole Ingénieur, Elèves en Master 2 – Doctorat)	3
Saisonniers (période d'avril à novembre 2018)	137
Apprentis et Agents Etat	11
Ouvriers des Pars et Ateliers «OPA»	2
Agents en contrat civique	2

Par rapport à 2017, on constate une légère augmentation des stages non rémunérés (+ 13 TR), et une légère baisse des saisonniers (- 20 agents).

### GESTION DES MUTUELLES

Le Département a financé les risques liés à la santé et à la prévoyance pour 574 agents ayant souscrit à un contrat présentant une garantie labellisée.

Le versement de la participation s'est élevé à 29 955,00 € pour la santé et de 18 170,00 € pour la prévoyance.



RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'AGENTS ET PRODUITS «SANTÉ» ET OU «PRÉVOYANCE» :

PRODUIT «SANTÉ» et ou «PREVOYANCE»		
SANTÉ	PREVOYANCE	SANTÉ ET PREVOYANCE
513 agents	322 agents	252 agents

PAR CATEGORIE					
Catégorie hiérarchique	Montant Santé	Montant Prévoyance	Nombre agents ayant souscrit à un produit santé	Nombre agents ayant souscrit à un produit prévoyance	Nombre agents bénéficiant aide Santé et Prévoyance
A	2 597,50 €	1 805,00 €	53	38	26
B	9 240,00 €	5 915,00 €	172	110	87
C	18 117,50 €	10 450,00 €	288	174	139
TOTAUX	29 955,00 €	18 170,00 €	513	322	252

Pour les assistantes familiales que la Cellule Protection Sociale ne gère pas, le montant de la participation du Département à un produit labellisé santé s'élève à 3 345,00 €.

Depuis Janvier 2018, les permanences de la Mutuelle Intérieure sur les sites du Département s'effectuent uniquement sur rendez-vous.

### Unité Maintien dans l'Emploi (PMEH)

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, le PMEH a pour mission de concourir au maintien dans l'emploi et de favoriser les conditions de vie des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (travailleurs handicapés, reconnaissance invalidité...) en actionnant les dispositifs de droit commun et le FIPHFP.

Mme Malika Hammadi a été désignée comme Référent Télétravail au sein de la Direction des Ressources Humaines.

129 entretiens individuels sur rendez-vous ont été effectués par le Référent Handicap/Référent Télétravail au cours de l'année 2018

### Secrétariat du Comité Médical (CM) et de la Commission de Réforme (CR)

Depuis le 1er janvier 2016, le PMEH assure le secrétariat du CM et de la CR, cette activité étant jusque-là assumée par les services de l'État.

Cette activité, nouvelle au sein du Conseil Départemental, a nécessité la mise en place de nouvelles procédures avec les différents acteurs (État, médecins, représentants du personnel...)

Une base de donnée a été élaborée afin de pouvoir effectuer un suivi des demandes, et procéder à l'élaboration d'analyses statistiques qualitatives.

### Statistiques Comité Médical et Commission de Réforme pour l'année 2018

DETAIL COMITE MEDICAL		
	Nb dossiers / type de saisines	
Aptitude	1	
Congé Grave Maladie	4	
Congé Longue Durée	55	
Congé Longe Maladie	67	
Congé Maladie Ordinaire au-delà de 6 mois	10	
Disponibilité d'Office	9	
Invalidité	5	
Temps Partiel Thérapeutique (avec passage CM)	7	
Réintégration	6	
<b>TOTAL</b>	<b>164</b>	
	Nb dossiers /mois	
Janvier	11	
Février	11	
Mars	18	
Avril	15	
Mai	20	
Juin	17	
Juillet	14	
Septembre	21	
Octobre	7	
Novembre	12	
Décembre	18	
<b>TOTAL</b>	<b>164</b>	

**TOTAL DOSSIERS CM 233**



## DETAIL COMISSION DE REFORME

	Nb dossiers / type de saisines
Allocation Temporaire d'Invaldité	7
Accident de Service/ Accident de Trajet	40
Maladie Professionnelle	13
Invaldité	8
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>

	Nb dossiers /mois
Janvier	5
Février	5
Mars	6
Avril	9
Mai	7
Juin	5
Juillet	5
Septembre	9
Octobre	3
Novembre	5
Décembre	9
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>

**TOTAL CM + CR : 301 dossiers en 2018**

301 dossiers ont été examinés en comité médical et commission de réforme soit 50 dossiers supplémentaires en 2018, concernant :

- ▶ 95 agents pour les dossiers du comité médical
- ▶ 55 agents pour la commission de réforme

Les demandes de temps partiels thérapeutique (69) ont doublé (28 en 2017) : cette augmentation est liée au changement de la réglementation (plus de temps minimum d'arrêt de travail pour ce type de demande).

Nous évaluons à un tiers le nombre d'agent contactant le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme (procédure, situations personnelles...)

#### Télétravail :

1 agent est positionné en télétravail pour raisons de santé.

22 agents volontaires ont été positionnés en télétravail durant l'année 2018 dans le cadre de l'expérimentation du télétravail au sein de la DGA des Solidarités : l'expérimentation s'avérant positive, il a été décidé d'étendre cette forme de travail au sein de l'ensemble de la collectivité durant l'année 2019.

La mise en oeuvre du déploiement de ce type d'organisation a nécessité la création de nouvelles procédures, et d'une convention de télétravail, en relation avec l'ensemble des acteurs.

#### Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE)

Pour l'année 2018, 146 BOE soit 5,97% seront déclarés au FIPHFP, à quoi s'ajoutera le montant des unités déductibles (prestation ESAT).

La diminution du taux (6,9% en 2017 / 147 BOE déclarés) est liée à l'application des nouvelles règles de calcul de l'effectif total rémunéré.

19 dossiers de demande MDPH ont été accompagnés au cours de l'année 2018.

#### Plateforme du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées (FIPH)

En 2018, 5 demandes de remboursement ont été déposées sur la plateforme du FIPHFP. 7 532,36 € ont été accordés sur un total sollicité de 11 992,91 €.

Les nouvelles règles d'intervention du FIPHFP excluent toutes les interventions d'un coût inférieur à 200 €, et les dépenses prises en charge en totalité auparavant (notamment prothèses auditives) sont désormais plafonnées.

#### Participations :

COMEX, Document Unique, accueil nouveaux arrivants, différents groupes de travail collègues, réunion SPP/RH/DEJS, reclassement.



## **Direction Adjointe Carrières et Rémunérations**

La direction adjointe carrières et rémunérations est en charge de la prise en compte et de la mise en oeuvre des situations impactant la carrière des agents.

En 2018, plusieurs faits marquants ont rythmé l'activité des deux services.

### **Service de la gestion des carrières :**

*Au titre de l'année 2018, 5302 arrêtés ont été pris dans le cadre de la gestion des agents de la collectivité. Ces actes de gestion ont traduit la mise en oeuvre de différents chantiers qui ont impacté la gestion du service.*

---

#### **1/ Mise en oeuvre de la CAP 2018 :**

Le service carrière a préparé et mis en oeuvre la CAP 2018 qui a eu pour particularité de prendre en compte les situations des agents antérieures à la mise en oeuvre du PPCR pour les agents de catégorie B et de la filière médico-sociale (dispositions transitoires).

Cette particularité s'est notamment traduite par le déroulement fictif de la carrière des agents sur leur ancienne situation, leur avancement au titre de la CAP (190 nominations par avancement de grade et promotion interne), puis leur reclassement dans leur nouveau cadre d'emplois (réformé par le PPCR).

---

#### **2/ La gestion des dossiers retraites**

En 2018, le service des carrières a procédé à plus de 119 préliquidations de retraite, et 52 retraites. Toujours dans un esprit de communication et d'information envers les agents du Département, le service a procédé à plus de 120 simulations de pensions retraites et reçu les agents afin de répondre à leur interrogations.

---

#### **3/ Les instructions des demandes de CLM, CLD et accidents de travail ou maladie professionnelle**

En 2018, le service des carrières a instruit plus de 68 dossiers d'accident de service et 8 dossiers de maladies professionnelles.

Par ailleurs, 57 demandes d'instruction de congé de longue maladie et longue durée ont été traitées en coordination étroite avec les services de médecine (notamment la médecine préventive et le médecin agréé) ainsi qu'avec les organismes compétents en matière d'avis sur l'imputabilité ou non d'un accident ou d'une maladie.

---

#### **4/ La préparation du prélèvement à la source**

Une campagne de fiabilisation des données a été lancée par le service pour contrôler, et/ou modifier les états civils de l'ensemble des agents du Département en vue de la mise en oeuvre du prélèvement à la source. Cette opération a impliqué la réception de plusieurs centaines de documents et un travail de vérification minutieux afin que les fichiers servant de base à l'administration fiscale soient les plus fiables possibles.

---

#### **5/ La poursuite du travail d'alignement**

Dans la perspective d'un alignement avec le référentiel de l'éditeur de l'outil métier CEGID, le service des carrières s'est mobilisé pour poursuivre son travail d'expertise dans la qualification des données saisies dans l'outil et dans la mise en oeuvre du cahier des charges dans un calendrier très contraint.

### **Service de la gestion des rémunérations :**

---

#### **1/ Extension du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) à de nouveaux cadres d'emplois**

Durant l'année 2018, le RIFSEEP a été étendu à deux nouveaux cadres d'emplois les conservateurs de bibliothèque et les conservateur du patrimoine. Cette extension a nécessité de paramétrer l'outil métier afin de permettre l'attribution du régime indemnitaire aux agents concernés.

---

#### **2/ La préparation du prélèvement à la source**

Au 1er janvier 2019, la collectivité a mis en place le prélèvement à la source.

Ce dispositif a nécessité un très lourd travail de préparation technique et de refonte des procédures de paye, mais aussi de coordination avec les organismes «partenaires» du Département.

En ce sens, durant l'année 2018, et en coordination avec la DSI, le service a élaboré différents supports méthodologiques à destination des organismes gestionnaires de paye, organisé des formations communes et procédé à une nouvelle répartition des tâches en interne afin de faire face à cette nouvelle charge de travail.

### 3/ La mise en place de la journée de carence

La loi de finance 2018 a acté la réinstauration de la journée de carence au sein de la fonction publique. Le service des rémunérations a mené un travail de fond afin de mettre à niveau l'outil métier et entrepris un lourd travail de vérification des éléments de payes afin de s'assurer de la bonne application du texte.

### 4/ La poursuite du travail d'alignement

Dans la perspective de l'alignement avec le référentiel de l'éditeur CEGID, le service des rémunérations s'est mobilisé pour poursuivre son travail d'expertise dans le paramétrage et dans la mise en oeuvre du cahier des charges dans un calendrier très contraint.

### 5/ La gestion des frais de déplacements

En 2018, plusieurs chantiers ont impacté la gestion des frais de déplacements. Ainsi, un travail sur la refonte des modalités de paiement de l'indemnité forfaitaire de déplacement a été initié et a conduit à un dialogue avec la direction générale adjointe des solidarités afin de mener une étude approfondie sur les modalités d'attribution de cette indemnité.

La fin des bons de transports a conduit la cellule frais de déplacement à mettre en place une nouvelle procédure de réservation de titres de transport pour les personnels relevant des services de l'ASE.

Enfin, un travail de négociation avec le service commercial d'Air France a été mené afin de bénéficier de meilleurs tarifs d'abonnement au portail de réservation.

## Direction Adjointe Ressources et Relations Humaines (DARRH)

- ▶ Gérer et accompagner les évolutions du potentiel humain, par la formation notamment
- ▶ Aider à l'insertion des nouveaux recrutés
- ▶ Contrôler et accompagner les services en matière de gestion du temps de travail

## Service Formation

### Grands chiffres :

- ▶ Nombre de jours de formations suivis par les agents : 7 066
- ▶ Nombre de jours de formations de perfectionnement : 4 651,5
- ▶ Nombre de jours en préparations concours et examens : 339
- ▶ Nombre de jours en formations statutaires : 2 046,5
- ▶ Nombre de jours en formations personnelles : 29 (2 Bilans de compétences et une licence Histoire de l'art)
- ▶ Nombre d'agents ayant suivi une formation : 1601
- ▶ Nombre de jours suivis / agents formés : 4,4
- ▶ Nombre de jours suivis / agents (2278 agents au 31/12/2018 : 2110 permanents + 168 Non permanents hors assistants familiaux) : 3,1

### Actions phares :

- ▶ Accueil des stagiaires écoles : 709 demandes traitées et 179 stagiaires accueillis
- ▶ Accompagnements individuels : 35 agents suivis
- ▶ Poursuite et/ ou mise en œuvre des formations internes (ACES, Habilitations électriques, Devoirs droits et déontologie dans la FPT) : environ 1100 jours de formation.
- ▶ Supervision des agents de la DGA des Solidarités : 864 jours.
- ▶ Formations dans le domaine de l'accueil (inter et intra) : 203 jours.



## Service Gestion du Temps de Travail

### Actions phares :

- ▶ Étude et contrôle des emplois du temps des adjoints techniques des établissements d'enseignement (ATEE) en fonction de la quotité de travail et du calendrier scolaire
- ▶ Contrôle continu des autorisations exceptionnelles d'absence

### Grands chiffres :

- ▶ Actions de formations : 9
- ▶ Compte Épargne Temps (CET) : 617 attestations et 99 certificats de monétisation
- ▶ 8 828 saisies d'Heures Supplémentaires et réparties comme suit :
  - à payer : 5 552 saisies concernant 300 agents
  - à récupérer : 3 276 saisies concernant 388 agents

## Service Recrutement

### Grands Chiffres :

- ▶ candidatures spontanées : 2 882 dont candidatures « Saison » : 493
- ▶ candidatures sur « Mobilités » : 782
- ▶ nombre de mobilités internes : 119
- ▶ nombre de mobilités externes : 58
- ▶ nombre de jurys de recrutement : 6 pour des recrutements permanents et 4 pour la saison
- ▶ séances de tests en vue de déprécarisations : 3 pour 32 agents
- ▶ nombre de recrutements permanents : 35
- ▶ nombre de recrutements « saisonniers » : 137
- ▶ nombre de recrutements temporaires : 46 dont 5 PEC et 2 Services Civiques

### Relations avec les partenaires sociaux

- ▶ Comité Technique : 4
- ▶ CHSCT: 3
- ▶ Comités de suivi : 9

### Perspectives DARRH pour 2019

- ▶ Maintien des séminaires d'accueil pour les nouveaux agents et poursuite des formations sur le statut, le droit et les obligations pour la même population ; celles-ci sont assurées par des formateurs internes,
- ▶ Développement des formations internes : ACES et habilitations électriques mais aussi d'un parcours pour les encadrants
- ▶ Poursuite de la réflexion sur le partage des missions RH et la modernisation de la DRH
- ▶ Mise en œuvre de la mission Conseil en évolution professionnelle
- ▶ Assurer la transition du départ à la retraite de la responsable de la gestion des tickets restaurant

### Grands axes :

- ▶ Suivi des effectifs de la collectivité
- ▶ Suivi du budget et des dépenses de la DRH
- ▶ Aide à l'optimisation du Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH)
- ▶ Production de documents de synthèse (bilans sociaux, rapports d'activité, études, estimations...)
- ▶ Conception d'outils d'aide à la prise de décision (tableaux de bord)

### Actions réalisées :

- ▶ Accueil d'une stagiaire rémunérée du 3 Mai au 28 Septembre 2018, à laquelle les missions suivantes ont été confiées :
  - Préparation à la mise en place du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) au sein de la DRH : réalisation d'un audit interne et conduite de formations
  - Réponses à une enquête statistique INSEE
  - Elaboration de tâches administratives : comptes rendus réunions, plannings de congés du SSRH, suivis d'activités et d'incidences du SSRH, mises à jours des soldes DIF/CPF des agents du CD66
- ▶ Mise à jour régulière du tableau des effectifs en lien avec la préparation des annexes budgétaires «états du personnel» au moment des orientations budgétaires, du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif : établissement et suivi des effectifs budgétaires théoriques de référence en faisant apparaître l'effectif pourvu et le solde en résultant.
- ▶ Elaboration du bilan social 2017 accompagné d'études complémentaires : collecte des données statistiques nécessaires à partir d'extractions de CEGID et demandes auprès de divers services selon les besoins et en l'absence de données issues de CEGID - Mise en cohérence et saisie des données sur tableur.
- ▶ Mise en œuvre d'une gestion des emplois : identification et repérage des postes avec les Référents RH des DGA
- ▶ Réponses à des demandes statistiques diverses
- ▶ Elaboration du Budget Primitif (BP) 2019
  - Évaluation des impacts budgétaires attendus pour 2019
  - Récupération des évaluations de besoins par pôle de la DRH
  - Elaboration et transmission du document budgétaire au service comptable
  - Saisie du BP dans SEDIT
- ▶ Suivi du budget et comptabilité
  - Mandats traités : 140
  - Titres traités : 358
  - Etudes financières diverses
- ▶ Suivi annuaire interne (SABONA) et badges
  - Mises à jour de SABONA : 926
  - Edition des badges: 231
- ▶ Étude sur les circuits comptables de la DRH
  - Identification des différents acteurs et de leurs rôles
  - État des lieux des circuits actuels par pôle de la DRH
  - Identification des dysfonctionnements ou difficultés éventuelles
  - Rédaction d'une synthèse avec proposition d'axes d'améliorations
- ▶ Soutien au service formation sur la reprise des soldes DIF (Droit individuel à la Formation) des contractuels suite au passage au CPF (Compte Personnel de Formation)
  - Veille documentaire sur les textes applicables pour la mise en place du CPF
  - Étude des modalités techniques pour le dépôt des fichiers auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)
  - Extraction des soldes DIF des contractuels



- Analyse des soldes DIF des contractuels en collaboration avec le pôle formation
  - Mise en forme et dépôt du fichier final contenant les soldes DIF pour les contractuels sur la plateforme CDC
- ▶ Soutien et suivi de la mission d'information sur le RGPD confiée à la stagiaire
- Soutien et conseil sur les méthodologies de travail pour la réalisation de l'étude préalable
  - Aide à la mise en place d'entretiens de collecte d'information sur les pratiques au sein de la DRH
  - Aide à la réalisation des séances d'information RGPD
  - Lien avec le délégué à la protection des données de la collectivité
- ▶ Perspectives SSRH pour 2019
- Qualification des agents de l'équipe aux logiciels métiers SIRH
  - Déploiement des outils SIRH dans les DGA
  - Construction d'un système de gestion des demandes des agents et services (AlloRH)
  - Mise en production d'un outil de pilotage décisionnel

Le patrimoine départemental est géré par la Direction de la Logistique et des Bâtiments qui s'occupe de l'administration, de l'aménagement et de la maintenance dans ce secteur. En outre, la DLB pilote, pour le compte de tous les services du CD66, la politique d'achat en matière de fournitures, de services, de mobilier et la gestion du parc automobile. Elle assure également la sûreté sécurité incendie de l'ensemble du parc patrimonial (collèges compris), ainsi que la sûreté portuaire de Port-Vendres. La Direction Déléguée des Assurances est rattachée à la DLB.



227 AGENTS  
(y compris Direction Déléguée  
des Assurances : 6 agents)

### ZOOM ET CHIFFRES

- ▶ Surfaces bâtiments hors collèges : 181 745 m<sup>2</sup> dont 124 964 m<sup>2</sup> occupés par le CD, 55 750 m<sup>2</sup> occupés par des tiers, 1031 m<sup>2</sup> vides et 10 890 m<sup>2</sup> loués ou mis à disposition par des tiers
- ▶ 155 541 € payés au titre des taxes foncières, 377 348 € de dépenses de fonctionnement en loyers et charges locatives, 291 900 € de recettes liées aux revenus des immeubles, 515 461 € accordés aux partenaires, associations et comités sportifs au titre des avantages en nature pour l'occupation de locaux départementaux, 168 conventions en gestion, 38 notes et rapports présentées devant l'assemblée
- ▶ Production photovoltaïque : 184 272 KWS
- ▶ Recettes revente électricité : 34 597 €
- ▶ 2500 agents à doter en fournitures administratives et petits matériels : 260 000 € de budget
- ▶ 1100 agents à habiller : 350 000 € de budget
- ▶ 2275 bons de commandes / marchés subséquents pour les travaux en régies
- ▶ 1700 réceptions des commandes en magasin et 4200 livraisons vers les sites départementaux
- ▶ 200 000 € de budget pour l'achat de mobilier
- ▶ 1891 demandes sur la plateforme ALLO DLB traitées
- ▶ 189 marchés instruits, 158 marchés notifiés, 60 avenants traités
- ▶ 26 rapports session et notes CP
- ▶ 6347 mandats pour un budget de 24 437 378 € dont 17 309 869 € en section d'investissement et 7 127 509 € en section de fonctionnement
- ▶ 378 titres de recettes, 859 512 € de recettes d'investissement dont 856 677 € correspondant au recouvrement de subventions
- ▶ 245 tonnes de déchets recyclés pour une économie de 34 000 € en plus des économies de fonctionnement réalisées
- ▶ Maintien de la baisse de 60 % de la redevance ordures ménagères réduites depuis 2009 et maintien de la baisse de 40 % de celle concernant les déchets recyclés

### MISSIONS

- ▶ Direction Adjointe Administration et Finances : gestion patrimoniale, commande publique, comptabilité, plan de continuité d'activité inondation et identification de la vulnérabilité des bâtiments
- ▶ Direction Adjointe Technique : investissement, bureau d'études, logistique et entretien, sûreté et sécurité incendie
- ▶ Direction Déléguée des Assurances (rapport d'activité établi par la Direction)



## RÉALISATIONS

### DAAF

#### Service Gestion Patrimoniale

- ▶ Cessions : signature d'un bail à réhabilitation au bénéfice de l'OPA 66 pour une maison d'habitation à Elne, signature de l'acte de vente des terrains à Perpignan pour l'aménagement de jardins familiaux à Saint Assisclé au bénéfice de l'OPA 66, signature de l'acte de vente d'un immeuble avenue du Languedoc à Perpignan au bénéfice de l'OPA 66, participation à la phase 2 du Campus Mailly par la cession à la commune d'un immeuble impasse Émile Zola à Perpignan, signature du compromis de vente pour le bien immobilier situé rue du Gallinas à Font Romeu, réalisation de 10 ventes de délaissés pour un montant total de 138 847 €
- ▶ Acquisitions : signature d'un protocole d'accord pour l'acquisition à l'€ symbolique du Château de Castelnou
- ▶ Gestion technique : optimisation des abonnements électriques : gain de 3000 €/an, relance des marchés de maintenance des équipements thermiques (économie réalisée par rapport au précédent marché : 86 000 €/an), des contrôles périodiques (économie réalisée par rapport au précédent marché : 24 000 €/an), des portes et portails, des postes de transformation, des ascenseurs. Suivi des consommations d'eau et recherches de fuites sur plusieurs bâtiments, suivi des dossiers de sinistres avec la Direction des Assurances générant une indemnisation de 20 707 €.

#### Service commande publique

##### Achats publics

- ▶ Lancement de consultations : acquisition de mobilier de bureau et d'électroménager, achat et livraison de vêtements haute visibilité et de vêtements de travail des agents.
- ▶ Actions éco-responsables : organisation d'une cession à titre gratuit du mobilier scolaire issu de l'ancien collège d'ELNE au bénéfice de structures associatives ou institutionnelles, réaffectation en interne du mobilier dit de seconde main, recyclage des emballages et des vêtements usagers...
- ▶ Actions de rationalisation en matière de fournitures administratives : regroupement des commandes sauf besoins exceptionnels dûment justifiés, fin des commandes d'agendas, de calendriers et d'éphémérides dans un contexte de dématérialisation, mise en place de contrôles inopinés sur les sites départementaux à l'origine d'une redistribution des fournitures équivalant à un trimestre blanc.
- ▶ Actions de mise en conformité en matière d'équipement de protection individuelle (EPI) : fourniture d'EPI en fonction des missions et mise en place d'un groupe de travail chargé de la rédaction d'un règlement intérieur d'utilisation et de contrôle des EPI et d'un marché mutualisé pour la vérification réglementaire des EPI de catégorie 3.
- ▶ Actions d'amélioration du logiciel de gestion des achats et des stocks (TMPI) : exploitation de statistiques de consommation par domaine d'achat et par affectation suite à une adaptation du logiciel à la structure du Département.
- ▶ Activités magasin : transfert de la prise en charge des outils électroportatifs au SLE

##### Marchés publics

- ▶ Démarche écoresponsable dans la rédaction des marchés publics : mise en œuvre de l'approche environnementale dans près de 75% des marchés instruits sous forme de spécifications techniques (art. 6 du décret 2016) et/ou de critère d'attribution (art. 62 du décret 2016).

L'approche sociale est introduite sous forme de condition d'exécution (art. 38 décret 2016). Elle conserve un champ d'application limité car réservée aux opérations d'envergure. 4 consultations ont été lancées avec une clause sociale : rénovation de la halle des sports au collège Pablo Casals à Cabestany, construction d'un gymnase au collège La Garrigole à Perpignan, traitement de surface des cours et cheminements du Château Royal de Collioure, et construction d'un bâtiment au collège Gustave Violet à Prades.

L'accent est mis sur la recherche d'économies par des efforts de mutualisation en prenant en compte les besoins des collèges et des sites de l'IDEA dans un grand nombre de marchés de prestation.

► Déploiement de la nouvelle version du logiciel MARCO WEB : travail de personnalisation des clauses sur le module rédaction en lien avec le service des marchés, expérimentation non concluante du Work Flow, présentation du module devis aux services opérationnels (SLE, SI, SAF, SCP). Expérimentation des modules procédures, CFM et SAM. Ces 3 modules nécessitent un travail préalable d'appropriation avec des documents type pour être exploitables.

## DAT

### Service investissements

#### ► Collèges (5 536 000 € TTC mandatés)

Travaux de mise en accessibilité handicapés 2e phase (10 collèges), travaux de clos et couvert au collège de Rivesaltes (fin) et au collège Pagnol à Perpignan (début), travaux de mise en place de bâtiments modulaires au collège de Saint Laurent de la Salanque, travaux de rénovation des cours de 6 collèges, construction de celui de La Garrigole à Perpignan, travaux de réfection de toutes les menuiseries du collège de Port-Vendres.

► Etudes : mise en accessibilité handicapés du collège de Port-Vendres, construction de nouveaux vestiaires pour le collège de Cabestany, construction d'un nouveau bâtiment au collège de Cabestany, remise en état de l'intérieur de tous les bâtiments du collège de Port Vendres, extension du collège de Prades.

#### ► Bâtiments (1 365 000 € TTC hors IDEA mandatés)

► Début de la rénovation du gymnase du collège de Cabestany, rénovation des ateliers du Parc de Julien Panchoy, accessibilité des bâtiments sociaux, culturels, IDEA, Canopé suivant Ad'Ap, travaux de remplacement des chaudières des Archives, travaux de climatisation du Centre maternel et administration IDEA, CTER de Bolquère (début des travaux des abords), réalisation du DCE Accessibilité pour la Faculté d'Education, travaux d'aménagement de locaux pour la maison des adolescents à l'IDEA, travaux de rénovation thermique de l'immeuble du COS avenue de Bruxelles (couverture).

► Études : rénovation des circuits d'eau glacée aux archives et à l'ancien Dispensaire, faisabilité pour l'agrandissement et la restructuration des Archives, rénovation du bâtiment d'administration de Thémis, aménagements extérieurs du parc de Julien Panchoy, nouveau musée Ecole au collège Pons, aménagement des bureaux du musée de Céret, abri à sel à Saillagouse, mise en place d'une signalétique en catalan à l'Hôtel du Départ., recentrage des services de l'IDEA au Moulin à Vent.

#### ► Monuments historiques (746 000 € TTC mandatés)

Entretien du PRM et Château Royal de Collioure, travaux sur la demi-lune du Château, travaux de restauration des peintures et des élévations de la loggia de la Reine du PRM, travaux d'assainissement au prieuré de Serrabona et au PRM, réalisation de toilettes sèches à Serrabona, travaux Ad'AP dans les monuments historiques départementaux et la MACA, restauration intérieure des chapelles du PRM et des décors peints, travaux de traitement des surfaces et cheminements du Château Royal de Collioure, nettoyage et mise en valeur de la tribune du prieuré de Serrabona, faisabilité pour une exposition permanente au CRC et un accueil au PRM.

## Logistique et Entretien

### Régie Flotte automobile

Groupe de travail chargé de la mise en place d'un entretien préventif individualisé sur les fourgons/PL/Engins, programme de subvention TEPCV : acquisition de deux Zoé et d'un vélo électrique, vente aux enchères de véhicules par commissaire priseur (40 véhicules et accessoires), lancement d'un marché pour l'entretien des séparateurs hydrocarbures-débourbeurs, changement de prestataire pour la maintenance des stations carburants, nouvelle organisation au sein des ateliers pour faire face à la nouvelle réglementation des contrôles techniques rendant les contrôles plus contraignants, nouvelle organisation de l'astreinte hivernale en lien avec la DID, fabrication d'un réservoir de bateau pour la Réserve Marine de Banyuls, confection et mise en place de la barrière de Paulilles, installation de tous les aspirateurs de fumées de véhicule dans l'atelier Panchoy.

### Régie nettoyage et logistique

Modification des contrats concernant la gestion des containers pour les déchets ménagers et les déchets recyclables (quantitatif revus à la baisse)

### Régie travaux

5000 interventions réalisées par l'intermédiaire du logiciel GMAO, poursuite du remplacement des lampes dans tous les bâtiments par des ampoules LED, travaux de réaménagement de l'Agence Routière d'Argelès, étanchéité de la toiture de l'Hôtel du Département, aménagement d'un accueil d'été au Palais des Rois de Majorque, réaménagement de l'accueil au rez-de-chaussée du Dispensaire et poursuite des rénovations



des peintures, climatisation du laboratoire des Routes, réfection des fenêtres de la maison des sports, réaménagement et amélioration de l'éclairage du CCRP, aménagement des locaux impasse Vigneronne pour le Syndicat des Nappes de la Plaine du Roussillon, poursuite de la réfection des fenêtres du site Christian Bourquin et remplacement des noyaux informatiques, installation de caméras de vidéosurveillance du site Panchot et de l'Agence Routière de Perpignan, rénovation de l'électricité d'un appartement et de la salle de bain à la Gendarmerie du Perthus, remise aux normes de la cuisine de l'Hôtel du Département, poursuite des travaux d'amélioration des archives

### **Espaces verts**

Réalisation de carrés médiévaux dans le cadre de l'aménagement des jardins du Palais des Rois de Majorque, déplacement des carrés médiévaux du Prieuré de Serrabone/ replantation après travaux de la haie du parvis (accueil), réhabilitation de l'espace végétal de la terrasse François Mitterrand, Hôtel du Département.

### **Service Sûreté et Sécurité Incendie (SSSI)**

87 interventions dépannage dans les collèges, réalisation de 21 registres de sécurité incendie et de 70 plans d'évacuation, 46 consultations projets de travaux, vérification de 2500 équipements de moyens de secours, maintenance préventive et curative des 260 défibrillateurs, formation de 1604 personnes à la sécurité incendie et au secourisme, 18 commissions de sécurité ERP et 90 services SI pour les manifestations événementielles.

---

## **PERSPECTIVES**

### **DAAF**

#### **Gestion Patrimoniale**

Poursuite de la vente à THUIR d'un lot de copropriété, vente à l'Unapei d'un terrain à Perpignan pour permettre une extension de son activité, signature de l'acte d'acquisition du château de Castelnou, échange immobilier avec l'OPA 66, signature de l'acte d'acquisition du foncier nécessaire à la construction de la future Maison Sociale de Proximité d'Argelès, suivi des coûts dans le cadre de la participation depuis le 1er janvier à l'achat groupé d'électricité au sein du sydeel66 en remplacement de l'UGAP, mise en place d'un outil de suivi patrimonial et énergétique pour les bâtiments départementaux.

#### **Achats Publics**

Relance de l'accord cadre pour l'acquisition de fourniture d'agrégat et de matériaux de décoration pour les travaux en régie / Achat et livraison de piles, préparation de la relance des accords cadres pour l'acquisition de fournitures, petits matériels et de petits outillages pour les travaux en régie, remise à niveau en cours sur le logiciel de gestion des achats et des stocks (TMPI) : formation des agents avec remise à plat des procédures, ajustements du logiciel pour en améliorer l'utilisation, remise à niveau de l'inventaire du mobilier départemental à partir du logiciel ADDENPARC suite à une évolution de version.

#### **Marchés publics**

Entrée en vigueur du nouveau code de la commande publique, mise en œuvre de l'OPEN DATA par la saisie des données essentielles, construction d'un nouveau collège dans le secteur de la Salanque et rédaction de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée ainsi que lancement du concours de maîtrise d'œuvre, transfert de l'activité collège avec un instructeur marché.

#### **Comptabilité**

Dématérialisation totale des factures suite à la mise en place de la GED (gestion électronique des documents) notamment pour les factures de travaux, mise en place du service fait pour les opérations de travaux dans le cadre de la dématérialisation, nouvelle procédure de suivi dématérialisé des intérêts moratoires.

### **DAT**

**Collèges :** travaux de construction du gymnase La Garrigole, travaux de clos et couvert aux collèges Marcel Pagnol à Perpignan et à Port Vendres, extension du collège de Prades

**Bâtiments :** travaux de rénovation du gymnase de Cabestany et début des travaux d'agrandissement, aménagements extérieurs et construction d'un bâtiment au CTER de Bolquère, consultation des entreprises, travaux pour le placement à domicile à l'IDEA au Moulin à Vent, chauffage/climatisation aux Archives Départementales et climatisation au Dispensaire, création de 11 bureaux et rénovation

des toitures et bardage avenue de Bruxelles, construction de l'abri à sel à l'Agence Routière de Saillagouse, remplacement des groupes froids à la MDS Agly et à la MSP Thuir, travaux d'entretien à Sant Vicens, travaux d'accessibilité à la Faculté d'Education, restos du Coeur et Drecceres, travaux d'aménagement de bureaux à Thémis, déplacement du CLIC à Argelès, travaux d'accessibilité à la MSP de Prades

**Études :** ancienne chaufferie à Paulilles (expo, accueil scolaire), extension d'un abri pour panneaux de signalétique routière à l'AR de Llupia

#### **Monuments historiques :**

Consultations et travaux pour la restauration intérieure des chapelles, des décors peints du PRM, le traitement des surfaces au CRC, le nettoyage de la tribune de Serrabona, travaux d'entretien au Palais des Rois de Majorque et au Château Royal de Collioure

Etudes : faisabilité pour la rénovation de salles en vue d'expositions permanentes au CRC, étude et travaux pour exposition Grenat au PRM, accessibilité aux étages du CRC et PRM, étude et travaux sur le Château de Castelnou

#### **Logistique et Entretien**

**Entretien :** mise en place d'un gros ménage une à deux fois par an, déploiement des fiches d'autocontrôle dans les sanitaires, révision de la charte qualité, fiches mensuelles de contrôle des agents sur secteur

**Travaux :** déterminer des stocks minimaux de fournitures pour les ateliers, réorganisation de la serrurerie avec l'arrivée d'un nouvel agent, sécurisation des ateliers pour améliorer les conditions de travail des agents

**Flotte Automobile :** recrutement du nouveau réceptionnaire atelier, étude d'une évolution du fonctionnement de l'atelier PL à poursuivre, affiner les achats de véhicules pour optimiser l'enveloppe financière, affiner le suivi des consommations de carburant, évaluer des mesures à prendre pour préserver la flotte. Stockage magasin : déterminer le fonds de roulement nécessaire



## DIRECTION DÉLÉGUÉE AUX ASSURANCES

A vocation transversale la Direction déléguée des Assurances assure des missions de conseil et d'assistance juridique des services départementaux.

Elle contribue également à la protection fonctionnelle des agents.

Elle gère les assurances de l'ensemble des directions du Conseil Départemental qu'il s'agisse de la passation des marchés publics, du suivi des contrats ou de la gestion des sinistres (hors flotte auto).

Le traitement des dégâts au domaine public routier départemental relève également de sa compétence.

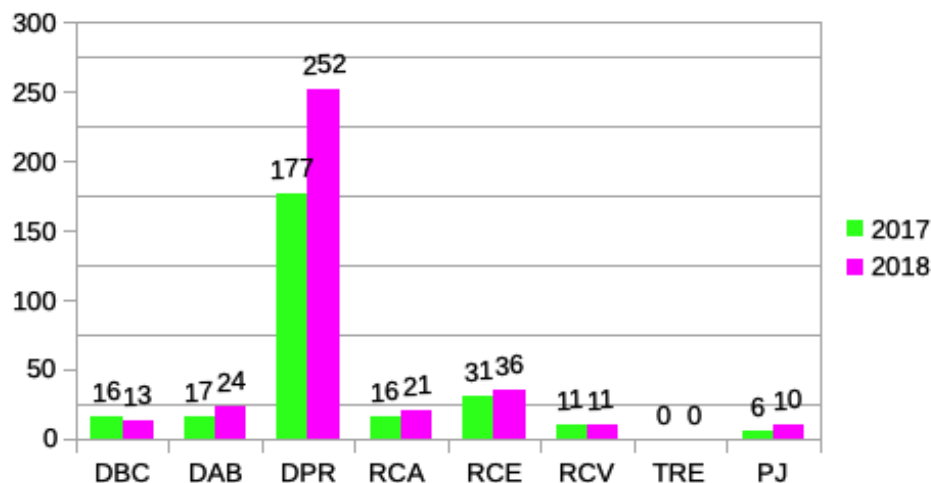
### MISSIONS

- ▶ Traitement et suivi des sinistres auprès des différents assureurs (DAB ; PJ ; TRE...);
- ▶ Participation au suivi des contentieux générés à l'occasion de sinistres ;
- ▶ Assistance et conseils prodigués aux agents dans le cadre de la protection fonctionnelle ;
- ▶ Passation et suivi des marchés publics de prestations de services en assurances et des polices correspondantes ;
- ▶ Conseils aux Directions ;
- ▶ Expertises sur place dès lors que la responsabilité du Conseil Départemental est recherchée ou lors de dégâts provoqués sur les biens du Conseil Départemental ;
- ▶ Instruction et recouvrement des dégâts au Domaine Public Routier départemental.

### RÉALISATIONS

#### 1) TRAITEMENT ET SUIVI DES SINISTRES :

367 sinistres en 2018 (contre 274 en 2017) répartis comme suit :



Légende :

DBC : Dommages aux Biens Collèges

DBA : Dommages Aux Biens autres que collèges

DPR : Dégâts au domaine Public Routier départemental

RCA : Responsabilité Civile Autres (ouvrages publics, dommages aux agents...)

RCE : Responsabilité Civile Enfance

RCV : Responsabilité Civile Voirie (usagers des routes)

TRE : Tous Risques Exposition

PJ : Protection Juridique (un volet de la protection fonctionnelle)

Il a en outre été procédé, à la II a en outre été procédé, à la demande des directions concernées, à la déclaration auprès des assureurs de 11 manifestations ou nouvelles activités du Département et de 30 expositions.

► Pour les sinistres causés aux biens départementaux :

Outre quelques dégâts des eaux, actes de vandalisme et choc de véhicules terrestres à moteur, le Département a été affecté par de nombreux dommages électriques provoqués par la foudre à la suite des violents orages du mois de septembre 2018.

► S'agissant des réclamations exercées à titre gracieux visant à rechercher la responsabilité du Département :

- En « responsabilité voirie », il s'agit essentiellement de dommages matériels sur des véhicules d'usagers de la route. A noter, toutefois, deux dommages corporels (cycliste / motard).
- S'agissant des 36 sinistres provoqués par des mineurs relevant de la protection de l'enfance, 7 concernent des enfants accueillis en institution et 29 en hébergement familial.
- Il s'agit principalement de dommages matériels.
- S'agissant des réclamations formulées par des tiers autres que les usagers de la route contre le Département à la suite de dommage de travaux publics, sur 21 sinistres enregistrés, 9 ont été provoqués par la projection de cailloux lors d'opérations de débroussaillage des routes départementales. Peu de dommages corporels sont à déplorer (2 seulement, mais ce type de dossier est souvent source de contentieux).
- Le nombre de dégâts au Domaine Public Routier départemental subit une augmentation à hauteur de 42 % avec un bon taux de recouvrement en dépit des difficultés rencontrées tels que le défaut d'assurance, la réticence des assureurs à indemniser le Département des préjudices subis et le difficile recueil des informations.

Les agents de la Direction ont par ailleurs participé à 12 expertises sur sites en présence des différents experts d'assurance (6 concernent des dommages subis par le patrimoine immobilier départemental, 5 autres ont été diligentées à la suite de réclamations tendant à engager la responsabilité du Département et 1 concerne un important dégât au Domaine Public Routier départemental).

► S'agissant du contentieux : 2 dossiers contentieux (1 constitution de partie civile générée par le Département à la suite de dégradations sur des biens départementaux ainsi qu'1 recours en annulation d'une fin de non-recevoir).

## 2) ASSISTANCE ET CONSEILS PRODIGUÉS AUX AGENTS DANS LE CADRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE :

Une forte augmentation des « fiches incidents » est constatée en 2018 (+ 57 %) en raison d'une plus grande fréquence des actes d'incivilité mais aussi d'une meilleure utilisation de ces documents par les agents.

Toutefois, sur 88 incidents recensés (contre 56 en 2017) 10 seulement ont donné lieu à des dépôts de plainte eu égard à la gravité des faits.

Compte tenu des signalements transmis au parquet par le Département ainsi que du « passé judiciaire » des auteurs d'infractions, 2 condamnations pénales sont intervenues (en 2018 suite à des menaces de mort et outrages subis par des agents). Des poursuites pénales sont en cours suite aux menaces de mort et violences physiques contre des agents du secteur social.

A noter que, contrairement à 2017, année pendant laquelle le Département n'était pas assuré, il a pu être fait appel en 2018 au nouvel assureur au titre de la « protection juridique des agents et des élus ».

## 3) CONSEILS AUX DIRECTIONS

Se définissant par sa transversalité, la qualité des services rendus par la Direction déléguée des Assurances dépend en partie (ou pour beaucoup) de celle des informations qui lui sont transmises par l'ensemble des directions.

Par ailleurs, disposant de ressources systématiquement mises à jour, la Direction déléguée des Assurances peut être sollicitée par l'ensemble des agents de la collectivité.

Ainsi, en 2018, 36 études ont été réalisées.



La Direction fait également partie du groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Routiers.

#### 4) MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES :

En raison de la date d'échéance au 31/12/2018 de plusieurs contrats d'assurance, 7 dossiers de consultation des entreprises ont été constitués (procédure d'appel d'offres ouvert européen) dont 2 n'ont pu être suivis d'effets (absence d'offre et/ou montant des cotisations exorbitant).

Le recensement des besoins et la constitution des dossiers techniques a représenté un investissement important de la Direction (3 mois complet pour cette seule opération en raison des difficultés de mobilisation des Directions et/ou services).

En effet, l'ensemble des activités du Département ont dû être recensées.

Les 5 contrats d'assurance, à l'issue de cet appel d'offres, ont pu être souscrits. Il s'agit de l'assurance : « Responsabilité générale » / « Responsabilité du fait des barrages » / « Dommages Aux Biens et risques informatiques » / « Responsabilité atteinte à l'environnement » / « Tous Risques Expositions ».

#### 5) SUR LE PLAN FINANCIER :

Les recettes s'élèvent à **246 716,37 €** dont 175 953,03 € au titre des dégâts sur le Domaine Public Routier départemental, 63 941,77 € au titre de l'assurance « Dommage Aux Biens » et 6 821,57 € au titre de recours directs.

---

## PERSPECTIVES

- ▶ Mise en place des polices d'assurances conformes aux marchés publics conclus en 2018.
- ▶ Poursuivre et continuer aux mieux les missions dévolues à la Direction.

*La Direction des Systèmes d'Information est garante de l'alignement du système d'information sur la stratégie de la collectivité. Elle est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du maintien en conditions opérationnelles du système d'information et de sa qualité.*

*Elle pilote la démarche de modernisation de la collectivité.*

*Elle pilote le projet d'aménagement numérique du territoire (Très Haut Débit – Téléphonie mobile). Par ailleurs, elle évalue et préconise les investissements en fonction des évolutions souhaitées et s'assure de l'efficacité et de la maîtrise des risques liées au système d'information.*



73 AGENTS

### MISSIONS

- ▶ **Mission stratégique** à long terme afin d'offrir des solutions informatiques durables permettant d'assurer pérennité des investissements tout en appréhendant les évolutions technologiques.
- ▶ **Mission d'organisation et d'études** consistant à concevoir et évaluer des solutions informatiques par la prise en compte des besoins : l'élaboration de cahiers des charges, l'étude de projets de développement, la maintenance, le suivi et l'évolution des logiciels existants.
- ▶ **Mission de coordination** en animant des groupes de travail utilisateurs-informaticiens et en participant à des groupes de travail interdépartementaux et club utilisateurs.
- ▶ **Mission de formation de support et d'assistance** aux utilisateurs sur les logiciels bureautiques et métiers.
- ▶ **Mission de gestion** du parc matériel en assurant l'installation, le suivi et le dépannage de tous les matériels téléphoniques, micro-ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, tablettes et smartphones, alarmes.
- ▶ **Mission de communication** avec la gestion des sites Internet, Intranet, Extranet, équipements audiovisuels et visioconférence, prêts de matériels (appareils photos, vidéo projecteurs, PC portables).
- ▶ **Mission de collecte et distribution du courrier** sur les sites de la collectivité
- ▶ **Mission de gestion et coordination des abonnements** (revues, presse) pour les services de la collectivité
- ▶ **Mission de veille technologique**
- ▶ **Mission de modernisation** du fonctionnement de la collectivité (mécanismes de gouvernance du SI, dématérialisation des procédures, Piloter les projets stratégiques d'évolution du SI, Accompagner les services en appui aux maîtrises d'ouvrage dans la conduite des projets).
- ▶ **Mission de production** avec l'exploitation et maintenance des systèmes, l'atelier reprographie et la PAO.
- ▶ **Missions opérationnelles** (achats, comptabilité, marchés publics, inventaire ...).
- ▶ **Mission de mutualisation** des moyens informatique et téléphonique avec les organismes partenaires.
- ▶ **Construction du réseau public Très Haut Débit** sur le territoire départemental : THD et téléphonie mobile.

### RÉALISATIONS

- ▶ **Télétravail** : Expérimentation mise en place pour une vingtaine d'agents.
- ▶ **Marché attribué** pour le changement du site Internet.
- ▶ **Etude de la refonte** de l'Intranet
- ▶ **Déploiement** du logiciel de gestion des marchés publics et de la plateforme de publication.



- ▶ Mise en service du logiciel IESOPE pour les aides financières Enfance-Famille
- ▶ Mise en œuvre du développement du logiciel de gestion de la MDPH
- ▶ Mise en œuvre de l'étude sur l'archivage électronique des documents
- ▶ Coordination et mise en œuvre des travaux pour le déploiement du réseau public Très haut Débit
- ▶ Numérique 66.
- ▶ Téléphonie mobile : Mise en service des sites de Oms et Prugnanes (programme résorption des zones blanches centres-bourgs)
- ▶ Plan numérique des collèges : compte tenu du désengagement financier de l'État, le Département n'a pas souhaité prendre en charge de nouveaux collèges pour la rentrée 2018-2019. Cependant l'approvisionnement en tablettes des 18 collèges s'est poursuivie cette année, portant ainsi à 9635 le nombre de tablettes déployées.
- ▶ Transfert de la maintenance informatique des collèges : conformément à la loi Peillon de 2013, le Département prend en charge depuis la rentrée 2018 la maintenance informatique des collèges. Ce transfert est prévu sur 3 rentrées scolaires, avec la prise en charge de dix collèges à chaque rentrée. Des contrats aidés de type « Parcours Emploi Compétence » pour assurer l'assistance de proximité, et deux nouveaux contrats de techniciens sont venus renforcer l'équipe déjà en place.
- ▶ Architecture centrale du réseau : le Département s'est doté d'une nouvelle architecture réseau, visant à optimiser et à sécuriser les flux de données, et offrir aux utilisateurs l'assurance d'une qualité et d'une continuité de service.
- ▶ Système téléphonique : dans le cadre du passage à la téléphonie IP, des études ont été menées pour envisager le nouveau dispositif téléphonique qui sera mis en place au Département, mais également dans les collèges.
- ▶ Dématérialisation financière : Pilotage du projet d'envoi des pièces jointes au format électronique pour les paiements, directement depuis les applications métier au Système d'information financier puis à la paie.
- ▶ Portabilité, évaluation APA: Assistance à la DGA des Solidarités dans la conduite d'une expérimentation d'une solution de portabilité de l'évaluation APA pour réaliser directement chez les demandeurs une évaluation électronique et non plus papier.
- ▶ Aide sociale à l'Enfance : Assistance à la Direction Enfance Famille / Aide Sociale à l'Enfance dans la refonte complète du logiciel métier (IESOPE) de gestion de l'aide sociale à l'enfance et plus globalement de l'ensemble des aides financières gérées dans IESOPE. Mise en service en Juin 2018. Assistance à la direction sur la fiabilisation des données.
- ▶ Cahier des charges PMI : Assistance à la Direction Enfance Famille / Protection Maternelle et Infantile dans l'écriture d'un cahier des charges visant à la recherche d'une solution logicielle gérant tous les aspects de l'activité PMI.
- ▶ Portail des Notaires : Assistance à la Direction Personnes Âgées / Personnes Handicapées dans la mise en place d'un portail destiné à gérer les demandes d'informations des études notariales dans le cadre des successions. En 2018 : mise en place d'un outil à usage exclusif de la Direction. pour en 2019 l'ouvrir aux études notariales.
- ▶ Vue globale : Assistance à la DGA des Solidarités dans l'écriture du cahier des charges d'un logiciel fournissant une vue globale de la situation d'un usager au sein de l'ensemble des applications du Système d'Information de la DGA. Cahier des charges rédigé.
- ▶ Webconférence : Mise en place d'une solution de webconférence, lancement d'un pilote sur la Mission Transversale Transfontalier Europe Innovation.
- ▶ Archivage électronique : Assistance à la Direction des Archives et de l'Archéologie dans la conduite d'une démarche d'archivage électronique.
- ▶ Cahier des charges SPP : Assistance à la Direction prévention santé et bien-être au travail dans l'écriture d'un cahier des charges visant à la recherche d'une solution logicielle gérant tous les aspects de l'activité de la direction.
- ▶ Suivi des actions schéma des Solidarités : Assistance à la DGA des solidarités / mission Innovations Sociales dans la mise en place d'un outil de suivi des actions du schéma des Solidarités.

► Etude si PNR des actions schéma des Solidarités : Assistance à la direction de la Vie Associative et des Relations avec les Organismes Associés : réalisation d'une étude de l'existant et des pistes d'améliorations du Système d'Information du parc naturel régional des Pyrénées Catalanes.

► Imprimerie :

Malgré une croissance importante du nombre de demandes, 2 809 demandes de travaux recensées dans l'application Allo PAO Imprimerie soit +24%. Les coûts de fonctionnement et les frais de reprographie ont été maîtrisés :

Nombre de pages imprimées : 1 153 083 (258 995 Noir et Blanc, 894 088 Couleur)

Pour rappel, les prévisions de consommation du marché s'établissent depuis 2016 à : 1 666 666 pages/an

► PAO Interne / Intranet:

Réalisation du journal interne Part'Agents

56 demandes de développements et supports de communication ont été recensées dans l'application Allo PAO Imprimerie. (+5%)

► PAO Externe :

780 demandes de supports de communication graphique ont été recensées dans l'application Allo PAO Imprimerie. (-4%)

► Internet :

67 développements significatifs et mises en ligne de pages web ont été effectués en 2018. (-5%)

► Courrier :

Déploiement du logiciel Kolok dans toutes les directions de notre structure

Une meilleure qualité dans le traitement courrier favorisant la traçabilité des demandes en réduisant l'acheminement du courrier. (Usager/Collectivité)

Une simplification des procédures dans la détermination de critères connus visant à constituer une nomenclature courrier claire

Une logique de développement durable en réduisant le volume de papier par le biais de la numérisation des courriers et une réduction des passages vagemestres sur les sites (Empreinte Carbone)

## ACTIONS PHARES

► Télétravail et nomadisme 150 postes de travail individuels. Formations des agents....

► THD : Livraison des premières prises à Argelès, Saint-Cyprien, Pia, Prades, Céret, Font-Romeu, Fourques, Thuir, Vernet-les-bains, dans le cadre du projet Très Haut Débit Numérique 66.

## PERSPECTIVES

► Prise en charge de dix collègues supplémentaires dans le cadre du transfert de la maintenance informatique des collègues à la rentrée de septembre 2019.

► Mise en place du système téléphonique IPOffice dans certains collègues.

► Lancement des marchés pour le futur système téléphonique du Département et pour les appareils de communication de l'infrastructure réseau.

► Réaménagement de la salle informatique, et déploiement des équipements de communication.

► Renforcement du service par l'arrivée d'un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI).

► Assistance à la direction PA/PH dans les projets de :

- Changement des modalités de paiement de l'aide sociale hébergement
- Alimentation de la plate-forme ASAPRO (échange d'information électroniques avec les SAAD : Services d'aide à Domicile )
- Abandon du mode de paiement par Chèques Emploi Universel (CESU)
- Assistance à la Direction Enfance Famille
- Protection Maternelle et Infantile dans la mise en place d'une solution logicielle de gestion de l'activité PMI

► Finances : mis en place d'un module décisionnel, module Commandes et « service fait » via parapheur électronique. Optimisation des circuits de paiements (interfaces)

## Chiffres clés :

► Courrier :

2 800 plis/ jour à la réception sur les boîtes postales BP 906 et BP142 ;

1 000 plis « interne » par jour sur les différents sites du Conseil Départemental

376 528 plis ont été affranchis avec les deux machines du pôle (dont 11 932 plis pour la MdpH jusqu'à mars 2018)

3 tournées de distribution (60kms parcourus par semaine à 160 kms par semaine)

► Maintenance des matériels informatiques et téléphoniques :

Maintenance des équipements : 3802 demandes d'interventions ont été honorées cette année, ce qui représente une augmentation de 18 % des interventions.

► La cellule d'assistance aux utilisateurs (AlloDsi)

En 2018, 11 738 fiches de demandes honorées sur AlloDsi, dont 6 748 au 1er niveau.

► Les formations :

Nombre de formations dispensées pas la DSI : 49 formations dont 6 formations concernant la portabilité APA soit 36 agents formés (équipement des agents d'ordinateurs portables et smartphones)

► Le Service Applications Métiers et Développements Intégration : 101 Applications dont 45 progiciels et 48 développements spécifiques.



- ▶ Gestion du Temps : Evolution vers une version majeure du logiciel ChronoTime
- ▶ Frais de déplacement : migration vers une nouvelle version de l'application NOTILUS
- ▶ Subventions : lancement de l'application de gestion des subventions
- ▶ Protection Maternelle et Infantile : Rédaction du marché pour mise en place d'une solution de gestion de l'activité PMI
- ▶ Paph Hector Prestations et Portail Etablissement : Changement des modalités de paiement de l'aide sociale hébergement
- ▶ Paph APA : Arrêt des CESU : modification de l'application de gestion de l'APA / mise en place de la portabilité décalée
- ▶ MDPH : mise en production de l'application ; labellisation de cette application par la CNSA
- ▶ Portail Notaire : Ouverture aux études notariales via portail.
- ▶ WebrSa : Mise en place des SMS, pour un meilleur taux de présence aux RDV.
- ▶ Projet de dématérialisation des pièces justificatives à transmettre à la paierie (lancement des tests en mai 2019).
- ▶ Refonte du site Intranet de la collectivité
- ▶ Mis en place du logiciel pour l'archivage électronique
- ▶ Etude logiciel DAO pour projeteurs routiers
- ▶ Déploiement des ordinateurs portables et smartphones aux travailleurs sociaux
- ▶ Visites virtuelles et Serious Games monuments historiques départementaux
- ▶ Livraison des premières prises à Argelès, Saint-Cyprien, Pia, Prades, Céret, Font-Romeu, Vernet-les bains, dans le cadre du projet Très Haut Débit Numérique 66.

## SERVICE ANIMATIONS ET FESTIVITÉS (SAF)

Le Service Animations et Festivités (SAF) intervient sur le plan logistique, technique dans la plupart des manifestations organisées par les différentes Directions administratives du Département des Pyrénées-Orientales et le Cabinet de la Présidence. Aussi bien dans les communes du département que sur les sites gérés par la collectivité : Hôtel du Département, Palais des Rois de Majorque, Château Royal de Collioure, Maison de la Catalanité, Prieuré de Serrabona, site de Paulilles, Maison des Sports, Maisons sociales, Archives Départementales, Médiathèque, Port-Vendres et les salles Canigou du site Bourquin.

Une équipe du service est dédiée à la restauration et intervient dans les locaux de l'Hôtel du Département mais également au sein de différentes salles de l'institution ou en dehors dans le cadre de l'organisation de buffets dînatoires ; vins d'honneur ; accueils café ; collations ; vernissages ; etc.

### MISSIONS

#### Équipes techniques :

- ▶ Installations, suivi technique et logistique des divers événements organisés par les différentes Directions du Département, le cabinet de la Présidence et leurs partenaires (colloques ; vernissages ; conférences ; ateliers ; repas ; etc.).
- ▶ Réalisation de films informatifs à destination des agents ; montage de films liés à un thème comme par exemple pour la semaine des Droits des Femmes ; montages vidéos ; films de promotion en lien avec les missions du Département à destination des agents et / ou des habitants du département ; réalisation d'une vidéothèque de la vie culturelle et politique menée par le Département.
- ▶ Prêt de matériel aux associations, aux communes et ou partenaires du Département.
- ▶ Gestion du calendrier de mise à disposition de sites du Département pour l'organisation de concerts, colloques, conférences-débats, journées d'étude, formations....
- ▶ Montages des expositions en lien avec la Direction Culture.
- ▶ Stockage des œuvres d'arts appartenant à la collectivité : transmis à la DCPC, mais toujours dans nos locaux.

#### Équipe Restauration :

- ▶ Élaboration de menus ;
- ▶ Confection repas et buffets ;
- ▶ Service à table et derrière les buffets ;
- ▶ Mise en place et service de vins d'honneur et accueils cafés

### RÉALISATIONS

- ▶ 428 manifestations dont 8 dans le cadre du Festival Été 66, les autres réparties comme suit : 86 à l'Hôtel du Département, 69 au Palais des Rois de Majorque, 10 au Château Royal de Collioure, 57 à la Maison de la Catalanité, 1 au Prieuré de Serrabona, 6 sur le site de Paulilles, 2 à la Maison des Sports, 92 en salles Canigou et Président, 2 à la chapelle Notre Dame des Anges, 3 dans les Maisons Sociales et 92 sur les différentes communes du Département.
- ▶ 86 prêts de matériel (écran, vidéo-projecteurs, sono, chaises, tables, grilles, tribunes, scènes, tentes, arche gonflable, drapeaux, portes – drapeaux) aux directions et partenaires de l'institution ; 22 aux communes et 22 à des associations du Département ;
- ▶ Complément du système son ;
- ▶ Amélioration de la qualité scénographique par le biais de l'achat d'un jeu d'orgues nouvelle génération pour éclairage et mapping



- ▶ Vérification des infrastructures logistiques : Tribunes, échafaudages, appareils de levage ;
- ▶ Maintien de la collaboration avec le pôle Sécurité Incendie lors d'événements programmés par la collectivité ; transfert de la ligne budgétaire « SAF divers – sécurité » à ce même service.
- ▶ Finalisation du Plan de Maîtrise Sanitaire de la cuisine de l'Hôtel du Département avec inscription de ce dernier à la Direction départementale de la protection des populations.

#### LE PERSONNEL :

- ▶ Formation continue des agents en contrat emploi avenir au sein du pôle mais aussi avec des organismes formateurs extérieurs.
- ▶ Mise à jour de diverses formations de tous les agents techniques (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité nécessaire pour la conduite d'engins de chantiers, travaux en hauteur, habilitations électriques, montage de structures et échafaudages).
- ▶ Formation continue de l'équipe de Restauration en lien avec les obligations liées au Plan de Maîtrise Sanitaire.

#### LES MARCHÉS :

- ▶ Renouvellement annuel du marché Animation ;
- ▶ Renouvellement annuel du marché acquisition de denrées alimentaires

#### **PERSPECTIVES**

- ▶ Continuité d'investissement logistique et technique pour optimiser les différents événementiels :

##### POUR 2019

- Achat d'un grill scénique ;
- Achat d'un complément d'espace scénique ;
- Achat d'un complément d'éclairage scénique.

##### POUR 2020

- Achat d'un système son longue portée.
- ▶ Formation des agents techniques en fonction de leurs missions et des obligations en matière d'hygiène et de sécurité.
- ▶ Formation de l'équipe restauration :
  - Nouvelle loi Egalim
  - Équilibre diététique et nutritionnel
  - Tendances alimentaires à 2025
  - Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire 2017-2020

#### **Zoom**

- ▶ 428 Manifestations réparties sur les sites du Département et extérieurs ;
- ▶ 86 prêts de matériel



# La Direction Générale Adjointe des Solidarités

*Le Département consacre près de 64 % de son budget aux politiques de solidarité. Il a mis en place une administration de proximité pour répondre à la demande sociale. Les compétences confiées par le législateur ces quinze dernières années témoignent de cette constante réactivité aux besoins émergents de nos concitoyens.*

*Placées, depuis la loi NOTRe, au cœur de nos compétences légales, nos politiques de solidarité doivent cependant sans cesse s'ajuster à la crise sociale, bien sûr, mais aussi à la contraction des interventions et des financements publics. Plus que jamais, la responsabilité sociale du Département doit s'articuler autour de ce rôle de facilitateur et d'ensemblier des nombreux acteurs (État, caisses, collectivités locales, associations...) et des différents niveaux d'intervention qui se chevauchent dans le champ social.*

*Toujours soucieux d'être au plus près des habitants, le Département s'est attaché à poursuivre, via la DGAS, et sur l'ensemble du territoire, la prévention des ruptures, l'aide et l'accompagnement des plus précaires.*

Pour mener à bien toutes ces missions, la DGAS bénéficie, au niveau des moyens humains, d'un effectif de 1 325 agents (près de 50 % du personnel du Département) dont :

- ▶ 689 agents Conseil Départemental (soit 637,3 ETP) : 213 directions politiques publiques et services transversaux ; et 476 sur les territoires répartis ainsi : 55 agents sur l'Agly / 223 agents sur le territoire de Perpignan / 103 agents sur le Tech / 95 agents sur la Têt ;
- ▶ 328 IDEA (fonction publique hospitalière), soit 320,4 ETP ;
- ▶ 51 agents MDPH (soit 48,37 ETP) : 46 Conseil Départemental et 5 agents de l'État ;
- ▶ 257 assistants familiaux.



DGA : Bernard LE FLOC'H



1 325 AGENTS

La DGAS est constituée de :

- ▶ 4 Directions :
  - Accompagnement Social et Accès aux Droits
  - Enfance-Famille
  - Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence
  - Personnes Âgées- Personnes Handicapées
- ▶ 4 Territoires comprenant 8 Maisons Sociales de Proximité :
  - Agly
  - Perpignan
  - Tech
  - Têt
- ▶ 3 Services transversaux :
  - Administration et Finances
  - Ingénierie en Travail Social
  - Ressources Humaines et Logistique.



## Direction Accompagnement Social et Accès aux Droits (DASAD)

*Elle est garante des dispositifs liés à l'accompagnement des personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale, et de leur synergie. La DASAD est chargée de la mise en œuvre des politiques publiques et de la réglementation relative à l'action sociale, à la reprise d'autonomie (accès aux soins, prévention, accès et maintien dans un logement) et au RSA (allocation, dispositif et accompagnement). Elle participe, dans le cadre de ses missions, à l'élaboration thématique du Schéma des Solidarités et à sa mise en œuvre. Elle collabore également à l'élaboration et à l'animation des documents programmatiques départementaux en vigueur et à venir (Schéma des Solidarités, Programme Départemental d'Insertion, Pacte Territorial pour l'Insertion, Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, Plan Climat...).*

### MISSIONS

La Direction s'articule autour de six services et d'une unité.

**L'unité Action Sociale** est chargée de contribuer à l'élaboration de la politique départementale en matière d'action sociale généraliste. Elle agit en transversalité avec les Maisons Sociales de Proximité (MSP) et les autres directions, et assure le lien avec les services sociaux et institutions œuvrant dans le champ de la prévention primaire et de l'inclusion sociale.

**Le service Accès aux Droits RSA et le service Suivi et Contrôle des Droits RSA** sont respectivement en charge du traitement des demandes de RSA relatives aux situations non déléguées aux organismes payeurs d'une part ; et de la révision, du contrôle et de la prévention des indus d'autre part.

**Le service Vie du Parcours d'Insertion** garantit l'orientation, l'accompagnement des publics bénéficiaires du RSA ainsi que la cohérence des parcours d'insertion. Il assure également le suivi des actions d'insertion à vocation d'autonomie sociale, et des actions favorisant l'accompagnement vers le soin.

**Le service Parcours Logement** favorise l'accès et le maintien dans le logement par la gestion des aides attribuées dans le cadre du Fonds de Solidarité Logement, et par la représentation du Département au sein de différents dispositifs (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation, réservation préfectorale, commission Droit Au Logement Opposable, Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives).

**Le service Contentieux et Réglementation** assure la veille et la sécurisation juridique, et garantit le traitement des indus, des recours gracieux ainsi que le contentieux civil, pénal et administratif.

**Le service Ressources et Pilotage** assure la gestion des ressources humaines, financières (budget, suivi des marchés et des subventions aux associations) et logistiques. Il garantit l'accueil physique et téléphonique pour la Direction. Il assure également la dématérialisation du traitement des demandes et le développement des systèmes d'information.

### RÉALISATIONS

#### Action sociale

- ▶ Coordination des échanges avec les équipes des MSP ;
- ▶ Rencontres avec les services sociaux et d'action sociale des grandes institutions partenaires, ainsi qu'avec les grandes associations œuvrant dans la lutte contre la précarité ;
- ▶ Élaboration d'un référentiel de l'intervention sociale généraliste dans une démarche conjointe avec l'élaboration du référentiel suivi social enfance-famille ;
- ▶ Travaux préparatoires à la constitution du Conseil Départemental de l'Inclusion Sociale (déclinaison du Schéma unique des Solidarités).

## Gestion du RSA

- ▶ Outre le traitement des dossiers individuels, consolidation des échanges avec les organismes payeurs (renouvellement de la convention de gestion avec la MSA) ;
- ▶ Conduite du projet visant à moderniser l'instruction des demandes de RSA (@RSA) ;
- ▶ Travaux préparatoires à la révision du règlement de gestion du RSA et construction d'un référentiel de traitement afin de garantir un traitement harmonisé des demandes ;
- ▶ Mise en œuvre du plan de contrôle et de lutte contre la fraude ;
- ▶ Optimisation du recouvrement des indus.

## Insertion des bénéficiaires du RSA

- ▶ Mise en œuvre et déploiement des actions d'accompagnement à travers un nouvel appel d'offre ;
- ▶ Simplification des parcours d'insertion des jeunes bénéficiaires du RSA en lien avec la Mission Locale Jeunes ;
- ▶ Co-animation et suivi du dispositif d'accompagnement global avec Pôle Emploi ;
- ▶ Participation à l'évaluation de la politique d'insertion.

## Logement

- ▶ Modernisation du traitement des demandes déposées au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- ▶ Gestion des dossiers individuels de logement des publics prioritaires ;
- ▶ Animation du comité technique de l'accompagnement social lié au logement ;
- ▶ Animation de fiches actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.

## Administration générale

- ▶ Amélioration des conditions d'accueil des personnes (création d'un nouvel espace d'accueil physique, élaboration d'un référentiel de l'accueil) ;
- ▶ Nouveau partenariat pour le dépistage avec l'hôpital de Perpignan ;
- ▶ Amélioration de la communication interne (mise en place d'un séminaire de direction, lancement d'un nouveau support de communication interne) ;
- ▶ Mise en place d'un tableau de bord partagé (insertion et logement) avec les MSP ;
- ▶ Modernisation des process de traitement des aides (dématérialisation des échanges de documents avec la CAF, mise en production d'un nouveau système d'information pour le logement, et poursuite des développements de WebRSA).

## PERSPECTIVES 2019

### Action sociale

- ▶ Animation du Conseil Départemental de l'Inclusion Sociale et mise en place d'un collège des personnes concernées ;
- ▶ Élaboration, en lien avec les CCAS et les MSAP, d'une charte de l'accueil social inconditionnel de proximité ;
- ▶ Construction d'un répertoire de ressources partagé à l'attention des professionnels accompagnant des publics en situation de précarité ;
- ▶ Élaboration d'une cartographie des espaces publics numériques.

### Gestion du RSA

- ▶ Finalisation de la révision du règlement de gestion du RSA et du référentiel de traitement des demandes ;
- ▶ Simplification du circuit de traitement des demandes ;
- ▶ Développement des actions collectives préventives à destination des usagers, sur le respect des obligations administratives et les risques encourus en cas de fausse déclaration ;
- ▶ Consolidation du réseau partenarial autour du contrôle et de la lutte contre la fraude ;
- ▶ Optimisation du recouvrement des indus sur de nouveaux champs.
- ▶ Vie du parcours d'insertion
- ▶ Mise en œuvre de la stratégie pauvreté dans son volet insertion, et mise en œuvre des préconisations suite à l'évaluation de la politique d'insertion (orientation et accompagnement) ;
- ▶ Mise en place d'un partenariat avec les CHRS pour l'accompagnement des bénéficiaires de RSA hébergés ;



► Travail en transversalité au travers d'actions spécifiques logement, santé, culture, en développant un partenariat avec les associations pour favoriser l'insertion des publics.

### Parcours Logement

- Contribution aux travaux de révision de la charte de prévention des expulsions locatives ;
- Travail sur les écrits professionnels ;
- Révision du règlement intérieur du FSL ;
- Organisation de rencontres professionnelles dans le cadre de l'ASLL.

### Administration générale

- Développement de la veille juridique et sécurisation juridique des courriers ;
- Travail sur l'exercice du droit au recours (information sur les procédures de recours gracieux et contentieux, aide à la rédaction des recours) ;
- Suivi du développement des systèmes d'information, et déploiement d'outils de pilotage à travers la création d'un info-centre ;
- Développement de la communication externe ;
- Réflexion sur la création d'une commission collégiale pour l'étude des demandes de remises de dette, et sur le développement de la médiation devant le Tribunal Administratif.

### **Zoom – Actions phares – Grands chiffres**

- 20 000 accueils réalisés
- 4 000 entretiens médico-sociaux
- 23 000 décisions prises
- 1 569 recours gracieux
- 63 contentieux traités
- 103 plaintes déposées
- 128 767 000 € d'allocation RSA
- 20 352 foyers de bénéficiaires du RSA.

La Direction Enfance-Famille pilote la politique publique de protection de l'enfance, incluant la prévention, et assure l'égalité de traitement sur les territoires de notre département. À ce titre, elle est chargée des missions de Protection Maternelle et Infantile (PMI), d'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et d'Accueil familial. Elle est organisée en cinq services qui structurent ses interventions.

Elle gère également l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance, instance partenariale.

### MISSIONS

**La Protection Maternelle et Infantile :** actions de promotion de la santé et de prévention en faveur des femmes et enfants de moins de six ans.

**La Cellule Enfance en Danger et Violences conjugales :** repérage et traitement des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant et pour les personnes victimes de violences conjugales.

**L'Aide Sociale à l'Enfance :** mise en œuvre des mesures administratives et judiciaires nécessaires à la protection de l'enfant.

**Le service accueil familial :** intégralité de la fonction ressources humaines, y compris la formation et la gestion de l'offre d'accueil, des assistants familiaux du département.

**L'administration générale :** rôle administratif, financier et logistique transversal ; pilotage du logiciel WebAse sous l'égide de l'ASE.

### RÉALISATIONS

L'expertise de la Direction Enfance Famille a conduit à la participation aux groupes de travail de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfant (ONPE) et de la Direction Générale de la Cohésion Sociale, ainsi qu'à la présentation au niveau national, des pratiques dans les Pyrénées-Orientales.

La Direction a également finalisé la partie thématique « Enfance » du Schéma des Solidarités et a mis en place un parcours d'intégration pour les Responsables d'Équipes Sociale et Médico-sociale Enfance Famille.

#### Protection Maternelle et Infantile

- ▶ Réseau Périnatalité local : poursuite de l'implication du service avec augmentation des staffs de coordination avec les acteurs de santé, 127 soit plus de 2 par semaine ;
- ▶ Finalisation du référentiel des interventions PMI en prévention ;
- ▶ Participation aux instances de préparation et de déclinaison du Projet régional de santé, et du Projet territorial de santé mentale (PTSM) ;
- ▶ Rencontre d'automne PMI sur la thématique de « l'enfant co-victime des violences conjugales » ;
- ▶ Reprise de l'accueil d'internes de médecine générale par les équipes de PMI à partir de novembre.

#### Cellule Unique Enfance en Danger et Violences conjugales

- ▶ Travail à l'actualisation du référentiel de traitement des informations préoccupantes et à l'adaptation de WebAse ;
- ▶ Information-formation de professionnels sur la Cellule Enfance en Danger et Violences conjugales ;
- ▶ Sensibilisation des professionnels de la DGAS aux violences conjugales avec la Mission Égalités et bilan avec proposition d'un plan d'action ;
- ▶ Participation à la formation pluri-institutionnelle de l'ODPE.



## Aide Sociale à l'Enfance

- ▶ Travail sur l'adaptation du statut des enfants confiés, et sur les demandes de délaissement ;
- ▶ Poursuite de prises en charge très individualisées et multi-partenariales pour des situations particulièrement complexes ;
- ▶ Dans le cadre de l'ODPE, pilotage des travaux du Comité des Jeunes, en vue de la prise en compte des besoins exprimés.

## Accueil familial

- ▶ Finalisation du guide accueil familial et vote par l'Assemblée Départementale ;
- ▶ Formation et accompagnement professionnel des assistants familiaux ;
- ▶ Engagement d'un partenariat avec Pôle Emploi afin de promouvoir le métier d'assistant familial et mise en place d'une nouvelle procédure de recrutement avec passage de tests selon la méthode de recrutement par simulation (MRS) ;
- ▶ Poursuite des réunions placement sur les territoires et optimisation de l'offre d'accueil ;
- ▶ Organisation de la 8ème journée des assistants familiaux.

## Administration générale

- ▶ Finalisation de la réécriture du logiciel métier WebAse avec migration au 18 juin 2018 ; préalablement, formation de 455 agents par le pilote du logiciel et rédaction de guides utilisateurs ;
- ▶ Organisation sur Intranet des informations de la Direction Enfance Famille avec un focus WebAse ;
- ▶ Organisation de divers achats suite à mise en concurrence pour la PMI et l'ASE ;
- ▶ Organisation des achats en investissement pour les enfants confiés, en famille d'accueil et lien avec le logiciel WebAse (réécriture des bons) ;
- ▶ Réécriture de procédures en lien avec l'activité des territoires pour mieux accompagner la dématérialisation de la réception des factures et la gestion électronique des documents ;
- ▶ Dématérialisation de la remontée des données au niveau national ;
- ▶ Saisie des billets de train pour le transport des enfants confiés sur le portail Entreprise Sncf avec traitement des factures afférentes, et préparation du passage en régie pour cette activité.

---

## PERSPECTIVES 2019

- ▶ Suivi du Schéma des Solidarités ;
- ▶ Mise en place de la formation « Evaluation participative en Protection de l'Enfance » ;
- ▶ Impulsion de la dynamique de participation des jeunes et des familles aux décisions qui les concernent.

## Protection Maternelle et Infantile

- ▶ Présentation du référentiel d'interventions PMI en prévention ;
- ▶ Poursuite de la formation des nouveaux personnels PMI et des internes de médecine générale aux missions de la PMI.

## Cellule Enfance en Danger et Violences conjugales

- ▶ Réflexion sur l'obligation d'évaluer tous les mineurs au domicile, même s'ils ne sont pas concernés par les éléments de l'information préoccupante ;
- ▶ Information sur l'impact des violences conjugales auprès des territoires en lien avec la Mission Égalités et réflexion sur la prévention ;
- ▶ Mise en œuvre d'un plan d'action pour une prise en charge adaptée des victimes de violence conjugale.

## Aide Sociale à l'Enfance

- ▶ Adaptation de l'offre de service ;
- ▶ Finalisation des référentiels prévus dans l'étude prévention, référentiel santé des enfants confiés.

## Accueil familial

- ▶ Présentation du guide accueil familial aux assistants familiaux et aux maisons sociales de proximité ;
- ▶ Poursuite du travail engagé avec les inspecteurs ASE sur les prises en charge spécifiques d'enfants présentant des troubles du comportement et/ou des handicaps associés ;
- ▶ Poursuite du travail engagé avec Pôle Emploi pour le recrutement d'assistants familiaux, notamment auprès des conseillers pour les sensibiliser à la profession ;
- ▶ Remplacement de nombreux départs à la retraite ; engagement d'un travail de modernisation de la paie, et développement d'un portail pour la saisie des indemnités et frais par les assistants familiaux.

## Administration générale

- ▶ Travail, en collaboration avec le SAFI, sur la procédure d'achats de la Direction avec une mise en concurrence multi-lots, de manière à sécuriser et optimiser l'achat public de fournitures et services pour la Direction. Par ailleurs, la dématérialisation de la remontée des données au niveau national sera également assurée, de même que la saisie des billets de transport des enfants confiés via une régie.

## Zoom – Actions phares – Grands chiffres

**PMI :** 4 001 bilans de santé en maternelle (80 % de la tranche d'âge concernée). 15 nouvelles places en Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE). De nouveaux agréments : 143 assistants maternels et 30 assistants familiaux.

**ASE :** 1 308 enfants confiés au 31/12/18, augmentation de 16 % sur l'année 2018, avec notamment durant l'été de nombreux placements de tout-petits.

**Accueil familial :** 574 enfants accueillis chez 257 assistants familiaux ; (dont 65 enfants ouvrent droit à des indemnités de sujétions exceptionnelles). Le service accueil familial a géré 26 recrutements, 14 départs à la retraite, 2 fins de contrats, 1 licenciement, 4 démissions ; ainsi que l'organisation des journées de formation des assistants familiaux.





## MISSIONS

L'Établissement réalise des accueils immédiats ou programmés répartis sur dix services d'hébergement. Il dispose également de deux services d'accueils d'urgence : le service urgence 0-6 ans et le SAS pour les 6-18 ans. L'IDEA propose également des dispositifs d'accompagnement spécifiques :

- ▶ le Centre Maternel, pour les jeunes mères ;
- ▶ le service d'Accompagnement Familial à Domicile (PAFAD) ;
- ▶ le service des Familles d'Accueil ;
- ▶ l'Accueil de Jour Insertion (AJI) ;
- ▶ le service des MNA (mineurs non accompagnés).

## RÉALISATIONS

### STRUCTURATION OFFRE DE SERVICE

- ▶ Élaboration du projet ARTI (Accompagnement Relais Thérapeutique individualisé) ;
- ▶ Élaboration d'un nouveau dispositif Petite enfance (Mission Évaluation / Mission Accompagnement 0-3 ans sur le Pôle Accueil familial et 3-6 ans en collectif / Mission Accompagnement Parents) ;
- ▶ Réflexion sur le projet architectural de reconfiguration de l'IDEA sur un seul site urbain.

### DÉVELOPPEMENT OFFRE DE SERVICE

- ▶ Augmentation de l'activité du service des MNA ;
- ▶ Augmentation de l'activité de l'accueil familial à domicile pour les 0-3 ans ;
- ▶ Augmentation de l'activité des 0-3 ans en collectif.
- ▶ Sécurité et organisation du bien vivre ensemble
- ▶ Mise en œuvre de la procédure « Agir ensemble et en sécurité » de l'IDEA à destination de l'ensemble des professionnels et des jeunes accueillis ;
- ▶ Démarche conjointe de lancement et de réalisation du DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) avec l'EPMR (Etablissement public médico-éducatif du Roussillon) dans le cadre de la convention de coopération fonctionnelle (réalisation confiée au Cabinet Veritas).

### QUALITÉ PARTICIPATION ACTIONS JEUNESSE

- ▶ Poursuite des projets actions jeunesse en lien avec le projet départemental (1er prix départemental du public et 2 prix extra scolaire Occitanie pour le jeu concours vidéo Buzzons contre le sexisme) ;
- ▶ Appui d'un service civique pour le fonctionnement du CVS (Conseil de la vie sociale) ;
- ▶ Réalisation du Plan Action Qualité avec la formalisation d'une nouvelle procédure d'admission et du projet individualisé ;
- ▶ Lancement de la consultation Évaluation externe (Réalisation confiée au Cabinet Abaq) ;
- ▶ Suivi du Plan d'action sur les Risques Psycho-Sociaux (réalisation de l'enquête climat relationnel sur 24 services).

### PARTENARIATS

- ▶ Mise en œuvre de la convention de coopération fonctionnelle avec l'EPMR sur le partage des compétences métiers (RH, Finances, Technique et Qualité).



## PERSPECTIVES 2019

- ▶ Réflexion sur le Projet d'Établissement 2019-2023 en lien avec le Schéma des solidarités ;
- ▶ Finalisation du pré-programme architectural pour lancement ;
- ▶ Suivi des préconisations Évaluation externe ;
- ▶ Suivi des préconisations du DUERP.

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

1 055 admissions dont 441 en Unités de vie-Accueil et Évaluation-Accompagnement Familial à Domicile et 607 MNA / 1 351 prises en charges dont 188 en unités de vie, 203 en Accueil et Évaluation, 159 en Accompagnement familial à domicile et 744 MNA.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DGA RESSOURCES HUMAINES ET  
MOYENS GÉNÉRAUX

DGA DES SOLIDARITÉS

DGA TERRITOIRES ET MOBILITÉS

DGA CITOYENNETÉ

RAPPORT FINANCIER 2018  
LEXIQUE- ORGANIGRAMMES



### MISSIONS

#### Maintien à domicile des personnes âgées et des personnes handicapées

- ▶ Accueil physique et téléphonique ;
- ▶ Instruction des dossiers APA, notification et paiement des aides, commande des CESU, instruction et notification des CMI (carte mobilité inclusion) ;
- ▶ Instruction, notification et récupération des indus, travail de prévention des indus (partenariat + communication auprès des bénéficiaires), contrôles d'effectivité ;
- ▶ Contentieux de l'aide sociale : récupération des recettes après le décès du bénéficiaire de l'aide sociale et gestion des litiges en matière d'obligation alimentaire et prise d'hypothèque dans les dossiers d'hébergement ;
- ▶ Recours gracieux en matière d'APA ;
- ▶ Structuration, autorisation, habilitation à l'aide sociale et tarification des SAAD, élaboration des conventions de dotation et des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ;
- ▶ Gestion de la CFPPA (conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie) et pilotage du programme d'actions coordonné.

#### Structuration, autorisation et tarification de l'offre médico-sociale dédiée aux PA et aux PH

- ▶ Agrément, suivi, formation et contrôle des familles d'accueil (79 familles pour 187 personnes accueillies) ;
- ▶ Autorisation, tarification et élaboration des conventions tripartites et des CPOM des EHPAD, établissement des GMP (GIR moyen pondéré) ;
- ▶ Autorisation et tarification des ESSMS pour personnes handicapées ;
- ▶ Gestion des appels à projets, pilotage et suivi des dossiers d'extension, transformation, reconstruction des ESSMS ;
- ▶ Animation du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) et des différentes instances.

#### Soutien et accompagnement des Maisons Sociales de Proximité

- ▶ Aide sociale : fixation des orientations et réglementation applicables, animation du réseau MSP, élaboration et actualisation des outils, pilotage des nouveaux dispositifs ;
- ▶ APA : accompagnement sur les volets administratif et médico-social ;
- ▶ Tenue des commissions techniques APA ;
- ▶ Formation des équipes médico-sociales ;
- ▶ Coordination gérontologique territorialisée.

#### Unité Adultes Vulnérables

- ▶ Repérage et traitement des situations de danger pour les adultes vulnérables ;
- ▶ Gestion du dispositif des Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) ;
- ▶ Appui juridique au sein de la Direction.

### RÉALISATIONS

#### Budget, RH et organisation

- ▶ APA et PCH : continuité des missions de développement du Système d'Information, suivi des dotations globales aux SAAD, actualisation des procédures ;

- ▶ Négociation avec les SAAD et les organisations syndicales, élaboration et signature des CPOM, participation aux réflexions nationales sur la réforme du financement du secteur ;
- ▶ Actualisation et diffusion des brochures « droits et devoirs » ;
- ▶ Contrôle d'effectivité emploi direct et mandataire, mise en place d'une convention avec la CARSAT visant à la reconnaissance mutuelle des évaluations et à la prévention des cumuls susceptibles de générer des indus pour les usagers ;
- ▶ Tarification des SAAD et élaboration des dotations, instruction des demandes d'autorisation et d'habilitation, négociation avec l'UNA et les syndicats en vue de la mise en place des CPOM, contrôle de gestion des 29 structures habilitées, calcul de la dotation pour 13 SAAD ;
- ▶ Traitement des recours gracieux et contentieux APA et PCH ;
- ▶ Dans le cadre de la conférence des financeurs, mise en œuvre de l'AAP (appel à projets) 2018 et l'AAP complémentaire, lancement des AAP 2019 et 2020, animation de l'instance et pilotage du programme d'action coordonné, suivi administratif et financier des conventions ;
- ▶ Changement de prestataire MASP et régularisation des modalités de fonctionnement.

### **Structuration, autorisation et tarification de l'offre médico-sociale dédiée aux PA et aux PH**

- ▶ Accueil familial : 14 commissions d'agrément, 1 retrait d'agrément, 1 nouvel agrément, 1 cessation d'activité et 1 diminution d'activité ;
- ▶ Tenue des instances et groupes de travail du CDCA, lancement des « Vendredi du handicap » ;
- ▶ Définition de la politique publique : définition du cadre et mise en œuvre des CPOM PH ; soutien en investissement à la reconstruction de l'USLD et de l'EHPAD du GCSMS Centre gérontologique du Roussillon, lancement des travaux sur le plan du soutien à l'investissement des ESSMS ;
- ▶ Contrôle de gestion et tarification des ESSMS : 68 établissements et services pour personnes âgées (dont 51 EHPAD et 7 résidences autonomie) ; 6 établissements dédiés aux personnes handicapées vieillissantes ; 33 établissements et services pour adultes handicapés ; gestion d'un recours gracieux et d'un recours contentieux de la tarification ;
- ▶ Élaboration des CPOM, analyse et adoption ou rejet des EPRD et des ERRD pour les EHPAD ;
- ▶ Contrôle par sondage des établissements sous dotation et contrôle du service fait ;
- ▶ Conclusion des avenants aux CPOM avec les résidences autonomie dans le cadre du forfait autonomie ;
- ▶ Réalisation de 8 visites de conformité d'établissements et services médico-sociaux ;
- ▶ Établissement des dérogations d'âge, avec une forte augmentation ;
- ▶ Transformation de l'offre sur le bassin de la Salanque ;
- ▶ Étude de 9 Plans pluriannuels d'investissement et de 2 Plans de Retour à l'Equilibre.

### **Appui des Maisons Sociales de Proximité**

- ▶ Aide sociale : appui des MSP, actualisation des outils, lancement du projet visant au versement de l'aide sociale à l'hébergement différentielle, et lancement du chantier relatif à la plateforme notaires ;
- ▶ APA : formation des Equipes Médico-Sociales à la grille AGIR et à la CMI, accompagnement des Responsables d'équipes sociale et médico-sociale dans leurs pratiques professionnelles ;
- ▶ Mise en place de procédures administratives permettant d'alléger la charge de travail en MSP ;
- ▶ Organisation de la coordination gérontologique (CLIC ; MAIA ; CLS).

### **Unité Adultes Vulnérables**

- ▶ 131 MASP gérées mensuellement, 183 nouvelles demandes et 38 commissions territoriales ;
- ▶ 94 Informations Préoccupantes traitées dont 65 transmises en MSP pour évaluation ;
- ▶ 74 signalements traités dont 41 transmis au parquet et 7 classés sans suite ;
- ▶ 38 évènements indésirables ou réclamations en ESSMS traités.



## PERSPECTIVES 2019

### Maintien à domicile des personnes âgées et des personnes handicapées

- ▶ En matière de contentieux de l'aide sociale : chantier plate-forme des notaires ; révision du barème de l'obligation alimentaire ;
- ▶ Suivi des CPOM et des dotations ;
- ▶ Mise en place d'un contrôle qualité des prestations servies au domicile des PA et des PH ;
- ▶ Suivi du chantier SI maintien à domicile et de l'arrêt d'une partie des CESU ;
- ▶ Bilan des conventions CNSA et élaboration de nouvelles conventions
- ▶ Mise en place des analyses des évaluations internes et externes des SAAD.

### Structuration, autorisation et tarification de l'offre médico-sociale dédiée aux PA et aux PH

- ▶ Sécurisation de la procédure accueil familial et déploiement du dispositif ;
- ▶ Évaluation des GMP des résidences autonomie ;
- ▶ Révision du versement de l'aide sociale en établissement, travail sur les assurances vie et les donations.

### Soutien et accompagnement des Maisons Sociales de Proximité

- ▶ Aide sociale : poursuite des travaux sur les doctrines, actualisation des formulaires, révision du barème relatif au calcul de l'obligation alimentaire, finalisation du projet de versement de l'aide sociale à l'hébergement différentielle, travaux sur la prévention de mise en insolvabilité des bénéficiaires ;
- ▶ Travail sur la sécurisation des Informations Préoccupantes ;
- ▶ Déploiement du système d'information du maintien à domicile sur ses différentes facettes ;
- ▶ Appui sur la tenue des commissions techniques aux fins d'harmonisation des pratiques ;
- ▶ Établissement de référentiels d'évaluation de l'APA, en lien avec les évolutions nationales.

### Unité Adultes Vulnérables

- ▶ Consolidation du partenariat avec l'autorité judiciaire par la signature d'un protocole pour les signalements ;
- ▶ Modification du référentiel Adultes Vulnérables afin d'intégrer les évolutions réglementaires et d'harmoniser les procédures ;
- ▶ Information et accompagnement des territoires et des partenaires sur l'évolution des procédures et des outils afin de mieux identifier les situations de danger.

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

Le compte administratif 2018 s'élève à 134 780 050 € consacrés pour 56 % aux personnes âgées et 44 % aux personnes handicapées.

En quelques chiffres :

- ▶ PCH adultes et enfants : 18 432 743 € ;
- ▶ ACTP : 3 457 336 € ;
- ▶ Aide sociale PH : 38 777 092 € / Aide sociale PA : 19 987 440 € ;
- ▶ APA à domicile : 32 684 838 € / APA en établissement : 17 692 885 €.

En matière de recettes, le service contentieux de l'aide sociale a récupéré 1 275 322 € en 2018.

## Le Territoire de l'Agly

Le territoire de la MSP Agly, marqué par sa diversité géographique (littoral, plaine et montagne), est constitué de 34 communes qui s'étendent sur 669 km<sup>2</sup>.

Il recense 64 902 habitants, avec une évolution relative de +2,3 % par an, soit en moyenne 1 357 habitants supplémentaires chaque année. L'augmentation est surtout portée par la Côte Salanquaise, canton où l'évolution de la population est la plus marquée (+3,7 % par an contre 1 % par an au niveau départemental).

### RÉALISATIONS

- ▶ Participation à l'évaluation du 1er CLS Agly Fenouillèdes, et des axes stratégiques 2019/2022 ;
- ▶ Réflexion engagée concernant le renforcement de l'antenne sociale de Saint Laurent de la Salanque : repenser l'espace dédié à l'accueil en incluant les usages numériques, en renforçant la présence des partenaires et en améliorant la sécurité des agents présents sur site, afin d'optimiser l'accueil et l'accompagnement des habitants ;
- ▶ Mise en place d'un « job dating » en lien avec les services de la Direction Insertion professionnelle et économie locale concernant le recrutement de futurs salariés de services d'aide à domicile ;
- ▶ Participation au Forum Seniors organisé à Torreilles en juin 2018 ;
- ▶ Poursuite de la formation des agents affectés à l'accueil à titre principal, et participation de ces derniers à la session d'échanges inter-institutionnelle organisée par le PRDS autour d'un groupe mixte (professionnels/représentants d'usagers) ;
- ▶ Identification par l'équipe PAPH d'au moins deux remplaçants pour chaque famille d'accueil dans un souci de continuité de la prise en charge des personnes dépendantes accueillies.

### PERSPECTIVES 2019

- ▶ Mise en œuvre du volet territorial du Schéma des solidarités au travers des actions suivantes :
  - participation à l'étude territoriale menée par le CREAL-ORS Occitanie afin de mieux caractériser le public des nouveaux arrivants et des jeunes sur les cantons de Rivesaltes et de Saint Laurent de la Salanque ;
  - organisation en lien avec l'association APEX d'une séquence d'information à destination de nos partenaires locaux sur les violences faites aux femmes dans le cadre de la Semaine des droits des femmes ;
  - une action visant à proposer un soutien aux aidants familiaux et pour améliorer leur quotidien est en réflexion ;
  - un projet de sorties familiales devrait être mis en œuvre afin de rompre l'isolement et créer du lien social entre les participants (essentiellement des familles avec enfants). L'objectif est également de faciliter l'accès à la culture, et de favoriser l'autonomie des personnes (en levant les éventuels freins à la mobilité géographique) ;
  - participation à la mise en place des ateliers numériques de la CAF dont le but est d'accompagner les allocataires à l'utilisation des outils numériques (site internet de la CAF, applicatif téléphone portable...), et de les rendre autonomes face à des démarches dématérialisées.
- ▶ Adaptation aux orientations qui seront posées sur le volet orientation et accompagnement des bénéficiaires du RSA suite à l'étude insertion ;
- ▶ Contribution des équipes médico-sociales aux axes de travail du CLSM ; signature en début d'année 2019 entre la Communauté de communes Agly Fenouillèdes et le Centre Hospitalier de Thuir ;
- ▶ Optimisation des conditions de travail des agents affectés à l'accueil, en leur permettant de mieux identifier les besoins des usagers et ainsi répondre à leurs demandes (connaissance plus fine des pathologies et troubles psychiatriques, des conduites addictives, et prise de recul nécessaire dans l'exercice de leurs missions).

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

**ASAD** : 647 CER signés en 2018 dont 270 premiers contrats ;

**Enfance famille** : 59 mesures AED en cours au 31/12/18, et 129 mesures suivies par les éducateurs placement dont 19 contrats jeunes majeurs ;

**PA/PH** : 31 évaluations d'informations préoccupantes traitées par l'équipe ;

**Accueil** : 27 635 appels téléphoniques reçus à l'accueil au siège à Rivesaltes et à l'antenne à St Laurent de la Salanque, soit près de 2 303 appels / mois.



## Le Territoire de Perpignan

### MISSIONS

Les dix sites de la Direction des MSP de Perpignan assurent avant tout une mission d'accueil social de proximité auprès de 198 020 habitants. Les services sociaux départementaux jouent leur rôle de dernier rempart pour faire face à la grande précarité, en témoigne l'augmentation des aides d'urgences notamment pour les personnes isolées (+46 % entre 2015 et 2018).

### RÉALISATIONS

► L'année 2018 a été celle de la **déclinaison opérationnelle du Schéma des Solidarités**. Les équipes et les partenaires ont formalisé onze projets visant l'amélioration de l'accueil et de l'accès aux droits, allant de la mise en œuvre de l'accueil inconditionnel, à des espaces numériques, des points conseils budget, à la diversification des supports d'informations, etc.

Dix projets portent sur la consolidation du travail de prévention et l'accompagnement des familles (actions collectives de soutien à la parentalité, prévention santé et dépistages, référent unique de parcours, lutte contre les violences faites aux femmes).

Enfin 8 autres fiches projets concernent la promotion socioculturelle, l'éducation, et le développement du lien social ;

► Le travail sur le changement de l'image des Maisons Sociales de Proximité a débuté par l'aménagement d'espaces dédiés aux « livres voyageurs » (boîtes à lire à disposition du public), contribuant à faire des MSP des lieux de vie ;

► **Insertion** : un nouveau public cible, les 25-58 ans, a fait l'objet d'un repérage et d'un travail d'accompagnement spécifique dans le cadre du FSE : 1 642 nouvelles personnes ont été accompagnées par les conseillers d'insertion, au-delà de leur public habituel. La problématique sociale liée au logement reste prégnante sur l'agglomération de Perpignan, avec l'intervention des équipes pour 1 287 situations d'expulsion, 480 demandes de relogement, 1 094 dossiers FSL. Chaque CESF suit plus de 30 familles dans le cadre de l'ASLL, pour un total de 295 suivis.

► **Enfance famille** : Les équipes sont particulièrement mobilisées dans le cadre de la prévention (1 022 familles suivies par les AS enfance-famille ; 1 326 enfants vus en consultation par la PMI ; mais également dans le cadre de la protection : 198 informations préoccupantes ; suivi de 478 enfants confiés à l'Aide Sociale à l'enfance.

► **Personnes âgées et personnes handicapées** : le nombre d'évaluations APA a progressé de manière significative (de 2 587 à 2 993 entre 2017 et 2018), ainsi que les Informations Préoccupantes (de 56 à 75), et les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (de 31 à 42) en direction des adultes vulnérables. Enfin, 558 dossiers d'aide sociale ont été traités en 2018 (contre 545 en 2017).

### PERSPECTIVES 2019

Pour tous les projets, la participation des personnes accueillies et accompagnées est envisagée, afin de recueillir leur avis, de partir de leurs attentes et de leurs contributions pour construire avec elles les services publics de demain. Ces projets sont tous portés par les équipes de terrain qui souhaitent améliorer avec le public, les actions menées en leur direction.

2019 sera une année de lancement de projets innovants (création d'espace numérique et ateliers d'entraide autour de la fracture numérique ; réaménagements d'espaces d'accueil...) sur l'ensemble des dix sites de la Direction des MSP de Perpignan.

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

#### Zoom sur le CLIC de Perpignan.

Les interventions du CLIC concernent les personnes âgées de plus de 60 ans, leur entourage et les professionnels médico-sociaux pour informer et faciliter l'accès aux droits. Elles se traduisent par un accueil, des permanences, un « Café-CLIC » : rencontre mensuelle pour un groupe d'une quinzaine de personnes.

L'arrivée d'une psychologue venant renforcer l'équipe des deux assistants de service social du CLIC a permis de développer de nouveaux projets comme « le petit musée personnel », autour de l'expression, la mémoire, les émotions.

Enfin le cycle de conférences-ateliers du CLIC se poursuit, avec des thématiques autour de la santé, de l'autonomie à domicile, de l'intergénérationnel, de la découverte de l'environnement plus ou moins proche (quartiers de Perpignan, projet de découverte des grands sites du Département) : 600 personnes âgées participantes, pour dix séances sur l'année 2018.

► 77 433 personnes accueillies physiquement aux différentes banques d'accueil, et 70 427 appels téléphoniques reçus ;

► 2 491 aides urgentes distribuées dans le cadre de l'ASU, 3495 dans le cadre de l'ASE ;

► 16 135 personnes reçues lors des permanences des AS ASAD ;

► 2239 allocations au titre de la prévention, hors CJM ;

► 2 993 évaluations APA ;

► 133 décisions en commission locale d'aide sociale ;

► 6 495 examens réalisés en consultations PMI ;

► 2 326 orientations RSA ;  
16 135 personnes reçues en permanences d'AS et 868 visites à domicile en matière d'insertion.

## Le Territoire du Tech

Entièrement transfrontalier, le territoire du Tech compte 51 communes pour 119 474 habitants, dont une proportion importante de personnes de plus de 60 ans (indice de vieillissement de 145, le plus élevé du département) ; et un taux de pauvreté de plus de 20 % sur le Vallespir et de 14 % sur la Côte Vermeille.

Ce territoire présente un littoral à forte attractivité touristique et un arrière-pays plus rural, caractérisé notamment par un isolement géographique et/ou social où se pose la question du maintien des services de proximité.

Les MSP du Tech sont réparties sur 4 sites (Céret, Argelès, Elne et St Cyprien).

### RÉALISATIONS

#### Accompagnement Social et Accès aux Droits

- ▶ Dans le cadre du Schéma des solidarités, travail partenarial sur un projet de logement situé sur le Haut-Vallespir ;
- ▶ Mise en place d'informations collectives pour les bénéficiaires du RSA permettant l'orientation des entrants ;
- ▶ 2<sup>e</sup> année des rendez-vous de l'insertion sur la thématique « Insertion par l'activité économique ».

#### Enfance Famille

- ▶ Partenariat étroit avec la Catalogne Sud sur les échanges transfrontaliers.

#### PAPH / CLIC / MAIA

- ▶ Expérimentation et mise en œuvre de la portabilité ;
- ▶ Développement du partenariat (Catalogne Sud sur les échanges transfrontaliers, CCAS, SSIAD...);
- ▶ Développement important des actions et des permanences du CLIC sur le territoire ; création et diffusion de la lettre d'information du CLIC ;
- ▶ Poursuite des travaux engagés par la MAIA en 2017 par des groupes de travail partenariaux sur différentes thématiques : les sorties d'hospitalisation, les mesures de protection, la réalisation d'un « kit d'urgence ».

### PERSPECTIVES 2019

#### En transversalité

- ▶ Mise en œuvre des actions territoriales du Schéma des solidarités, notamment la problématique du logement relevée dans le cadre de l'état des lieux ;
- ▶ Mise en place de l'accueil social inconditionnel, qui nous engage à poursuivre la réflexion sur les accueils des deux MSP qui représentent sur les seuls sites d'Argelès et Céret près de 15 000 personnes reçues en 2018 ;
- ▶ Mise en œuvre des engagements de la Stratégie Nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

#### Accompagnement Social et Accès aux Droits

- ▶ Intégration d'un accompagnement au numérique dans le cadre des démarches administratives ;
- ▶ Poursuite des rendez-vous de l'insertion avec une 3<sup>e</sup> édition sur la thématique des mobilités.

#### Enfance Famille

Arrivée de la RESMS (responsable d'équipes sociale et médico-sociale) le 1er octobre 2018, et de celle du Vallespir en avril 2019. L'année 2019 sera consacrée aux prises de postes et à l'harmonisation des procédures et de l'organisation en Enfance Famille, entre les 2 MSP.



### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

- ▶ Nombre de personnes accueillies : 17 097 ; nombre d'appels téléphoniques : 64 510 ;
- ▶ Nombre de personnes accompagnées (visites à domicile, permanences, rendez-vous) par les Assistants de Service social : 10 941 ;
- ▶ Activité ASAD : 1 012 orientations RSA ;
- ▶ Activité Enfance Famille : 73 enfants suivis en AED et 135 par les éducateurs placement ;
- ▶ Un territoire marqué par le vieillissement de la population : 2 521 bénéficiaires de l'APA ; 1 708 évaluations APA réalisées ; 1 002 entretiens (pour 790 personnes de + de 60 ans) réalisés par le CLIC ; 73 personnes entrées en gestion de cas (dispositif MAIA).

## PAPH / CLIC / MAIA

- ▶ Participation à différents groupes de travail (nouvelles trames de rapport pour l'accueil familial, référentiel adultes vulnérables, MAIA : sorties d'hospitalisation et mesures de protection, référentiel APA) ;
- ▶ Développement de permanences numériques dans les locaux du CLIC ;
- ▶ Travail sur la nouvelle organisation territoriale des soins qui vise à fusionner l'ensemble des dispositifs de coordination des cas complexes au sein des Plateformes territoriales d'appui.

## Le Territoire de la Têt

*Un vaste territoire de plaine et de montagne, structuré autour de trois Maisons Sociales de Proximité (Aspres-Riberal, Conflent et Cerdagne-Capcir) qui compte 6 cantons, 7 EPCI et 126 communes. Le territoire de la vallée de la Têt compte 91 973 habitants.*

*En 2018, les équipes pluridisciplinaires composées de professionnels médico-sociaux et administratifs ont poursuivi leurs missions d'accueil, d'écoute, de prévention, de protection des habitants et de lutte contre l'exclusion et l'isolement des personnes. Ils ont également poursuivi la coopération avec les partenaires territoriaux institutionnels et associatifs.*

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

26 035 appels téléphoniques traités / 21 668 personnes reçues dans les accueils / 1 009 enfants vus dans les écoles / 1 275 évaluations APA / 1 150 orientations RSA (et 116 instructions).

### RÉALISATIONS

- ▶ Organisation de deux séminaires visant à l'élaboration d'un projet de territoire ;
- ▶ Organisation de deux actions d'information en faveur des personnes âgées aux Angles et à Thuir dans le cadre de la Semaine Bleue ;
- ▶ Plusieurs actions menées avec les chantiers d'insertion, afin de favoriser l'intégration des bénéficiaires du RSA ;
- ▶ Mise en place d'une opération visant à développer l'accompagnement global avec Pôle emploi ;
- ▶ Ateliers cuisine pour les jeunes mamans sur le secteur Aspres-Riberal.

### PERSPECTIVES 2019

- ▶ Organisation générale du territoire
  - Finalisation du projet de territoire ;
  - Amélioration des conditions matérielles et humaines des accueils ;
  - Développement des modes de communication sans déplacement (visioconférence).
  - En lien avec les orientations du schéma unique des solidarités
- ▶ Travail avec les collectivités pour une meilleure couverture des Maisons de Services Au Public ;
  - Développement du partenariat afin de fluidifier les parcours d'insertion ;
  - Mise en place d'un socio-bus afin d'être au plus près des habitants.

### Axes transversaux

- ▶ Travail sur l'harmonisation des pratiques et des procédures au sein des trois MSP ;
- ▶ Amélioration de la sécurité des agents sur le territoire.

### Aspres Riberal

- ▶ Création d'une « boîte à outils » recensant les aides financières hors Conseil Départemental ;
- ▶ Partenariat avec l'association d'insertion «Évolution couture» à Millas ;
- ▶ Accompagnement du projet d'épicerie solidaire à Millas.

### Conflent

- ▶ Animation de la salle d'attente par les agents d'accueil (expositions, information) ;
- ▶ Poursuite des actions en partenariat avec l'association APEX et le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (actions collectives) ;
- ▶ Réflexion sur l'aménagement de l'accueil de la MSP ;
- ▶ Travail avec la Communauté de Communes sur l'implantation des MSAP.



## Cerdagne Capcir

- ▶ Poursuite des actions collectives avec le contrat local de santé porté par l'association Chemin Faisant ;
- ▶ Travail sur des actions d'accès au numérique en lien avec les communautés de communes, le Conseil Départemental d'Inclusion Sociale et les actions mises en place dans le cadre de la CCFPPA.

## Service Administration et Finances (SAFI)

### MISSIONS

Le Service Administration et Finances (SAFI) a pour mission la mutualisation des fonctions administratives et comptables de l'ensemble de la DGA des Solidarités. Il a trois champs d'intervention principaux :

- ▶ Il assure la préparation et le suivi de l'exécution du budget ainsi que le paiement des factures, aides, allocations et récupération des recettes pour la DGA ;
- ▶ Il gère, pour le Département et par délégation de l'État, des crédits du Fonds Social Européen (FSE) à travers une convention de subvention globale. Cette mission consiste à gérer le programme et l'enveloppe financière allouée, ainsi qu'à traiter les demandes de subvention déposées par les porteurs de projets ;
- ▶ Il participe notamment à la sécurisation des actes juridiques de la Direction en lien avec le service des Affaires juridiques et le service des Assemblées.

### RÉALISATIONS

▶ **EN MATIÈRE BUDGÉTAIRE**, un travail a été effectué pour renforcer le suivi du budget avec la mise en place d'outils sécurisés, mis à jour selon un calendrier établi et partagé avec les différentes directions de la DGAS.

Le SAFI a également accompagné les correspondants financiers sur l'utilisation du nouveau module « élaboration budgétaire » du logiciel financier E-Sédit et a rédigé à leur attention les procédures d'utilisation en lien avec cette évolution (notamment « saisie d'une demande de virement ») ;

▶ **EN MATIÈRE COMPTABLE**, un travail sur le développement des logiciels métier a été engagé. Ce chantier, mené conjointement avec la Direction du Système d'Information, les Directions de la DGA des Solidarités et le Service Administration et Finances, a pour objectif la production et l'envoi dématérialisé des pièces justificatives de paiement ;

▶ **AU TITRE DU FSE** : 19 dossiers ont été soldés pour un montant FSE de 931 410 €, permettant d'atteindre les objectifs fixés par l'État dans le cadre de la délégation de gestion de ces fonds. En parallèle, 49 opérations visant les publics en difficulté ont été programmées pour près de 2 647 300 € de fonds européens, permettant de mobiliser l'ensemble des crédits alloués sur la période 2014-2018. Enfin, l'objectif quantitatif au niveau des participants aux opérations a été atteint, permettant au Département d'obtenir la réserve de performance à hauteur de 623 865 €.

▶ Que ce soit en matière d'arrêtés ou de subventions, l'Unité administration et veille juridique a assuré durant l'année écoulée, la relecture et la vérification des divers actes émanant des Directions. Concernant la gestion des subventions aux associations, des réunions d'échanges de pratiques et d'informations relatives aux nouveaux logiciels de suivi ont été organisées.

### PERSPECTIVES 2019

▶ **L'AIDE SOCIALE DIFFÉRENTIELLE** : le Département verse le montant total des frais d'hébergement pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Dans un contexte budgétaire contraint, il a été décidé de modifier les procédures en cours et de verser aux établissements uniquement le montant de l'aide sociale différentielle. Dès le mois de juillet 2019, cette procédure sera mise en place auprès d'un petit nombre d'établissements expérimentateurs, avant de l'étendre à la totalité des structures au 1er janvier 2020.

▶ **L'ARRÊT PARTIEL DES CESU** : un travail sera engagé avec la Direction PAPH et la DSI, sur la refondation des moyens de paiement de l'APA, la PCH et les services ménagers, permettant une meilleure gestion de ces allocations avec notamment l'arrêt d'une partie des CESU.

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

#### Consommation 2018 DGAS :

Dépenses Investissement (inclus IDEA) : 0,61 M€

Dépenses Fonctionnement (inclus IDEA) : 319,91 M€

Recettes : 55,45 M€

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DGA RESSOURCES HUMAINES ET  
MOYENS GÉNÉRAUX

DGA DES SOLIDARITÉS

DGA TERRITOIRES ET MOBILITÉS

DGA CITOYENNETÉ

RAPPORT FINANCIER 2018  
LEXIQUE- ORGANIGRAMMES



- ▶ FSE : poursuivre la délégation de gestion du FSE à travers une nouvelle convention négociée avec les services de l'État sur la période 2019-2020 : maintenir les dispositifs engagés en 2018, mobiliser les crédits européens pour répondre aux besoins du territoire, veiller à l'atteinte des objectifs au niveau du nombre de participants aux opérations cofinancées ;
- ▶ Sécuriser la mise en paiement des diverses aides et subventions.

### MISSIONS

Le service intervient en transversalité pour l'ensemble de la DGA des Solidarités. Il a pour mission l'aide à la décision, l'appui et le soutien technique auprès du DGA en matière de stratégie et d'ingénierie en travail social. Il apporte son aide d'un point de vue opérationnel dans la mise en œuvre des procédures et dans le travail partenarial qui en découle. Il développe ainsi des coopérations institutionnelles et associatives.

Selon les principes de la transversalité, le service assiste, conseille et formule des avis techniques auprès des décideurs, des équipes de professionnels et des partenaires.

- ▶ Participation à l'élaboration et au suivi de documents cadres en lien avec les directions des politiques publiques et les territoires ;
- ▶ Suivi du dispositif de lutte contre la radicalisation en lien avec l'État ;
- ▶ Suivi du Bus solidarités ;
- ▶ Organisations des Assises des Solidarités ;
- ▶ Animation des réunions de formateurs du site qualifiant et organisation de l'accueil des stagiaires en travail social ;
- ▶ Travail en transversalité avec les autres DGA sur des projets intéressant la collectivité.

### RÉALISATIONS

#### FINALISATION ET ADOPTION DU SCHÉMA DES SOLIDARITÉS

- ▶ Organisation des instances de pilotage pour l'élaboration du Schéma (Copil et Cotech) ;
- ▶ Concertation des usagers, des partenaires et des professionnels du Département ;
- ▶ Validation du Schéma par les instances de pilotage ;
- ▶ Constitution d'une charte graphique propre au Schéma déclinée pour la Direction des solidarités ;
- ▶ Adoption du Schéma des solidarités par l'Assemblée Départementale ;
- ▶ Présentation du Schéma aux partenaires, et aux comités des usagers.

#### OBSERVATION SOCIALE

- ▶ Production et valorisation de statistiques ;
- ▶ Appui – conseil auprès de l'ensemble des services en matière de recueil et d'analyse de données ;
- ▶ Correspondant des partenaires extérieurs pour l'observation sociale. Tant par le recueil de données et l'élaboration de statistiques que par la réalisation de travaux cartographiques, l'observation sociale a notamment concouru au Schéma des solidarités 2017/2021 et à de nombreux projets menés par les services et les directions.

#### PARTICIPATION

- ▶ Animation de groupes d'usagers : favoriser la participation des personnes concernées à la réflexion sur les dispositifs/ accompagner à la mise en œuvre des changements au sein de l'institution ;
- ▶ Conseil et soutien pour mener des démarches participatives : élaboration et mise en place de démarches participatives / apporter une expertise dans la mise en place de comités d'usagers ;
- ▶ Élaboration de formations-actions (partenariat PRDS : co-formation par le croisement des savoirs entre professionnels du Département et personnes en situation de pauvreté) ;

Schéma des solidarités : suivi de la consultation de collectifs existants (comité des usagers MDPH, comité des jeunes ODPE, collectifs du Secours Populaire et d'ATD Quart Monde).



## TRAVAIL SOCIAL ET SITE QUALIFIANT

- ▶ Coordination entre l'IRTS et le Département dans le cadre du site qualifiant ;
- ▶ Animation des réunions du groupe formateurs et participation aux instances toujours en lien avec le site qualifiant.

---

## PERSPECTIVES 2019

- ▶ Transformation du service ingénierie en travail social en mission innovations sociales ;
- ▶ Suivi et mise en œuvre du Schéma des solidarités ;
- ▶ Renforcement des processus de participation des personnes accompagnées ;
- ▶ Réflexion sur la mise en place d'actions en lien direct avec le travail social : comité d'éthique ;
- ▶ Participation au groupe de travail sur la communication interne de l'institution ;
- ▶ Continuité du travail fait sur la communication externe de la DGAS ;
- ▶ Participation et suivi des dossiers liés à la politique de la ville en lien avec les autres directions ;
- ▶ Renforcement du travail en transversalité avec les services ;
- ▶ Recrutement d'un.e agent.e en charge du conseil technique en travail social afin d'accompagner les travailleurs sociaux sur toutes les orientations et décisions prises au sein de la DGAS ;
- ▶ Coordination de l'observatoire social avec les autres missions d'observation de l'institution.

### MISSIONS

- ▶ Définition de la politique des ressources humaines, accompagnement des décisions et mise en œuvre des opérations administratives en interface avec la DRH (recrutements, gestion des effectifs, organigrammes, suivi des avancements et des primes) ;
- ▶ Au titre du plan de formation : ingénierie de formation, repérage et analyse des besoins individuels et collectifs. Gestion des demandes d'habilitations, des ordres de missions, accueil des nouveaux arrivants et des Nouveaux Catalans ;
- ▶ Sur le volet logistique, en lien avec les services concernés : évaluation et suivi des besoins matériels (mobilier, numérique, véhicules, fournitures...) ; suivi des travaux ; gestion du courrier.

### RÉALISATIONS

#### FORMATION

- ▶ Supervision : 135 agents participants aux séances collectives et individuelles (soit 252 heures) ;
- ▶ Formation sur la radicalisation : 76 agents ;
- ▶ Formations mises en œuvre avec le CNFPT pour les agents du Département : Accueil physique et téléphonique (81 agents), Guide barème et outil GEVA (40 agents), La fonction du cadre intermédiaire dans le champ du médico-social (30 agents), Conférence sur le retrait relationnel du jeune enfant (45 agents).

#### LOGISTIQUE

- ▶ Rénovation des locaux de la DASAD ;
- ▶ Logiciel de sectorisation, logiciel «Accueil», déploiement de l'application «Stop Agression» ;
- ▶ Mise en place d'un marché mutualisé d'agent de sécurité ;
- ▶ Gestion du courrier, fournitures.

### LES PERSPECTIVES

#### EN MATIÈRE DE FORMATION

- ▶ Poursuite de la supervision en 2019 ;
- ▶ « Dépistage du retrait relationnel du jeune enfant » (28 agents) ;
- ▶ « Évaluation participative en protection de l'enfance », (200 agents, cadres et équipes de terrain) ;
- ▶ Actualisation du plan de formation 2019 validé.

#### EN MATIÈRE DE TRAVAUX

- ▶ Construction de la nouvelle MSP d'Argelès en lien avec l'OPH 66 ;
- ▶ Aggrandissement de la MSP Thuir et mise en place de la climatisation ainsi qu'à la DASAD.

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

#### Ressources Humaines

- ▶ Recrutements et mouvements : 56,5 ETP sur emplois permanents et 22 ETP sur emplois non permanents et renforts ;
- ▶ Expérimentation du télétravail.

#### Formation

- ▶ Plan de formation structuré et mise en œuvre de la supervision ;
- ▶ 2903 jours de formations pour 593 agents, dont 1 399 jours dispensés par le CNFPT ;
- ▶ Stages : 210 demandes de stage reçues (dont 25 acceptées et 185 refusées).

#### Logistique

- ▶ Généralisation de la portabilité : expérimentation relative à l'utilisation d'outils informatiques par les travailleurs sociaux lors des visites au domicile des usagers ;
- ▶ Création du logiciel Stop Agression et du marché de sécurisation des personnes.





# La Direction Générale Adjointe

## Territoires et Mobilités

La DGA Territoires et Mobilités a pour mission de mettre en œuvre, à travers de nombreux programmes et actions, les politiques départementales\* qui concourent au développement du territoire, aux déplacements qui le font vivre, participent à son aménagement durable et équilibré et soutiennent, grâce à sa compétence en matière d'accompagnement des communes, son économie de proximité et ses emplois, y compris l'insertion professionnelle et le logement des plus démunis.

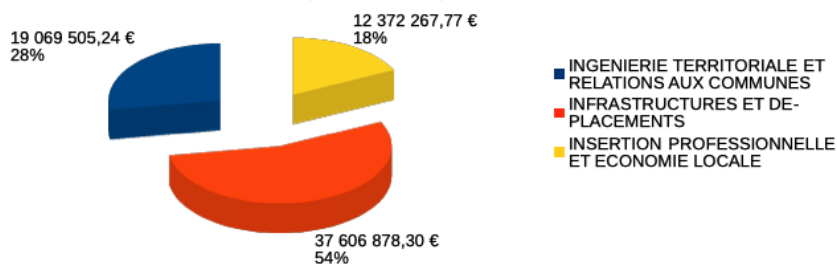
Parmi les enjeux les plus importants, il s'agit donc :

- ▶ d'accompagner les communes et les EPCI à la fois en terme financier et en terme de conseil et d'appui
- ▶ de protéger les ressources en eau potable au bénéfice, in fine, de la population
- ▶ de protéger les biens et les personnes contre le risque inondation (ouvrages hydrauliques) et en prévenant les incendies de forêt
- ▶ de valoriser les espaces et les ressources naturelles et développer le tourisme
- ▶ de favoriser le développement, d'une part, de l'insertion professionnelle et du logement des plus démunis, et d'autre part, de l'économie sociale et agricole qui permet la création d'emplois non délocalisables, tout particulièrement en zone rurale, notamment non seulement dans les secteurs de l'agriculture et de la viticulture bien sûr, mais aussi de l'artisanat et du commerce
- ▶ de créer, organiser et entretenir les infrastructures sur lesquelles reposent les échanges de populations inter-départementaux : routes, vélo-routes, pistes cyclables
- ▶ d'assurer le bon développement du port de Port-Vendres (activités commerce, pêche, plaisance, croisière).

\*5 politiques publiques sont ainsi mises en œuvre au service du territoire et de la population, dans une dynamique de partenariats multiples : Europe, État, Région, Intercommunalités, communes, différents acteurs associatifs et socio-économiques... :

- ▶ Le développement local et l'accompagnement des communes
- ▶ L'eau et l'agro-environnement
- ▶ Les infrastructures et mobilités (routes, transports)
- ▶ Le logement
- ▶ L'insertion professionnelle

DGA Territoires et Mobilités  
Répartition des dépenses en 2018



DGA : Alain SIRE



481 AGENTS

### Chiffres clés 2018

- ▶ 212 délibérations
- ▶ 59 048 651,31 € mandatés
- ▶ 5 970 titres et mandats
- ▶ 209 marchés publics

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DGA RESSOURCES HUMAINES ET  
MOYENS GÉNÉRAUX

DGA DES SOLIDARITÉS

DGA TERRITOIRES ET MOBILITÉS

DGA CITOYENNETÉ

RAPPORT FINANCIER 2018  
LEXIQUE- ORGANIGRAMMES



## MISSIONS

Relevé des missions de l'ensemble de la Direction ou du service directement rattaché à la DGA

### I. EAU

#### 1) Ressources en eau

- ▶ Appui technique et financier auprès des collectivités en eau potable et assainissement ; poursuite des formations en partenariat avec le CNFPT. Finalisation de l'étude de faisabilité d'un syndicat départemental de production d'eau potable ayant conclu au bien-fondé de la mise en place de cette structure afin de répondre collectivement aux futurs enjeux en matière de gestion de la ressource et d'alimentation en eau potable et à la nécessité de constituer un syndicat d'études et de préfiguration en 2019.
- ▶ Gestion de la Régie des eaux de l'EEM et finalisation du transfert obligatoire à PMCU,
- ▶ Lutte contre la pollution par les phytosanitaires (labellisation du Département en zéro pesticides en mars 2018),
- ▶ Suivi du syndicat mixte de gestion et de protection des nappes du Roussillon, de l'élaboration du SAGE et du schéma de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la plaine du Roussillon
- ▶ Edition et diffusion du Guide géologique des curiosités géologiques des Pyrénées Orientales

#### 2) Rivières

Suite de l'étude d'inventaire des ouvrages du Département impactant la continuité écologique : 2 études AVP ont été finalisées en 2018 : une pour un ouvrage à Estavar dont le marché de maîtrise d'œuvre et le dossier réglementaire ont été lancés en 2018 (travaux prévus en 2019) ; une sur la Têt à Pézilla la Rivière (RD16-A-travaux prévus en 2020).

#### 3) Dignes de l'Agly

- ▶ La dernière opération des travaux annuels dits « de réparations urgentes » (cofinancés par le PSR) a été finalisée dans le courant de l'été
- ▶ Le dossier d'autorisation en « système d'endiguement », pour le linéaire des digues existantes, a été finalisé et remis pour instruction auprès des services de l'État.

#### 4) Barrages

- ▶ Lancement des diverses études et inspections devant conduire à la mise à jour de l'Étude de Danger du barrage de Vinça (EDD à remettre en juin 2019)
- ▶ Lancement des opérations (travaux de sondages géotechniques et études) visant à statuer sur la stabilité de la retenue des Escoumes (suite aux conclusions de l'EDD des Escoumes)

#### 5) GEMAPI

- ▶ Le Département a délibéré le 08 octobre pour décider, en application de la législation en vigueur, la mise à disposition des digues dont il est propriétaire : les digues de l'Agly et les 3 digues de la Têt devront être mises à disposition des deux syndicats compétents (SMBVA et SMBTV) au plus tard le 31/12/2020

## II. ENVIRONNEMENT

### 1) Les espaces naturels et la biodiversité

#### INGÉNIERIE ÉCOLOGIQUE

- ▶ Soutien technique et financier des gestionnaires d'espaces naturels.
- ▶ Accompagnement des collectivités pour la préservation de leur patrimoine naturel.
- ▶ Mise en place de mesures compensatoires (Camp Joffre) et accompagnement des projets de

- ▶ la Direction Infrastructures et Mobilités.
- ▶ Réalisation d'une formation départementale sur la Biodiversité en partenariat avec le CNFPT.
- ▶ Appuis techniques et expertises écologiques

## MISE EN RÉSEAU D'ACTEURS

- ▶ Animation du réseau technique départemental des gestionnaires d'espaces naturels

## 2) Gestion environnementale et valorisation des sites naturels départementaux

- ▶ Animation du site N2000 à Chiroptères (fermeture de la grotte de Sirach, comptages des colonies de chauves-souris...).
- ▶ Gestion de la Réserve naturelle régionale de Nyer (comptages et suivis scientifiques, accueil de tous les publics, modification du sentier d'interprétation, gestion du pastoralisme, appui technique aux projets de cabanes pastorales, relai SOS chauves-souris...), de la Réserve Naturelle Marine de Cerbère-Banyuls et du Site Naturel Départemental des Dosses (mise en œuvre du programme d'actions : gestions espèces envahissantes, entretien du site, suivis naturalistes par des étudiants en stage, animations scolaires...).
- ▶ Gestion de la forêt départementale de l'Alzine.

## 3) Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

- ▶ Organisation de la Fête de la Nature sur l'ensemble des sites naturels et culturels gérés par le Département et intégration de l'offre des principaux partenaires dans les supports de communication.
- ▶ Conception et coordination du programme pédagogique Collèges 21.
- ▶ Appui à la construction et la mise en œuvre d'un projet européen en matière d'adaptation au changement climatique (volet sensibilisation).
- ▶ Appui à la conception d'une exposition et d'un carnet d'exploration sur les forêts des Pyrénées-Orientales.
- ▶ Accompagnement technique et financier des acteurs locaux de l'éducation à l'environnement (associations, entreprises, réserves naturelles, parc naturel régional...).
- ▶ Participation aux événementiels organisés par les acteurs de l'éducation à l'environnement (journées nationales éducation dans la nature...)
- ▶ Élaboration de 2 nouveaux programmes pédagogiques autour du soleil et de la lumière sur le site TSI pour les maternelles/primaires (Cycle1, Cycle 2)

## 4) Valorisation des ressources

- ▶ **FORÊT** : Suivi et participation à des projets européens en matière de DFCI et d'adaptation au réchauffement climatique ; Soutien aux EPCI DFCI ; Soutien à la formation des bénévoles des Réserves Intercommunales de Sécurité Civile (RISC)
- ▶ **DÉCHETS** : Engagement d'une démarche exemplaire de lutte contre le gaspillage alimentaire et de tri des biodéchets dans les restaurants scolaires de 5 collèges du département – Phase 2
- ▶ Réalisation du bilan 2016 de l'Observatoire Départemental de la Gestion des Déchets Non Dangereux des P.O.
- ▶ **ÉNERGIE** : Début de mise en œuvre d'un projet d'équipement des toitures des bâtiments départementaux (y compris les collèges) en panneaux photovoltaïques dans un objectif de production d'énergie pour autoconsommation au bénéfice du patrimoine bâti départemental et vente à destination d'un fournisseur d'énergie verte.
- ▶ **TSI** : Structuration de la stratégie de développement du site (projet de GIP, projet Sol i Lab, réalisation d'un appel à projet pour l'implantation de projet solaire innovant).

## 5) Activités de pleine nature

### RANDONNÉE :

- ▶ Entretien des 1000 kilomètres d'itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale (réalisation de travaux et lancement d'un nouveau marché alloti) ;
- ▶ Poursuite de l'élaboration du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) ;



- ▶ Soutien aux actions de création, d'aménagement et d'entretien des sentiers de randonnée auprès des structures intercommunales ;
- ▶ Mise en place et animation du Réseau Geotrek Pyrénées-Orientales (Département et structures intercommunales compétentes en matière de randonnée) ;
- ▶ Construction de la passerelle du Molí de la Paleta à Amélie les Bains.

#### SPORTS DE NATURE :

- ▶ Engagement du Département dans une démarche de développement maîtrisé des sports et activités de pleine nature avec la décision de mettre en place une Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) et le plan associé (PDESI).

#### **6) Mer et Littoral**

- ▶ Soutien des actions du Conservatoire du Littoral et accompagnement des gestionnaires de sites (valorisation du phare du cap Béar, étang de Canet).
- ▶ Soutien aux professionnels de la pêche et à la SNSM.
- ▶ Accompagnement du Parc Naturel Marin.
- ▶ Sensibilisation des scolaires et du grand public aux enjeux prioritaires (érosion des cordons dunaires, réchauffement climatique, pollution par les déchets plastiques).
- ▶ Financement de la campagne Ecogestes dans les ports du département.
- ▶ Appui en expertise pour la mise en œuvre des mesures compensatoires du port de Port-Vendres (mesure de transfert et de sauvegarde des grandes nacres et création d'une zone de mouillages et d'équipements légers à Paulilles).
- ▶ Soutien à la valorisation du patrimoine maritime et à l'accueil de bateaux de prestige dans les ports du département : accueil de l'Hermione à Port-Vendres.

#### **7) Espace Info-Energie : service public d'informations et de conseils neutres et gratuits pour la maîtrise de l'énergie**

- ▶ Réponse à la demande d'information : 1209 demandes en 2018 (+21 % par rapport à 2017) dont 93 % émises par des particuliers.
- ▶ 11 actions d'animation (conférence, salon...) pour sensibiliser les publics.

### **III. INGÉNIERIE – TOURISME – AIDES AUX COMMUNES**

#### **1) Ingénierie**

- ▶ Accompagnement des communes et communautés de communes dans leurs projets de développement économique et/ou local.
- ▶ Co-animation du Club des développeurs économiques à l'échelle départementale et participation au Club des pépinières d'entreprises, mise à jour du portail des ZAE et création du portail des pépinières du 66.
- ▶ Suivi et coordination, en lien avec les services et partenaires concernés, de démarches transversales telles que les principales démarches d'aménagement du territoire (SRADDET, SCOT, PDH notamment) et les partenaires correspondants.
- ▶ Pilotage de la démarche de coordination et de valorisation de l'offre d'ingénierie départementale (création du guide de l'appui technique, participation au Salon des Maires...).

#### **2) Tourisme**

- ▶ Soutien financier et suivi de structures agissant dans le domaine du développement touristique
- ▶ Organisation du concours Villes et Villages Fleuris
- ▶ Co-organisation des Assises du Vélo en Pays Catalan
- ▶ Conseil et accompagnement des EPCI et territoires dans leurs projets touristiques structurants (ex : suivi du projet de reconversion de la station du Puigmal)
- ▶ Suivi de l'élaboration du volet ferroviaire du Schéma Directeur Stratégique de la ligne du Train Jaune.



### 3) Observatoire

- ▶ Cartographie pour les services (200 cartes) et suivi des applications SIG de la DGA.
- ▶ Production de documents thématiques et de prospective (atlas statistiques, fiche emploi, fiche DEFM,...).

### 4) Aides aux communes

Programme d'intervention financière (décliné en 5 sous-programmes) à l'attention exclusive des communes et leurs groupements sur la base de 4 axes stratégiques et d'un programme opérationnel d'intervention. Les sous-programmes d'intervention financière sont précisés ci-après :

- ▶ Aide à l'investissement Territorial (AIT)
  - En 2018, 151 projets ont fait l'objet d'un financement pour un coût total de 2 712 049 € de subventions sur un montant total de travaux de 13 308 018 € HT.
- ▶ Fonds d'aide exceptionnelle
  - En 2018, 6 projets ont fait l'objet d'un financement pour un coût total de 181 425 € de subventions sur un montant total de travaux de 885 944 € HT
- ▶ Aide Directe à l'Équipement Structurant (ADES)
  - En 2018, 33 projets ont fait l'objet d'un financement pour un coût total de 4 123 536 € de subventions sur un montant total de travaux de 27 410 692.26 € HT.
- ▶ Dotation voirie communale et rurale (VRC)
  - En 2018, 83 communes et 9 groupements de communes ont reçu un financement forfaitaire annuel pour un coût total de 1 243 894 €.
- ▶ Plus beaux villages de France
  - En 2018, 2 projets ont fait l'objet d'un financement pour un coût total de 61 200 € de subvention sur un montant total de travaux de 254 147 € HT.

## PERSPECTIVES

### I. EAU

#### 1) Protection et gestion de la ressource en eau

- ▶ Création d'un syndicat d'études et de préfiguration pour la création d'un syndicat départemental de production d'eau potable, et recrutement d'un chef de projet
- ▶ Poursuite de l'appui technique, administratif et financier aux collectivités et construction du nouveau partenariat avec l'Agence pour la période 2019-2024
- ▶ Poursuite des études complémentaires visant à sécuriser du remplissage de la retenue de la Raho par un adducteur (Vinça – La Raho)
- ▶ Suivi du transfert des services d'eau aux EPCI-FP et création d'un réseau des charges de mission
- ▶ Développement d'une mission de gestion et protection des zones à préserver pour l'alimentation en eau potable
- ▶ Suivi des démarches menées par le Syndicat Mixte des nappes (élaboration du SAGE, PGRE, et du schéma de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la plaine du Roussillon).
- ▶ Suivi de la qualité des cours d'eau.
- ▶ Gestion et développement du réseau piézométrique hors plaine du Roussillon.
- ▶ Poursuite des travaux destinés à rétablir la continuité écologique sur des ouvrages départementaux jugés prioritaires.

#### 2) Gestion des ouvrages hydrauliques - Gestion des cours d'eau

- ▶ **DIGUES DE L'AGLY** : les discussions avec le SMBVA, Gémapien, seront engagées en janvier 2019, pour une mise à disposition effective des digues au plus tard le 01/01/2020
- ▶ **DIGUES DE LA TÊT** : les discussions avec le SMTBV, Gémapien, seront engagées en avril 2019, pour une mise à disposition effective des digues au plus tard le 01/01/2020
- ▶ **BARRAGES** : Finalisation des études et du dossier d'actualisation de l'EDD du barrage de Vinça, à remettre à la DREAL mi 2019 ; lancement de 2 études d'adaptation de la gestion du déstockage des barrages, en fonction des résultats des PGRE Têt et Agly.



► **CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE** : 2019: travaux sur l'ouvrage d'Estavar (174 720 € TTC) et choix du maître d'œuvre pour le gué de Pézilla la Rivière

► **GEMAPI** : Les barrages de Vinça et sur l'Agly sont des barrages multifonctions qui relèvent pour partie de la compétence GEMAPI (fonction écrêtement des crues).

Le Département souhaitant continuer de gérer la totalité des fonctions de ses barrages, engagera les discussions avec les deux SMBV en vue de la conclusion d'une convention de gestion de ces ouvrages sur une période de 5 ans (2020 à 2024).

## II. ENVIRONNEMENT

### 1) Les espaces naturels et la biodiversité

► Animation du réseau des gestionnaires, gestion des manifestations sportives en milieu naturel.

► Installation de nichoirs à chauves-souris en partenariat avec les collectivités locales.

► Gestion et valorisation des sites départementaux : Réserve de Nyer (comptages et suivis scientifiques, accueil de tous les publics, gestion du pastoralisme, appui technique aux projets de cabanes pastorales et suivis des travaux, restauration du sentier des gorges de Nyer...), Réserve marine de Cerbère-Banyuls (aménagement du sentier sous marin, mise en place de mouillages écologiques pour les usagers, réalisation de suivis scientifiques, animations pédagogiques et gestion des différentes activités dans la Réserve (pêche, plongée, plaisance...), site des Dosses (déplacement du chalet existant, construction d'une baraque de pêcheurs faisant office de maison de site, mise en place d'un smart'flore, sentier de découverte numérique de la flore des Dosses, installation d'un jardin des Dosses en mesure compensatoire pour compensation de l'impact du chantier de construction de la baraque de pêcheur).

► Renforcement de la campagne nichoirs à chauves-souris notamment en faveur des viticulteurs et agriculteurs

### 2) Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

► Développement de la Fête de la Nature, développement du programme pédagogique Collèges 21, appui à la conception d'une exposition thématique sur les forêts du territoire, appui à la mise en œuvre d'un projet transfrontalier.

► Mise en place de 2 nouveaux programmes pédagogiques autour du soleil et de la lumière sur le site TSI pour les maternelles/primaires (Cycle1, Cycle 2)

### 3) Valorisation des ressources

► **FORÊT** : Élargissement du SARF aux communes de Capcir et du Fenouillèdes ; participation active au projet européen Cooperem et Alberapastur ; édition d'un guide du patrouilleur.

► **ÉNERGIE** : Développement d'une offre scolaire «transition énergétique» sur TSI,

► Installation de centrales solaires photovoltaïques sur le patrimoine bâti départemental

► **CADRE DE VIE** : Démoustication : actions de prévention et de sensibilisation des acteurs locaux.

► **TSI** : Participation à la stratégie régionale d'innovation solaire. Consolidation du projet Sol I Lab, (Fab Lab de la transition solaire).

### 4) Activités de pleine nature

#### RANDONNÉE :

► Entretien des 1000 kilomètres d'itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale (réalisation de travaux sur les 6 lots géographiques) ;

► Passerelle de la Tirounère à Saint Paul de Fenouillet : lancement du marché de maîtrise d'œuvre et des études réglementaires, et reconstruction ;

► Construction de 3 nouvelles passerelles (GR10 et Tour du Capcir) ;

► Poursuite de l'élaboration du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) ;



► Soutien aux actions de création, d'aménagement et d'entretien des sentiers de randonnée auprès des structures intercommunales ;

► Réseau Geotrek Pyrénées-Orientales : poursuite de l'animation du Réseau et mise en œuvre de Geotrek au niveau départemental (élaboration d'un outil partagé avec les structures intercommunales pour la gestion et la valorisation des itinéraires de randonnée, et création d'un portail web rando du Département).

► **SPORTS DE NATURE** : Diagnostic des sports de nature et mise en place d'une Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDES).

## 5) Mer et Littoral

► Projet d'installation d'une station de lavage à flot de carènes de bateaux dans le port de Port-Vendres pour réduire l'apport d'antifouling dans le milieu marin.

### Zoom – Actions phares – Grands chiffres

#### 1) Eau

► Finalisation de l'étude de faisabilité d'un syndicat départemental de production d'eau potable ayant conclu au bien-fondé de la mise en place de cette structure afin de répondre collectivement aux futurs enjeux en matière de gestion de la ressource et d'alimentation en eau potable et à la nécessité de constituer un syndicat d'études et de préfiguration en 2019.

► 226 communes et 25 EPCI accompagnés en eau potable et assainissement aux plans technique, administratif et financier.

► Programme d'eau potable et d'assainissement : financement de 140 opérations pour un montant de travaux de 16 849 933 € et pour un montant total d'aides de 5 214 748 € (3 272 583 € pour le Département et 1 942 165 € en aides de l'Agence de l'eau).

#### 2) Environnement

► Installation de centrales solaires photovoltaïques sur le bâti départemental : objectif d'une puissance cumulée installée de 1 120 kWc et de 760 000 € d'économies.

► Accueil de plus de 16 000 personnes sur le site de TSI via des ouvertures au public (vacances scolaires), et des accueils de groupes et programmes pédagogiques tout au long de l'année.

► Environ 1 200 participants à des activités encadrées proposées dans le cadre de la Fête de la Nature.

► Environ 1 000 élèves participant à des projets éducatifs dans le cadre du programme pédagogique Collèges 21.

► Rédaction d'un guide technique « prise en compte de la biodiversité » à l'attention des collectivités locales.

► Rédaction d'un guide technique « manifestation sportive en milieu naturel » à l'attention des organisateurs.

Réserve marine : 250 jours/an de surveillance, 12 suivis scientifiques, 30 000 visiteurs au sentier sous marin, 2 reconnaissances mondiales (liste verte UICN, GLORES).

Réserve de Nyer : 9 suivis scientifiques, 3 projets de cabanes pastorales, 50 SOS chauve-souris traités, 1 000 personnes sensibilisées durant l'été, 300 élèves accueillis, 135 nichoirs à chauve-souris installés depuis 2011.



Elle est composée de 5 services

- ▶ Service Économie Sociale et Insertion
- ▶ Service Retour à l'Emploi
- ▶ Service Logement habitat et GIP PSL II
- ▶ Service Foncier Rural, Agriculture et Agroalimentaire
- ▶ A noter l'existence d'un Service Relations Entreprises directement rattaché à la directrice de la DIPEL.

### MISSIONS

#### Service Économie Sociale et Insertion

- ▶ Déployer des dispositifs de renforcement des compétences professionnelles des publics
- ▶ Accompagner toute initiative permettant de lever les freins à l'emploi, notamment ceux liés à la mobilité
- ▶ Consolider, développer et professionnaliser les Structures d'Insertion par l'Activité Économique
- ▶ Mettre en œuvre la clause d'insertion sociale dans ses marchés publics et accompagner les collectivités désireuses de s'engager dans une commande publique responsable
- ▶ Mobiliser les entreprises et les acteurs économiques autour de l'insertion professionnelle au travers d'actions sur-mesure
- ▶ Promouvoir l'engagement des entreprises dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

#### Service Retour à l'Emploi (SRE)

- ▶ Chargé de la politique de reprise d'emploi pour le public bénéficiaire du RSA
- ▶ Travailler à la mise en place d'outils accompagnant les personnes en difficulté afin de faciliter leur retour à l'emploi
- ▶ Gérer le dispositif ADRE (Aide Départementale de Retour à l'Emploi) et les frais de mobilités qui constituent un réel levier d'insertion professionnelle durable
- ▶ Développer des parcours de retour à l'emploi sur les filières en tension telles que l'aide aux personnes

#### Service Logement, Habitat et GIP/PSL II

- ▶ Favoriser l'accès et le maintien dans le logement pour tous,
- ▶ Maintenir l'accompagnement social lié au logement (FSL),
- ▶ Lutter contre l'habitat dégradé, la précarité énergétique et favoriser le maintien à domicile,
- ▶ Coprésider avec l'État le Plan Départemental d'aide en faveur de l'hébergement et du logement des personnes défavorisées (PDALHPD),
- ▶ Co-présider avec l'État le Plan Départemental de l'Habitat (PDH)
- ▶ Co-présider avec l'État de la commission des gens du voyage
- ▶ Financer de manière volontariste des logements sociaux parc public et parc privé: construction, réhabilitation, captation de logements privés à vocation sociale. plus tard le 31/12/2020

## Service Foncier Rural, Agriculture et Agroalimentaire

- ▶ Pépinière départementale :
  - Produire et fournir des plants à destination des 226 communes du département et des services du département en interne. Production en démarche 0 phyto.
  - Apporter une aide et un conseil à la conception d'espaces verts auprès des communes ne disposant pas de services espaces verts,
- ▶ Mission Foncier rural :
  - Accompagner les territoires dans leurs projets de maîtrise et d'aménagement foncier rural et PAEN (techniciens et élus),
  - Conduire des opérations formelles d'aménagement,
  - Conduire des opérations formelles de création de PAEN,
  - Suivre des actions engagées sur les PAEN déjà approuvés,
  - Travailler en partenariat avec la Région sur la thématique de la restructuration foncière (AAP régional),
  - Participer aux réunions des instances locales sur le thème du foncier : comité technique SAFER, CDPENAF...
- ▶ Mission Agriculture – promotion agricole :
  - Mettre en œuvre la politique agri-environnementale visant le développement agricole et l'accompagnement de la mutation des filières,
  - Accompagner techniquement et financièrement les porteurs de projets agricoles et agroalimentaires
  - Instruire et gérer plusieurs programmes d'aide à l'investissement à destination des entreprises agricoles, agroalimentaires ou groupements de producteurs,
  - Encourager une activité équilibrée du Département,
  - Accompagner la promotion de la production locale et des circuits courts
  - Développer les actions en faveur de l'agriculture biologique.
- ▶ Service Relations Entreprises :
  - Assurer les transferts/cessions d'actifs découlant de loi NOTRe notamment pour l'Espace Entreprises Méditerranée sur Rivesaltes,
  - Assurer les relations avec les entreprises locataires de l'immeuble, propriété du Département, situé à Rivesaltes,
  - Suivre les structures et plate-formes relevant de la logistique notamment le Syndicat Mixte MP², l'Aéroport, la SAEML en charge du transport combiné.

## RÉALISATIONS

### Économie Sociale et Insertion

- ▶ Pilotage et suivi du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) et du Programme Départemental d'Insertion (PDI)
- ▶ Lancement d'un nouveau marché public (2018-2021) relatif aux actions de renforcement des compétences des bénéficiaires du rSa
- ▶ Suivi des Structures d'Insertion par l'Activité Économique et des projets en émergence (création d'une Entreprise d'Insertion en 2018)
- ▶ Poursuite de la montée en charge de la clause d'insertion dans les marchés publics, en lien avec les Communes, les EPCI, la Région et l'État
- ▶ Poursuite du pilotage du dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise pour les bénéficiaires du rSa.
- ▶ Lancement et pilotage de la 6e « plate-forme emploi BTP »



- ▶ Lancement et pilotage de la 4e promotion de l'action de découverte des métiers par les jeunes intitulée « une filière, des métiers : initiation aux métiers de l'alimentation », en lien notamment avec l'IRFMA
- ▶ Lancement de plusieurs projets permettant de rapprocher le monde de l'économie de celui de l'insertion professionnelle : action « un essai vers l'insertion », parrainages
- ▶ Travail de préfiguration de la future « charte de la mobilité solidaire », avec les acteurs locaux
- ▶ Pilotage de la 6e édition des Trophées RSE, en lien avec les acteurs économiques locaux
- ▶ Suivi de l'étude sur l'évaluation de la politique d'insertion

### Retour à l'Emploi

- ▶ Pilotage et suivi des Eudes d'évaluations des dispositifs CUI et ADRE
- ▶ Large prospection auprès du tissu économique du Département pour dynamiser la prescription des CIE et des PEC
- ▶ Travail partenarial étroit avec les territoires pour l'organisation de Jobdating sur le thème de l'aide à domicile
- ▶ Développement du réseau des employeurs de l'aide à domicile et des EHPAD
- ▶ Délégation à Pôle Emploi de 32 contrats aidés pour l'Education Nationale
- ▶ Suivi des marchés publics insertion professionnelles ( accompagnement personnalisé et individualisé des publics BRSA pendant toute la durée de leurs contrats aidés)
- ▶ Lancement d'un nouveau marché public (2018-2021) relatif à l'actions d'accompagnement des BRSA dans le cadre des contrats aidés
- ▶ Suivi des prescriptions des CDDI dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion

### GIP PSL II (Groupement d'intérêt Public – Politique de Solidarité en matière de Logement) :

- ▶ Gestion du Fonds de Solidarité Logement (volet administratif, comptable et financier) confié au GIP PSL II
- ▶ Soutien aux associations du logement dans le cadre des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL)
- ▶ Animation des instances (Conseil d'Administration, Assemblée Générale, réunions techniques)
- ▶ Evolution du mode de gestion du FSL (budget annexe / régie)

### Logement

- ▶ Financement de la construction de logements sociaux via les bailleurs publics (Office 66, Office Public de la Communauté Urbaine) et bailleurs privés
- ▶ Réhabilitation des logements privés à vocation sociale pour permettre de lutter contre l'habitat indigne, de favoriser le maintien à domicile des personnes en situation de perte d'autonomie et enfin de lutter contre la précarité énergétique (Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » et OPAH)
- ▶ Gestion de la commission CIEL (Commission Insertion Logement)
- ▶ Soutien aux associations de l'hébergement et du logement
- ▶ Mise en œuvre du document programmatique du logement le « Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées » (PDALHPD 2017 - 2013).
- ▶ Mise en œuvre du règlement départemental de l'Aide la Pierre permettant de valoriser l'intervention volontariste du Département.

### DÉFINIR ET STRUCTURER LA POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DU LOGEMENT

- ▶ Réalisation du nouveau Programme Départemental de l'Habitat (PDH) en lien avec la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM)
- ▶ Coordination et suivi du PDALHPD

- ▶ Mise en place du comité des financeurs FSL
- ▶ Recherche de nouveaux partenaires FSL
- ▶ Travail en transversalité avec notamment la DGA des Solidarités et plus particulièrement la DASAD pour améliorer l'articulation de la politique départementale du logement

### Agriculture

- ▶ Mise en œuvre de la politique agri-environnementale départementale, adoptée en mars 2017, en lien avec la réforme de la loi NOTRe et en complémentarité avec la Région
- ▶ Appui au développement de nouvelles formes de commercialisation et transformation (accompagnement la première miellerie collective dans le département, atelier de transformation volailles bio, préfiguration d'un atelier de découpe collectif pour les éleveurs locaux,...)
- ▶ Accompagnement des structures de développement agricole et à la promotion des filières de production (campagne de communication sur les démarches qualité,...)
- ▶ Participation active à la mise en œuvre du Programme Départemental Agricole porté par la chambre d'Agriculture

### Foncier rural

#### PAEN :

- ▶ Accompagnement des communes disposant déjà d'un PAEN, dans la mise en œuvre des actions prévues dans le programme d'action lié ou plan de gestion : communes de Laroque-des-Albères, Canohès/Pollestres, ...
- ▶ Accompagnement de nouvelles communes dans la mise en place d'un PAEN (Alénya, Tautavel, Céret, Canohès – Toulouges - Ponteilla Nyls - Le Soler ...)

#### AMÉNAGEMENT FONCIER RURAL – AFR :

- ▶ Soutien aux opérations de restructuration agricole et viticole (diagnostics territoriaux, animation foncière, recherche de porteurs de projets et prospective)- mesure 16,7 du FEADER
- ▶ Accompagnement technique des territoires (cdc) intéressés par les outils de l'AFR en matière de remise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées (définition d'un périmètre à l'initiative des communautés de communes Albères, Côte Vermeille Illibéris et Sud Roussillon)
- ▶ Consolidation du travail relatif à la mise en place de commissions communales ou intercommunales d'Aménagement Foncier (Estagel/Latour-de-France/Montner, Trouillas, Bourg-Madame, Canohès)
- ▶ Lancement d'une étude d'aménagement en vue d'une opération de restructuration foncière à l'échelle du PAEN de Laroque-des-Albères

### Relations Entreprises

- ▶ Lancement des démarches en vue du transfert de la Zone d'Activité Économique EEM vers PMCU
- ▶ Gestion des entreprises locataires du bâtiment situé à Rivesaltes et propriété du Département
- ▶ Participation à la mise en place de la structure de préfiguration en vue de la création du cluster régional logistique
- ▶ Partenariat étroit avec MP<sup>2</sup>
- ▶ Suivi des plateformes SAEML Perpignan Saint Charles Conteneurs Terminal et de l'Aéroport

## PERSPECTIVES

### Économie Sociale et Insertion

- ▶ Permettre une approche de parcours global (progressivité)
- ▶ Élargir la prescription (renforcement du travail en matière d'insertion professionnelle avec le secteur associatif, notamment dans le champ du logement)
- ▶ Finaliser une « charte de la mobilité solidaire », avec les acteurs locaux



- ▶ Renforcer la collaboration avec le secteur privé : mobiliser les entreprises et acteurs économiques autour de l'insertion professionnelle (économie solidaire, RSE)
- ▶ Dans cette dynamique, finaliser l'étude d'opportunité et déployer si adapté, une plateforme affinitaire en vue de favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires du rSa
- ▶ Rendre lisibles les actions conduites
- ▶ Évaluer l'efficacité des actions conduites

### Retour à l'Emploi

- ▶ Travailler sur la mobilité afin d'optimiser l'intérêt et le financement
- ▶ Impulser les Groupes de Parole d'Analyse et de Pratiques Professionnelles dans les SAAD
- ▶ Déployer la plateforme SAAD -PAPH
- ▶ Lancement d'actions pour optimiser les financements pour les aides aux postes dans les ACI
- ▶ Lancement et Pilotage d'un parcours d'insertion auprès des EHPAD
- ▶ Pilotage des recrutements en PEC sur les EHPAD par vallées.
- ▶ Évolution des critères du dispositif ADRE afin d'optimiser l'usager et le financement.
- ▶ Évaluations des actions conduites

### Logement

- ▶ Être moteur dans l'animation, la coordination et le suivi des outils programmatiques (PDALHPD, PDH)
- ▶ Mettre en place des outils de suivi avec les principaux bailleurs sociaux
- ▶ Anticiper et gérer les changements inhérents aux nouvelles lois logement
- ▶ Création d'une régie d'avance et de recette pour la gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL)
- ▶ Renouveler le marché public relatif au Programme d'Intérêt Général « Mieux se Loger 66 »
- ▶ Accompagner les territoires de l'EPCI Vallespir et Albères Côte Vermeille Illibérés dans la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- ▶ Actualiser le règlement de l'Aide à la Pierre

### Agriculture

- ▶ Engager via la Chambre d'Agriculture et les structures agricoles, la profession en matière d'insertion professionnelle
- ▶ Poursuivre le travail d'études et de simulation (organisationnelle, économique,) préalable à la mise place d'une légumerie sur le territoire et visant à contribuer à l'approvisionnement de la Restauration Hors Domicile, à partir de produits locaux

### Foncier rural

- ▶ Lancement des consultations pour recruter les bureaux d'études en charge de la réalisation des études d'aménagement sur les territoires des communes pré citées
- ▶ Poursuite et développement de nos interventions en matière de foncier rural (projet de restructuration en lien avec les ouvrages routiers, projet aval Villeneuve de la Raho de remise en valeur des terres incultes et constitution d'une commission intercommunale d'aménagement foncier pour les communes d'Argelès-sur-Mer, Elne, Latour-Bas-Elne et Saint-cyprien, ...)
- ▶ Faire approuver la politique départementale en matière de PAEN. Création effective d'un PAEN sur la commune d'Alénya

### Relations Entreprises

- ▶ Finalisation du transfert de la ZAE EEM vers PMCU
- ▶ Création du Cluster Régional Logistique
- ▶ Finalisation des études préalables au lancement d'une nouvelle DSP pour l'Aéroport et réflexion sur sa gouvernance.

## Grands chiffres

### Service Economie Sociale et Insertion :

- ▶ Fonctionnement : 2 073 611 € votés en 2018
- ▶ Investissement : 137 928 € votés en 2018

### Service Retour à l'Emploi :

- ▶ 171 CUI ont été signés : 167 PEC, 4 CIE,
- ▶ Politique de Retour à l'Emploi : 2 610 000 € dont 760 200€ pour le financement d'ETP dans les ACI,
- ▶ 450 000 € pour les frais de mobilités et les aides liées au dispositif ADRE,
- ▶ 229 560€ pour le Marché Public contenant 3 lots.

### Service Logement :

- ▶ Politique du logement 9,1 millions d'euros en 2018.
- ▶ FSL : 3,4 millions d'euros dont 2,7 millions d'euros versés par le Département.
- ▶ Aide à la Pierre : budget 5,7 millions d'euros / construction de 1 000 logements sociaux dont 700 sont directement financés par le Département.
- ▶ Résultats 2018 du financement de la réhabilitation du parc privé / 230 Logements / 366 688 € de subventions

- dont Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » : 201 logements réhabilités pour 334 849 € de subventions et 3,9 millions de travaux TTC.
- OPAH Conflent : 29 logements réhabilités pour 31 839 € de subventions et 633 203 € de travaux TTC.
- FSL : 4 225 aides directes payées représentant 1 919 504 €.

### Service Foncier Rural

### Agriculture Agroalimentaire :

- ▶ 1 217 046 € votés pour la politique départementale de développement agricole
- Investissement : 153 589 € / Fonctionnement : 1 063 457 €



En 2018, la Direction des Infrastructures et Déplacements a exercé ses missions en matière d'infrastructures, qu'il s'agisse des routes, des véloroutes, du port de Port-Vendres, des travaux neufs sur les digues ou de la préparation des chantiers du THD en assistance à la Direction des Systèmes d'Information.

### MISSIONS

#### La Responsable Qualité

Elle est chargée d'accompagner la démarche de progrès de la Direction, de développer la transversalité entre les services, d'assurer la mise en place et le suivi des procédures et de développer la formation interne.

#### Le Service Finances, Marchés et Ressources Humaines (SFMRH) pour les infrastructures

- ▶ Pour la partie financière, il assure le suivi du budget en Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement (incluant la gestion des digues et le port de Port-Vendres) ainsi que la gestion des enveloppes de crédits des opérations et la comptabilité.
- ▶ Pour le suivi des marchés, il est garant de la cohérence des pratiques et du respect des procédures ainsi que de l'exécution financière des marchés.
- ▶ Pour la gestion des Ressources Humaines, il traite les dossiers du personnel de la Direction des Infrastructures et il effectue le suivi du tableau des effectifs, des mobilités, du plan de formation, des rémunérations accessoires.

#### La Direction Adjointe des Investissements

Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques et des projets relatifs à l'aménagement durable des infrastructures linéaires (routes, véloroutes, digues, ouvrages d'art, ...), du port de Port-Vendres et de ce fait, de la maîtrise des coûts, des délais, de la qualité des projets et de l'exécution des travaux.

#### Le Service Maîtrise d'Ouvrage

Ce service assure les missions exercées au titre de la maîtrise d'ouvrage des projets d'infrastructures et des missions transverses pour la Direction des Infrastructures et Déplacements.

#### Le Service Acquisitions Foncières

Ce service est chargé de la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement des infrastructures linéaires (conduite des procédures d'expropriation, négociations amiables, rédactions des actes administratifs,...).

#### Le Service Maîtrise d'Œuvre

Ce service assure les missions de maîtrise d'œuvre : conception des projets d'infrastructures linéaires (routes véloroutes et sécurisation digues de l'Agly) et direction de l'exécution des travaux correspondants (terrassements, chaussées, déplacements des réseaux, équipements de sécurité, aménagements d'environnement et plantations,...).

#### Le Service Ouvrages d'Art

Ce service est chargé de la construction, de l'aménagement, de la gestion, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages d'art supportant les routes départementales (ponts, tunnels, murs de soutènement, grands ensembles de signalisation).

#### Le Service Développement et Expertises Techniques

Ce service assure les missions relevant des compétences départementales d'autorité portuaire à Port-Vendres, ainsi que des missions de maîtrise d'œuvre sur des projets portuaires. Il comporte en son sein le laboratoire routier départemental qui contribue au maintien et au développement du socle de formation technique nécessaire aux personnels techniques de la direction et intervient dans le cadre du contrôle extérieur de la qualité des prestations réalisées par les entreprises de travaux sur les chantiers sur les routes départementales.



**La Cellule Véloroutes Infrastructures de Mobilité Environnement (CVIME)** a en charge le suivi du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE 2016-2022), et assure la promotion et le suivi de la mise en œuvre du schéma départemental des véloroutes 2016-2022 et représente au niveau technique le Département dans les instances partenariales locales, nationales et transfrontalières.

Depuis la fin de l'année 2018, le suivi de la mise en œuvre de la séquence éviter-réduire-compenser relatives aux projets d'infrastructures routières départementales est confié à la CVIME.

### La Direction Adjointe de l'Action Territoriale

La Direction de l'Action Territoriale est garante de la gestion des routes départementales et notamment de leur conservation, de leur entretien et de leur exploitation.

L'organisation territoriale des services est la suivante :

► des unités spécialisées regroupées au sein du **Service Gestion de la Voirie** assurent le soutien logistique, technique, administratif et juridique de la structure et élaborent la politique de gestion de crise, mettent à disposition les compétences de référents en matière de traitement des chaussées, de sécurité routière, de gestion du domaine public et d'entretien des dépendances vertes.

► **Service de contrôle et de suivi des opérations du déploiement du Très Haut Débit** assure le suivi de la bonne exécution des travaux de déploiement du réseau THD et leur coordination avec les programmes d'entretien et d'investissement routier de la DID. Il est organisé territorialement conformément aux implantations territoriales des agences routières.

► **3 Services Routiers Territoriaux** assurent la responsabilité de la gestion du patrimoine routier et la fonction de maître d'œuvre pour les opérations d'entretien, de grosses réparations et de sécurité sur leur territoire respectif. Ils donnent des avis sur les documents d'urbanisme.

Sur le terrain :

► **8 Agences**, réparties sur le territoire au plus près de la population et rattachées aux 3 chefs de services territoriaux, ont pour mission de surveiller en permanence le réseau afin de garantir une utilisation sécurisée et confortable, de mettre en œuvre la politique départementale de façon cohérente en matière d'entretien et d'exploitation, de veiller aux conséquences des projets d'aménagement portés par d'autres collectivités ou privés et à l'utilisation du réseau par les riverains, concessionnaires et autres tiers.

► **1 Unité d'Appui à l'Entretien** intervient comme prestataire de services auprès des agences routières sur l'ensemble du Département pour des activités ciblées (marquage routier, glissières de sécurité, curage de fossés, revêtements localisés de chaussées, élagage par lamier...) et, en fonction de ses disponibilités, pour certaines prestations sur des chantiers d'investissement.

Enfin la Direction de l'Action Territoriale participe à la cellule de veille qualifiée commune au Département et à l'État, cette cellule assurant une veille téléphonique et météorologique 24h/24 pour relayer l'alerte vers les équipes d'intervention des agences ou assurer l'information des usagers après collecte des informations sur les conditions de circulation.

Par ailleurs, la sécurité routière constitue une préoccupation essentielle et constante des services de gestion des routes et cela dans tous les domaines d'intervention. Ainsi, les formations internes « Signalisation temporaire » et « Interventions sur 2x2 voies » sont programmées régulièrement pour permettre aux agents nouvellement recrutés d'acquérir ce savoir faire.

## RÉALISATIONS

### EN MATIÈRE DE PROCÉDURES :

► La Responsable Qualité

- a élaboré le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale du Département, en collaboration avec le Responsable du Service Routier Départemental Montagne, qui a fait l'objet d'une validation par l'Assemblée Départementale le 8 octobre 2018.

- a participé à plusieurs groupes de travail inter-directions (sinistralité, Équipements de Protection Individuelle, Plan de Prévention des Risques Routiers), dont le thème central est la sécurité de nos agents.
- a piloté plusieurs actions de formations internes, à destination de :
  - ▶ 256 agents pour l'obtention de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux,
  - ▶ 88 agents pour prévenir le risque incendie,
  - ▶ 80 agents aux spécificités de la viabilité hivernale,
  - ▶ 16 agents à la conduite des engins de déneigement ou de salage par compagnonnage,
  - ▶ 15 agents à la formation « gestes et postures ».

#### EN MATIÈRE DE ROUTES :

▶ La Direction Adjointe des Investissements a poursuivi les études et les procédures pour la constitution des dossiers relatifs aux grands projets emblématiques du Département (Sécurisation des digues de l'Agly, Requalification du quai Dezoums, Aménagement de la RD 914 entre Port Vendres et Cerbère, ...) et poursuivi la réalisation des travaux de la section Centre de la Rcade Ouest de Perpignan et de nombreux autres aménagements de routes et de véloroutes.

▶ Le Service Acquisitions Foncières a notamment effectué des acquisitions sur des projets structurants tels que la RD 22B Boulevard sud est de Perpignan, la RD 914 entre Banyuls sur Mer et Cerbère, l'EuroVélo8 entre Argelès sur Mer et Sorède, RD612 37 Trouillas et les Dignes de l'Agly. Ce service a formalisé 135 actes administratifs à fin de publication et a fait signer 115 promesses de vente.

▶ Le Service Maîtrise d'Ouvrage a conduit 21 projets qui ont fait l'objet d'études à différentes phases et conduit aux Déclarations d'Utilité Publique des aménagements de la RD 914 entre Port-Vendes et Paulilles, de la déviation de Caldégas à Bourg-Madame sur la RD 30, mais aussi à l'Autorisation Environnementale d'un nouveau Pont sur la Têt sur la RD 900 à Perpignan et Saint-Estève dans le cadre de la Rcade Ouest Section Centre.

Les études préalables relatives à la Zone de Mouillages et d'Equipements Légers de la baie de Paulilles ont été lancées.

Les dossiers transversaux Espace Entreprise Méditerranée et Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan ont également été suivis.

▶ Le Service Maîtrise d'Oeuvre a réalisé de nombreux chantiers parmi lesquels :

- RD 900 Rcade ouest de Perpignan, section centre : doublement de la RD 900 et dénivelation du giratoire de Mailloles avec mise en service de l'itinéraire en juillet 2018
- RD 914 entre Banyuls sur Mer et Cerbère : achèvement des travaux de la section Peyrefite – Cerbère et démarrage des rectifications des grands virages.. Pour cette opération, le Département a obtenu le Grand Prix de l'DDRIM (ex aequo avec la Ville du Havre) des infrastructures pour la mobilité, la biodiversité et le paysage.
- RD 37A Déviation de Villemolaque : achèvement des travaux avec inauguration en octobre 2018
- RD115A La Preste : recalibrage de la voie avec élargissement du pont de Brescany
- RD 612 entre Millas et Thuir : achèvement de la section 2 et démarrage de la section 3
- RD 117 entre Estagel et Maury : achèvement des travaux du programme avec inauguration en septembre
- RD 117 Déviation d'Estagel : travaux préparatoires et déviation des réseaux
- Aire de covoiturage départementale de Saint Assisclé

▶ Le Service des Ouvrages d'Art assure la maîtrise d'œuvre de nombreuses affaires, parmi lesquelles les ponts et les murs de l'aménagement de la RD914 entre Banyuls et Cerbère, ceux du contournement d'Estagel ainsi que les ponts de la rcade de Perpignan.

Dans le cadre de la surveillance, environ 400 ponts et 16 km de murs ont été visités.

90 opérations de réparation de ponts et de murs ont été menées à bien,.



## EN MATIÈRE DE VÉLOROUTES :

- ▶ Réalisation Véloroute entre St Laurent de Cerdans et Arles sur Tech sous maîtrise d'œuvre SMOE
- ▶ Mise en continuité de l'EuroVelo8 et ouverture au public en partenariat avec les trois communautés de communes traversées conduites par la CVIME
- ▶ Participation de la CVIME aux travaux techniques au sein du comité d'itinéraire de la Méditerranée à Vélo (EV8)
- ▶ Poursuite et mise en œuvre du projet transfrontalier BiciTranscat dans le cadre du programme POCTEFA .

## EN CE QUI CONCERNE LE PORT DE PORT- VENDRES :

- ▶ Le Service Développement et Expertises Techniques a engagé la mise en œuvre du programme de développement durable du port de Port-Vendres en réalisant notamment les actions environnementales et des travaux de réhabilitation des infrastructures existantes, et en contribuant à la mise en place de la coopération avec la Commune, la Communauté de communes et l'État pour la valorisation des espaces publics de l'interface Ville-Port. En 2018, le service a conduit la procédure de renouvellement de la concession pour l'exploitation du port tout en assurant en régie les missions de gestion pour l'activité pêche.

## PERSPECTIVES :

### LA PRISE EN COMPTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE :

La Direction des infrastructures et Déplacements est engagée dans une démarche de développement durable en portant une attention particulière aux impacts des travaux à proximité des cours d'eaux, à la gestion des déchets notamment des terres de curage.

La démarche de suivi sanitaire des arbres bordant les routes permet de détecter tout dépérissement et éviter tout accident lié à la chute d'un arbre.

La collaboration entre les différents services en vue de prendre en compte l'entretien et l'exploitation dans la conception de nouvelles routes ou des projets d'aménagement de routes existantes est maintenant bien ancrée dans les pratiques.

L'objectif « zéro phyto » a été complètement atteint avec l'abandon total du recours aux produits phytosanitaires. De nouvelles techniques alternatives sont mises en œuvre avec l'acquisition d'une nouvelle balayeuse aspiratrice utilisée pour le désherbage par brossage. En parallèle, le Département poursuit son action en matière de fauchage raisonné en dotant progressivement les agences routières d'engins spécifiques et en formant les agents aux bonnes pratiques.

Enfin, la Direction des Infrastructures et Déplacements participe activement à définir des actions visant à améliorer la sécurité au quotidien des agents de la route.

## Chiffres clés

En 2018, la Cellule Finances a émis 2822 mandats et 128 titres de recettes. Le nombre de marchés en cours s'élève à 160. Un programme de 9,84 M€ a été mis en œuvre pour la réfection de 940 000 m<sup>2</sup> de couches de surface.

## Mission

# Départementale Développement Durable

### MISSIONS

Elle met en œuvre la stratégie départementale de développement durable qui s'articule comme suit :

- ▶ Démarche interne «le Département Exemplaire» - Renforcer l'exemplarité et l'écoresponsabilité du Département dans ses pratiques et ses activités,
- ▶ Démarche externe «le Département Partenaire» - Accompagner les acteurs du territoire et poursuivre la dynamique territoriale engagée en la matière
- ▶ Chantier transversal – Lutte contre le changement climatique

L'intervention de la Mission Départementale Développement durable est multiple :

- ▶ Conseils, accompagnement, expertise auprès des services et des acteurs du territoire,
- ▶ Soutien financier aux différents porteurs de projets, notamment les collectivités locales,
- ▶ Mise en réseaux des acteurs et animation d'une offre de services à l'attention des collectivités,
- ▶ Pilotage d'actions ou co-pilotage avec d'autres services ou partenaires.

### RÉALISATIONS

#### DÉMARCHE INTERNE

- ▶ Accompagnement des services afin de renforcer l'exemplarité de l'institution,
- ▶ Élaboration du rapport 2018 sur la situation en matière de développement durable de la collectivité,
- ▶ Réalisation du suivi du Bilan Carbone Patrimoine.

#### DÉMARCHE EXTERNE

- ▶ Accompagnement technique, méthodologique et expertise auprès des collectivités pour les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets de développement durable,
- ▶ Animation d'une offre de services à l'attention des collectivités : actualisation de la bibliothèque virtuelle DD, animation de l'offre de formations 2017-2018 et élaboration de l'offre 2019-2020 avec le CNFPT,
- ▶ Animation de démarches de réseaux, à travers les réunions du Réseau Départemental 66 des Agendas 21 et les outils mis en place (organisation de visites de sites, de journées d'échanges techniques sur les démarches de participation, actualisation des outils précédemment créés...).

#### CHANTIER TRANSVERSAL - LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- ▶ Déploiement de la stratégie départementale en faveur de la lutte contre la précarité énergétique : mise en place d'ateliers collectifs sur les territoires, création et diffusion d'outils de sensibilisation à l'attention des ménages fragiles (livrets de jeux pour enfants, mémo conso sur les appareils électro-ménagers, aide à la compréhension des factures d'énergie...), élargissement du repérage et mise en place de nouveaux partenariats (PMSP, CAF,...), réalisation de visites à domicile auprès des ménages vulnérables et mise en place d'un accompagnement ciblé et personnalisé.
- ▶ Poursuite de la mise en œuvre du projet de coopération ECTAdapt sur l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique (rencontres d'acteurs, lancement d'études, mise en ligne du site internet, création d'une exposition itinérante, création d'un outil de diagnostic sanitaire du chêne liège, création de pupitres de sensibilisation sur le site classé de l'Anse de Paulilles...).



## PERSPECTIVES

DÉMARCHE INTERNE : Actualisation du Bilan Carbone Patrimoine et Services du Département

### DÉMARCHE EXTERNE

- ▶ Animation de la nouvelle offre de formations 2019-2020 à l'attention des collectivités,
- ▶ Animation du Réseau Départemental 66 des Agendas 21 avec l'organisation de visites de sites, de journées thématiques et de formations ciblées,
- ▶ Poursuite de l'accompagnement proposé aux collectivités et aux autres acteurs du territoire,
- ▶ Lancement d'appels à projets à l'attention des collectivités, notamment sur la nature en ville et village.

### LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- ▶ Lutte contre la précarité énergétique : poursuite des visites à domicile, création de nouveaux outils de sensibilisation (en particulier sur la qualité de l'air intérieur) et sensibilisation des jeunes,
- ▶ Projet ECTAdapt : finalisation de l'ensemble des actions du projet (rencontres d'acteurs, outils de sensibilisation, outils à l'attention des collectivités...).

## Zoom - Actions phares - Grands chiffres 2018 :

- ▶ Actions du Réseau Départemental 66 des Agendas 21 : 70 participants sur l'année 2018 aux différentes actions du réseau.
- ▶ Offre de formations 2017/2018 à l'attention des collectivités : au total 12 formations proposées, rassemblant près de 140 personnes.
- ▶ Projet de coopération transfrontalière ECTAdapt : budget total de 1.031.678€ dont 558 000€ portés par le Département.
- ▶ Lutte contre la précarité énergétique : 123 nouveaux ménages rencontrés à domicile en 2018 et environ 80 personnes sensibilisées à travers 25 ateliers collectifs.

# Mission

## Politiques Contractuelles et Institutionnelles

### MISSIONS

4 axes de travail :

#### 1-COORDINATION DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES AVEC LES STRUCTURES TERRITORIALES :

Pays Pyrénées Méditerranée, Pays Vallée de l'Agly, PNR Pyrénées Catalanes, futur PNR Corbières-Fenouillèdes, GAL Pays Pyrénées Méditerranée, GAL Pays Vallée de l'Agly, GAL Terres Romanes et Massif des Pyrénées.

Coordination, suivi et apport de conseils administratifs et financiers auprès des territoires ruraux et de montagne, permettant de soutenir des projets de territoire avec des fonds du Département et :

- de l'Europe : programmes Leader (2014-2020) sur les 3 GAL et ATI FEDER (2014-2020) sur le PNR Pyrénées Catalanes et Canigó Grand Site
- sur le Massif des Pyrénées : de la Région, de l'État (FNADT Massif - programme CIMP 2015-2020), et de l'Europe (FEDER Massif - programme POI Massif 2014-2020)

#### 2- COORDINATION DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES AVEC LA RÉGION :

- ▶ Convention de délégation et d'exercice concerté des compétences,
- ▶ Convention régionale avec les territoires de projet (PPM, territoire de PVA, PNR Pyrénées Catalanes - Cc roussillon Conflent),
- ▶ Convention spécifique avec les Parcs Naturels Régionaux,
- ▶ Convention dans le cadre des nouvelles politiques contractuelles régionales 2018-2021 : actions de la Région en faveur de la vitalité des communes et intercommunalités et des Bourgs-Centres d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et en faveur de la vitalité des communes et intercommunalités d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.

#### 3- COORDINATION DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES AVEC L'ÉTAT :

- ▶ Contrats de ruralité Terres Romanes
- ▶ Contrats de ruralité PPM
- ▶ Contrats de ruralité Agly Fenouillèdes
- ▶ Schéma Départemental d'Amélioration des Services au Public (SDAASP)

#### 4- AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC :

- ▶ Mise en œuvre d'une politique publique départementale en matière de services au public comprenant :
  - en interne : des actions de formations, de sensibilisation, l'animation d'une plate-forme d'échange et de mutualisation sur la thématique des services, ainsi qu'un travail de réflexion engagé avec la DGA des Solidarités sur la thématique de l'Inclusion Numérique.
  - en externe : la signature de la convention-cadre avec l'ensemble des partenaires (Région, EPCI, MSAP, prestataires de services), la mise en œuvre des 40 actions du SDAASP, et la mise en œuvre de l'appel à projet annuel « Services au public innovants ».

### RÉALISATIONS

- 1 ▶ Mise en œuvre de la programmation annuelle des PNR, co-élaboration de la charte du futur PNR Corbières Fenouillèdes, captation de crédits massifs et européens (Leader, ATI FEDER et FEDER Massif) pour le Département des PO.



2 ► Élaboration de la convention de la CTEC solidarité territoriale 2018, des conventions régionales territoriales, des conventions régionales Bourg-Centre, appui aux services sectoriels pour le dépôt des dossiers de demande de subvention auprès de la Région et de l'État

3 ► Suivi des maquettes financières des politiques publiques de l'État à travers la préparation et de la gestion des contrats de ruralités et du Contrat Plan Etat Région.

4 ► Validation du SDAASP par la prise d'arrêté par le Préfet le 28 décembre 2017 venant entériner la procédure d'élaboration et les 40 actions du schéma ; la mise en œuvre de la gouvernance avec la Préfecture et l'ensemble des partenaires (Région, EPCI, MSAP, prestataires de services).

Réalisation d'un premier bilan (positif) des actions menées par le Département dans le cadre du SDAASP.

Animation de la plate-forme d'échange et de mutualisation sur la thématique des services et refonte des pages Internet.

Vote et lancement de l'Appel à Projets « Développons les services au public innovants en Pyrénées Orientales ouvert aux communes, EPCI et associations du département.

Préparation de l'Instance de Dialogue et de Concertation avec l'ensemble des partenaires du schéma et proposition de signature de la convention-cadre.

## PERSPECTIVES

Le Département chef de file de la solidarité territoriale doit passer d'une logique d'aménagement du territoire, dont le chef de file est aujourd'hui attribué à la Région, à une politique de développement solidaire des territoires. Il doit ainsi trouver un positionnement face aux nouvelles compétences obligatoires de la Région et du déploiement de leurs politiques territoriales en faveur des territoires ruraux mais également face aux nouveaux programmes (contrats) de l'État. Le Département envisage de mettre en place des contrats d'attractivité avec les intercommunalités.

Travail engagé avec la DSI et la DGA des Solidarités pour l'élaboration et la création d'un Appel à Projets « Services et usages numériques », un chantier prioritaire pour 2019, venant conforter le Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public 2017-2023, mais également le Schéma des Solidarités.

## Zoom - Actions phares - Grands chiffres 2018 :

► 182 357 € de fonds Départementaux ont permis de réaliser :

- 624 081€ de projets « Leader »,

- 342 297 € de projets sur le Massif des Pyrénées,

soit au total 966 378 € de réalisation sur le territoire en 2018 via ces programmes

► PNR Pyrénées Catalanes :

- Dotation statutaire CD66 : 500 307 €

- Actions financées CD66 : 18 033 € pour 55 918 € d'actions

► PNR Corbières Fenouillèdes :

- Dotation statutaire CD66 : 22 660 €

- Actions financées CD66 : 6 600 € pour 60 000 € de prestation pour l'écriture de la charte

► Canigó Grands Site :

- Dotation statutaire CD66 : 180 000 €

► Lancement de l'Appel à Projets « Développons les services au public innovants en Pyrénées Orientales ouvert aux communes, EPCI et associations du département.

► Réalisation d'un premier bilan (positif) des actions menées par le Département dans le cadre du SDAASP.

► Contrats de ruralité : 19 projets votés et 1 824 357,80 € octroyés par le Département sur notre territoire en 2018.

En raison de la réorganisation des services en fin d'année, 2018 a été marquée par le rattachement de la Mission Évaluation des Politiques Publiques à la DGA Ressources et le retour de la Mission Transfrontalier – Europe à la DGA Territoires et Mobilités sous une nouvelle appellation : Direction des Coopérations/Fonds Européens/Ingénierie Territoriale.

### Arrêté Départemental n° 7 922 / 2018

#### ARTICLE 6-2 : LA DIRECTION COOPÉRATIONS, FONDS EUROPÉENS ET INGÉNIERIE TERRITORIALE

Cette Direction est chargée des missions suivantes :

##### Coopérations territoriales

La Direction assure le suivi et la mise en œuvre des politiques et dispositifs européens (POCTEFA, MED, SUDOE, EUROPE) qui s'appliquent sur le territoire départemental, ainsi que le pilotage ou l'accompagnement des démarches de coopérations territoriales (transfrontalière, transnationale, extérieure), mises en œuvre par le Département (partenariat institutionnels, dispositifs financiers dédiés) ou en accompagnement des acteurs locaux.

##### Fonds européens

La Direction assure, en lien avec les Autorités de gestion compétentes, le suivi et la mise en œuvre des Fonds Européens Structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER et FEAMP), les démarches territoriales correspondantes (Programmes de massif, outils de Développement Local mené par les Acteurs Locaux -ATI, LEADER, GALP) ainsi que des Programmes sectoriels gérés directement par la Commission européenne.

Afin de mobiliser au mieux ces dispositifs, la Direction propose un accompagnement en matière d'information et d'ingénierie de projets en externe à tout porteur qui le sollicite (communes et groupements, EPCI, associations, etc.) et en interne pour les démarches sous maîtrise d'ouvrage du Département.

Elle apporte une méthodologie et des outils de gestion de projet auprès des Directions du Département et gère des dispositifs financiers dédiés.

Elle assure en outre l'élaboration d'outils d'ingénierie financière et de suivi des différentes programmations et développe les partenariats et les actions de sensibilisation -diffusion correspondants.

Elle intervient dans le cadre de la gestion du Fonds Social Européen (FSE) pour la convention de subvention globale 2019-2020 en tant que service gestionnaire pour les crédits d'assistance technique.

##### Ingénierie territoriale

La Direction a également pour mission d'assurer la coordination de l'offre d'accompagnement technique développée à destination des communes et de leurs groupements.

Elle a également pour mission d'accompagner les territoires dans l'élaboration de leurs stratégies de développement et d'aménagement. Elle suit pour le compte de l'Institution l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification (SRADDT, SCOT, PLUI, PLU) et de documents-cadre tels que le Plan Départemental de l'Habitat.

Enfin, la Direction comprend l'observatoire économique et territorial qui est chargé de recueillir, d'analyser et de produire des données, des notes d'enjeu et de la cartographie relatives au territoire départemental.

## EVALUATION des POLITIQUES PUBLIQUES

### RÉALISATIONS

La démarche d'évaluation des politiques publiques s'est poursuivie en 2018 :

- Coordination de l'évaluation de la politique Insertion du Département,
- Poursuite du travail sur la formalisation des Politiques Publiques.

### PERSPECTIVES

Dans le cadre de la réorganisation des services annoncée en décembre 2018, la mission évaluation intègrera en 2019 une Direction de l'évaluation, du Conseil en Organisation et du Contrôle de Gestion.

### PROJET DE SERVICE

Développement de l'offre d'ingénierie de projets de la Mission Départementale Transfrontalier / Europe / Innovation. Travail d'équipe mené en 2018 pour finaliser un projet de service abordant les questions de communication, d'ingénierie/accompagnement des acteurs et d'innovation. Présentation collective au DGS des travaux.



### RÉALISATIONS

- ▶ Mise en œuvre des Fonds Européens Structurels et d'Investissement 2014-2020 (FESI)
  - Participation aux différentes instances de mise en oeuvre / informations auprès des acteurs du territoire et accompagnement à la conception des dossiers.
  - Participation aux Comités de programmation régionaux du FSE (subvention globale FSE en tant qu'Organisme Intermédiaire responsable, autres axes du FSE et IEJ).
  - Conception et mise en oeuvre d'une démarche inter-Départements sur l'encadrement communautaire des aides d'Etat- Déploiement de la phase d'accompagnement mutualisée (sensibilisation, formation, testing).
- ▶ Suivi des programmes européens de coopération territoriale (transfrontalière Interreg V-A POCTEFA / SUDOE-MED)
  - Mise en œuvre des projets programmés lors des 2 appels à projets / coélaboration du 3ème appel à projets / conseil et appui aux porteurs de projets dans la conception de leurs candidatures, tant en interne qu'en externe.
- ▶ Développement de la Coopération transfrontalière de proximité
  - Coopération avec la Generalitat de Catalunya : ingénierie de projets commune et relations inter-services ; mise en oeuvre du « Fonds de soutien aux micro-projets sur l'Espace Catalan Transfrontalier » ; mise en oeuvre du projet européen COOPEREM sur la lutte contre les incendies à l'échelle transfrontalière (aux côtés du service Environnement du CD66, du SDIS, de l'ONF, etc.) ; concrétisation du projet Art Pertot (aux côtés de la Direction Culture) : partenariat transfrontalier institutionnel et associatif pour la promotion de jeunes artistes (PO, Catalogne et Baléares).
  - Diputació de Girona – poursuite de l'Accord de partenariat et mise en oeuvre des actions du projet européen ECTAdapt sur le changement climatique.
- ▶ Promotion de la Coopération à l'échelle méditerranéenne
  - Fonds départemental de coopération extérieure – Bassin méditerranéen. 3 projets en cours : UPVD (partenaires au Maghreb : Universités de Chadli Bendjedid El-Tarf, de Tunis et de Cadi Ayyad) – «Leprosa» sur la relation hôtes-parasites et la conservation d'espèces aquatiques menacées (Algérie, Tunisie, Maroc) – IRTS/ADPEP et ANIL (sur place) – Professionnalisation des travailleurs sociaux en charge des enfants des rues (Maroc) – Association Leila et Nawelle (partenaires sur place : AFCA, MCC et AFAD) – «le Genre en questions» ateliers avec 250 jeunes pour faire reculer les stéréotypes Homme/Femme (Maroc).
- ▶ Actions partenariales Jeunesse et Europe
  - Poursuite des actions de sensibilisation des collégiens par les structures locales d'information (animations et expositions dans et hors collèges telle que l'exposition «Décoder les Etoiles» proposée au Palais des Rois de Majorque en novembre 2018).
  - Poursuite des démarches partenariales avec l'UDSIS et l'IDEA et valorisation des actions de l'Union Européenne sur le territoire en collaboration avec le Centre Information Europe Direct sur des thématiques spécifiques : égalité ; citoyenneté ; mobilité ; que fait l'UE dans mon territoire ? ; sensibilisation aux élections européennes de 2019 etc...
- ▶ Veille informative sur les appels à propositions des programmes thématiques de la Commission européenne
  - Suivi des programmes thématiques et des AAP 2018/2019 – Accompagnement du Mémorial de Rivesaltes pour le dépôt d'une candidature ERASMUS + (projet retenu) et de l'IDEA et de l'ASE pour le dépôt d'une candidature au FAMI (projet retenu). Accompagnement toujours en cours de l'Atelier des Barques pour le dépôt d'un projet ERASMUS + en 2019. Conseils auprès de la réserve marine (candidature LIFE+), Développement d'un accompagnement conjoint avec le Centre d'information Europe.

## PERSPECTIVES

► Programmes régionaux FESI : Mobilisation des services de l'Institution pour la programmation 2014-2020 (ingénierie/montage de dossiers). Travail en lien avec les services instructeurs (Région/État) et les partenaires (locaux / autres Départements) notamment sur l'après-2020.

Démarche inter-Départements sur l'encadrement communautaire des aides d'Etat- Déploiement de la phase 3 d'accompagnement individualisée et ciblée (Bons de commandes).

► Programme européen de coopération transfrontalière Interreg V-A POCTEFA :

Conseil et appui aux porteurs de projets dans l'élaboration de leurs candidatures / co-instruction des candidatures / début du travail de conception du prochain Programme POCTEFA.

► Coopération transfrontalière de proximité :

- Avec la Generalitat de Catalunya : Renouveau de l'accord bilatéral de partenariat (pour une durée de 4 ans) ; poursuite du projet européen COOPEREM (lutte contre les incendies – aux côtés du Service Environnement du CD66, du SDIS, etc.) et lancement du projet CONNECT (mobilités transfrontalières – aux côtés de la Région Occitanie) ; relations inter-services et ingénierie de projets commune ; mise en oeuvre du Fonds de soutien aux micro-projets transfrontaliers ; mise en oeuvre du projet Art Pertot (aux côtés de la Direction Culture) pour la promotion annuelle de jeunes artistes originaires des PO, de Catalogne et des Baléares.
- Avec la Diputació de Girona : Finalisation du projet européen ECTAdapt (adaptation au changement climatique – aux côtés de la Mission Développement Durable) ; lancement d'une coopération afin d'adhérer au réseau SITMUN (Service d'Information Géographique permettant la vulgarisation et la mise à disposition de données cartographiques).

► Coopération à l'échelle méditerranéenne : Lancement de l'AAP 2019/2020 FDCE- Bassin méditerranéen. Mobilisation des services / acteurs du territoire lors des appels à projets MED et SUDOE.

► Programmes thématiques / Commission Européenne : Veille/information sur les appels à projets. Accompagnement des porteurs de projets du territoire (publics et privés) : Education nationale, Mémorial de Rivesaltes,

► Actions partenariales Jeunesse et Europe : Poursuite de la sensibilisation à l'Europe à destination de tous publics au moyen d'animations/ateliers/conférences/expositions itinérantes et d'un Escape Game principalement dans les domaines suivants : Environnement, Culture, Sport, Citoyenneté, Santé/Alimentation, lutte contre les discriminations etc....

► Développement de l'offre d'ingénierie de projets de la Mission Départementale Transfrontalier / Europe / Innovation.

► Rapprochement avec l'Eurorégion: diffusion, communication

## Données clés

► Mise en œuvre des Programmes FESI 2014-2020 :

Le montant de crédits FEADER mobilisés dans les Pyrénées-Orientales (hors LEADER) s'élève à près

de 16,6 M€ (1 112 dossiers).

114 dossiers en Pyrénées-Orientales ont pu bénéficier de financements sur le Programme FEDER-FSE : Subvention UE totale d'environ 17 M€.

Parmi ces 114 dossiers, 11 dossiers du Département des Pyrénées-Orientales ont déjà été validés lors de Comités Régionaux de Programmation (CRP) pour un montant total de 3,2 M€ de FEDER.

Approches Territoriales Intégrées (ATI) : plus de 10,4M€ à mobiliser.

FSE-subvention globale : Pour les années 2017 et 2018, plus de 3 500 000 € ont été programmés pour cofinancer une centaine de projets.

► Coopération transfrontalière : 17 micro-projets programmés en 2018 / 1,1M€ de subventions départementales depuis 2008 pour plus de 200 projets. Renforcement des partenariats avec la Generalitat de Catalunya / Diputació de Girona. 4 projets retenus pour la période 2014-2020 dans le cadre du Programme POCTEFA.





# La Direction Générale Adjointe Citoyenneté

Les différents services de la DGA regroupent près de 600 agents et participent à la définition de la ligne stratégique du Département dans le domaine de la citoyenneté. Ils contribuent à la définition des orientations des politiques sectorielles dans le domaine de la culture, du patrimoine, de la catalanité, de l'éducation, de la jeunesse, du sport, de la vie associative ainsi que des questions d'égalité femmes hommes.

- ▶ 315 aides au permis délivrées en 2018
- ▶ 500 jeunes participant à Génération 66
- ▶ 350 sportif récompensés à la soirée des champions
- ▶ 4500 collégiens participant au Plan Départemental d'Education Artistique et Culturelle (PDEAC)
- ▶ 1938 associations inscrites à l'annuaire du Pass66
- ▶ 300 associations inscrites lors de la rencontre départementale de la vie associative
- ▶ 19,1 kilomètres linéaires d'archives conservées, du IXème au XXIème siècles
- ▶ 2 sites UNESCO
- ▶ 303 Monuments Historiques
- ▶ 3 Villes et Pays d'Art et D'Histoire
- ▶ 10 Musées de France

## La Direction Education, Jeunesse et Sports

Cette direction est chargée de l'action politique publique autour de l'éducation, la jeunesse et du sport.

Le service Education Jeunesse assure la gestion des agents techniques des collèges publics du département et soutient les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Le service Sport et Nutrition soutient d'une part, le sport dans le département par le biais de subventions aux clubs et associations sportives et par un contrôle médical des athlètes ; il veille d'autre part, à la qualité des repas qui sont servis aux collégiens et à leur éducation au goût.

Le service Travaux et entretiens des collèges a pour mission principale de garantir la qualité et la sécurité du cadre dans lequel évoluent les collégiens.

Le service Finances et Marchés doté d'un rôle d'expertise et de conseil auprès des services de la DEJS et des collèges publics.

## La Direction Culture Patrimoine et Catalanité

Regroupant la Médiathèque Départementale des Pyrénées-Orientales « Claude Simon », les Sites Historiques et Naturels, le Service des Politiques Culturelles, la Direction Culture Patrimoine et Catalanité œuvre pour la protection et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel du département.

Son activité s'étend de plus à la diffusion de la langue et de la culture catalanes. La Médiathèque Départementale gère les collections de livres, de musique et de vidéo, organise diverses actions en faveur de la lecture publique et assure des formations au sein des bibliothèques municipales. Elle propose de plus des animations autour du livre et incite à la dynamisation des bibliothèques.



DGA : Laurence MORAGAS



600 AGENTS



## La Direction des Archives Départementales, de l'Archéologie et du Centre de Conservation du Patrimoine

La Direction des Archives Départementales assure, d'une part, la diffusion et la mise en valeur du patrimoine écrit du département en collectant, inventoriant et classant des fonds anciens, modernes et contemporains, et d'autre part, la conservation des preuves de l'État de droit permettant à tous les usagers un égal accès aux archives, dans le respect de la loi et des règlements en vigueur.

Le service Archéologie assure, quant à lui, des opérations d'archéologie préventive, conseille et accompagne les collectivités et les associations vers une meilleure gestion du patrimoine archéologique.

### Mission Egalités

Elle élabore de manière transversale le plan d'actions Égalité en accompagnant les différents porteurs de projets en interne comme en externe, puis accompagne sa mise en œuvre ainsi que celle des travaux de l'Observatoire des violences envers les femmes du Département des Pyrénées-Orientales (Odvef 66). Elle sensibilise les services du Département et mobilise ses partenaires sur les questions d'inégalités de genre.

### La Direction de la vie associative et des relations avec les organismes associés

Elle a pour finalité première de rendre lisibles les actions du Département envers le monde associatif. Cet objectif doit s'exprimer par une politique associative de qualité s'articulant autour de 6 axes de développement externes et internes.

L'ensemble des missions de la Direction s'exercent au sein de 5 services et concourent à la valorisation du patrimoine matériel/immatériel et à la diffusion de la culture « pour tous » sur tout le territoire.

### MISSIONS

Les missions principales de la Direction s'articulent autour de 6 axes :

#### I – LA GESTION DES CINQ SITES HISTORIQUES ET QUATRE SITES NATURELS PROPRIÉTÉ DU DÉPARTEMENT

##### 1 - Service des sites historiques et naturels

Le soutien à la protection et la valorisation du patrimoine historique et naturel,

La préservation, valorisation et animation des 5 Monuments Historiques départementaux : le Palais des rois de Majorque, le Château royal de Collioure, le Prieuré de Serrabonna, la Maison de la Catalanité et la Chapelle Notre Dame des Anges auxquels s'ajoute le Château de Castelnou devenu propriété du département en 2018.

L'aménagement, la gestion et la valorisation des quatre sites naturels que sont le Lac des Bouillouses, l'Anse de Paulilles, le Lac de la Raho et le Lac de l'Agly.

##### 2 - Service éducatif des monuments historiques

Il participe à l'élaboration du programme de développement culturel du département et collabore à :

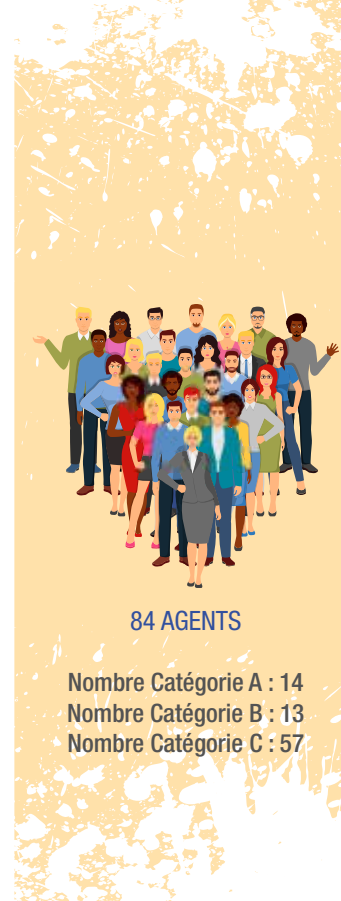
- ▶ l'information en milieu scolaire,
- ▶ la mise en œuvre d'un programme d'activités ( accueil des scolaires, aide aux projets),
- ▶ la conception de documents et de matériels pédagogiques et aux actions de formation des enseignants, sous la responsabilité des autorités académiques,
- ▶ la réflexion méthodologique sur l'action éducative du département, à l'évaluation et à la valorisation d'expériences pédagogiques innovantes.

#### II – LE PATRIMOINE

Le Département des Pyrénées-Orientales recèle un patrimoine exceptionnel de par sa richesse et sa forte identité. Couvrant toute l'Histoire de l'humanité de la Préhistoire à nos jours, il est notamment caractérisé par sa remarquable diversité : patrimoine bâti, immatériel, culturel, paysager et mémoriel. Il est également un indéniable créateur d'attractivité touristique, d'emploi qualifié et de lien social. Malgré de nombreux atouts, les politiques de préservation et de valorisation du Patrimoine doivent aujourd'hui s'adapter à un contexte institutionnel et juridique en évolution et relever les défis du décloisonnement sectoriel, de l'accompagnement des porteurs de projet et d'un aménagement équilibré du territoire. La stratégie patrimoniale départementale répondant à ses enjeux est partenariale (compétence partagée, actions volontaristes) et singulière car elle s'inscrit dans une volonté de promouvoir un développement « accessible à tous », et à en préserver le petit patrimoine de proximité ne bénéficiant par ailleurs d'aucune protection de l'État.

Dans ce cadre il est proposé :

- ▶ Un dispositif de financement en faveur des actions de restauration des monuments et objets classés, des sites Vauban UNESCO (partenariat DRAC – Région) et du patrimoine vernaculaire ne bénéficiant d'aucune protection (avec la Fondation de France).
- ▶ Un soutien financier aux deux démarches d'inscription sur la liste du Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité des Fêtes de l'ours et de la rumba catalane.
- ▶ Un subventionnement en faveur du patrimoine de proximité, de l'archéologie, du Patrimoine maritime, des musées et leurs collections. Dans le cadre de cette politique
- ▶ Un accompagnement de la contractualisation des trois territoires labellisés Grands Sites Régionaux : Collioure en Côte Vermeille, Perpignan Méditerranée, Massif du Canigó.



84 AGENTS

Nombre Catégorie A : 14  
Nombre Catégorie B : 13  
Nombre Catégorie C : 57



► Un soutien en faveur d'une dynamique de projet et de coopération autour de l'histoire de la Guerre d'Espagne, de la « Retirada » et de la seconde guerre mondiale.

► Un suivi des projets de développement des équipements patrimoniaux structurants du territoire préexistants (Musée de Tautavel, Musée d'Art Moderne de Céret, Abbaye Saint-Michel de Cuxa, Mémorial de Rivesaltes) ou créés récemment et à venir (Centre International de photojournalisme, Centre d'Interprétation du Patrimoine Maritime de Port-Vendres, Valorisation de la Cité minière de la Pinouse).

► Un accompagnement technique des porteurs de projets.

### III - LA CULTURE

La politique culturelle du Département se décline de façon volontariste bien au-delà de ses compétences obligatoires en favorisant la présence d'une offre culturelle et artistique diversifiée sur tout le territoire, la création et la circulation des oeuvres, la sensibilisation de tous les publics aux pratiques artistiques, et les partenariats avec les acteurs de la culture. Chacune des actions menées dans ce cadre doit participer de manière pertinente tant à l'épanouissement professionnel des équipes artistiques, qu'à l'épanouissement personnel des individus constituant leur public.

Les aides apportées à l'enseignement, à la création, à la diffusion et à l'animation artistique vont dans ce sens.

La politique départementale en faveur de la culture s'articule autour de deux principaux axes :

- le soutien financier aux acteurs culturels associatifs et institutionnels,
- la collaboration avec les partenaires œuvrant pour la diffusion artistique.

### IV - LA CATALANITÉ

Le Département aux côtés des acteurs institutionnels ou associatifs s'est, depuis plusieurs années, engagé dans une dynamique de préservation et de récupération de la langue catalane et de la culture catalane à travers une série d'actions dont les objectifs sont le développement de l'enseignement du catalan, la promotion de la culture et des traditions populaires, et la diffusion de la langue.

En 2018, le Département soutient l'enseignement en immersion, les classes bilingues mais aussi les cours d'initiation en primaire via une convention avec l'APLEC ; il soutient aussi la création d'outils pédagogiques à travers CANOPÉ.

La politique départementale en faveur du Catalan valorise également les traditions et cultures populaires qui font partie de l'identité catalane, de ce qui fait sa force et notre spécificité.

### V - LA LECTURE PUBLIQUE

La Médiathèque Claude Simon et les bibliothèques du département forment un réseau de 155 lieux de culture, d'échanges et de lien social dans les Pyrénées-Orientales. Pour l'immense majorité des habitants, les bibliothèques sont les premiers lieux de vie, gratuits et ouverts à tous, où l'on se rend régulièrement en famille, avec ses enfants, pour lire ou emprunter un CD, un DVD, à fortiori lorsqu'il n'y a ni cinéma, ni musée, ni théâtre à proximité.

La Médiathèque Départementale assure quatre missions auprès de ce réseau :

- le prêt de documents proposés aux utilisateurs des 155 médiathèques ;
- la formation mais aussi l'ingénierie, le conseil et l'expertise auprès du personnel bénévole ou salarié travaillant dans ces 155 médiathèques ;
- des actions d'animation et de médiation pour mettre les médiathèques au cœur de la vie culturelle des communes, au coeur du quotidien des habitants et attirer de nouveaux publics ;
- des aides financières pour développer les équipements, les collections, les animations et l'informatisation avec le Plan de Développement de la Lecture Publique et des bibliothèques en incitant très fortement les coopérations intercommunales.

### VI - Les subventions diverses

Parties intégrantes d'une politique volontariste, les subventions versées en faveur de la dynamisation et de l'appui au secteur associatif des Pyrénées-Orientales (dotations cantonales, congrès manifestations...) ont un rôle majeur dans les dynamiques locales culturelles, sportives ou autres et sont un facteur indirect de lien social et d'intégration sur l'ensemble du territoire.

Les subventions « Congrès Manifestations » financent de l'événementiel, des festivals, des salons et de multiples manifestations dans différents domaines. En 2018, 59 subventions ont été octroyées pour un total de 130 850 €. Les dotations cantonales sont destinées au fonctionnement des associations et des petits organismes, ce sont souvent de petites structures dans des champs d'activité très variés. L'octroi est à l'appréciation des élus de chaque canton. En 2018, 768 dotations cantonales octroyées pour un montant total de 283 900 €.

## RÉALISATIONS

### 1 – Culture

- ▶ Structuration de la politique culturelle autour de la création, de la diffusion, de l'animation et de l'enseignement artistique.
- ▶ Soutien financier aux acteurs culturels en matière d'arts vivants : théâtre, danse, musique, arts visuels, lecture, conte.
- ▶ Programmation culturelle avec les manifestations 'Cartes blanches', le festival 'Eté 66' et la tournée départementale « Tous au Théâtre »

### 2 - Catalanité

En 2018, une attention particulière continue d'être portée sur l'enseignement du catalan. La 5<sup>e</sup> édition de l'opération TEATRECAT, tournée théâtrale en catalan a permis d'offrir à près de 3 000 élèves de la maternelle à l'université des spectacles vivants en catalan à travers tout le territoire.

### 3 - Lecture publique

Signature d'un contrat territoire-lecture entre le département, la Drac et la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes visant à aider à la structuration du réseau de lecture publique.

Plan de Développement de Lecture Publique et la formation : 23 communes ont bénéficié de plus de 303 767,23€ d'aides départementales votées en 2018.

Le projet emblématique de cette année a été l'inauguration de la Médiathèque de Collioure en septembre 2018.

23 journées de formation auxquelles ont participé plus de 160 animateurs salariés ou bénévoles, sans compter les formations à la carte sur place.

#### ▶ Premières Pages :

En 2018, 1 000 livres ont été distribués dans les 48 relais : 22 médiathèques, 23 consultations de nourrissons dans les Maisons Sociales de Proximité et trois associations partenaires (les relais Bébés Restos du Coeur, l'Association Prévention Pyrénées-Orientales Langage Orthophonie A.P.O.L.L.O. et les Blouses Roses à l'Hôpital de Perpignan). Des actions en soutien des nouveaux relais « Premières Pages » sont proposées par l'association Trois Petits Tours, de façon à initier des « Rendez-vous littéraires des bébés » qui seront ensuite pérennisés. 366 rendez-vous ont eu lieu dans 15 médiathèques (228 rendez-vous) et dans les Maisons Sociales de Proximité (138 rendez-vous).

#### ▶ Le Prix du Livre Vivant (PLV) : de la maternelle à la fin du collège.

Prix départemental de littérature jeunesse, en partenariat avec Canopé et la DSDEN (Direction des Services Départementaux de l'Education nationale), il propose 5 sélections en français et 5 en catalan par tranches d'âge. Pour l'année scolaire 2017-2018 (3<sup>e</sup> édition), 15 074 enfants (dont 2 606 en catalan) étaient inscrits dans 63 communes et 2 480 livres ont été offerts aux collèges et aux médiathèques. 70 classes (dont 20 en catalan) ont bénéficié du dispositif « Un livre, un collégien ».

▶ Lors de la semaine des « Arts au Collège » les 7 et 8 Juin 2018, la Médiathèque Départementale a aménagé un espace lecture pour les collégiens, proposé un atelier créatif sur le pop-up, accueilli et animé les rencontres des classes autour des parcours Conte et Lecture .

▶ La Fête de la Nature le 23 Mai 2018 : une conférence dynamique « Promenons-nous dans les bois » a été proposée à la Médiathèque Départementale par Diane Sorel, une technicienne de la Réserve Naturelle Nationale Forêt de la Massane. Au Palais des Rois de Majorque, la Médiathèque Départementale a participé à la mise en place d'un espace ludique « cultive ton imagination » en aménageant un coin lecture pour les enfants.

▶ La Fête du Livre Vivant (FLV) le 2 juin 2018 ( 17<sup>e</sup> édition) : 3 000 spectateurs sont venus au Parc Clairfont de Toulouges profiter des différentes animations, rencontrer des auteurs et assister aux spectacles de compagnies locales, dont la majorité sont des adaptations théâtrales choisies parmi les sélections de livres du Prix du Livre Vivant.



Au total : 10 spectacles dont 2 en catalan, 3 auteur.e.s de littérature jeunesse dont 1 auteure catalane, 11 ateliers autour du livre et de la lecture dont 6 animés gratuitement par 13 médiathèques municipales et 3 réseaux intercommunaux de lecture publique au sein du « Village des Bibliothèques ».

► Les Journées Européennes du Patrimoine les 15 et 16 Septembre 2018 : prêt d'un espace de lecture pour les jeunes et la famille à la Maison de la Catalanité.

► La Journée d'accueil des Nouveaux Catalans le 6 Octobre 2018 : animation d'un point d'accueil et d'information et d'un atelier créatif (pliages à partir de livres mis au rebut et recyclés).

► Les rencontres d'auteurs : 5 auteur.e.s dont une auteure catalane sont venu.e.s en 2018 à la rencontre de leurs publics : accueils en médiathèques, écoles et collèges participant au Prix du Livre Vivant, dédicaces lors de la Fête du Livre Vivant, rencontre avec les professionnels du livre et de la lecture lors de la matinée « Table ronde autour des auteur.e.s du Prix du Livre Vivant » en Juin.

► Pages Musicales : en 2018, 4 concerts-lectures du Trio Sensible ont été proposées dans 4 médiathèques, autour de l'oeuvre de la poétesse Alfonsina Storni.

► Publics empêchés : La Médiathèque départementale participe à la réflexion sur le « bien vieillir ». Dans le cadre du Schéma des Solidarités, elle a organisé une journée de présentation des outils d'animation aux professionnels travaillant avec les publics empêchés (EHPAD, associations...). Toujours dans l'objectif de transmettre des techniques d'animation, elle a proposé un atelier créatif sur le pop-up au personnel de l'EHPAD l'Oliveraie de Bompas.

#### **4 - les Sites historiques et Naturels**

##### **Au niveau du service des sites historiques :**

► Acquisition du château de Castelnou, fleuron du patrimoine départemental dont l'avenir fait l'objet d'une grande concertation citoyenne, lancée fin 2018. Cette démarche participative permettra ainsi aux acteurs publics, privés, associatifs de construire collectivement un ambitieux projet de valorisation.

► Gestion des dossiers de demande de subvention de fonctionnement en matière de valorisation et de préservation du Patrimoine (musées et collections, recherches archéologiques, édition de revues, patrimoine maritime...).

► Réorganisation du service incluant notamment un diagnostic sur les horaires d'ouverture des sites et les plannings des agents qui a débouché sur de nombreuses modifications appliquées à compter du 1er janvier 2019.

► Mise au point d'un programme global d'aménagement du Château royal de Collioure, en collaboration avec la Direction Logistique des bâtiments et l'ensemble des services intervenant sur le site. Premières réflexions sur un programme global d'aménagement du Palais des rois de Majorque.

► Uniformisation et mise à jour des supports de visite et édition du guide du visiteur du Prieuré de Serrabona.

► Renouvellement du partenariat avec l'Institut Méditerranéen d'Étude et de Recherche en Informatique et Robotique de Perpignan (IMERIR), développement par une équipe de 2 étudiants programmeurs du logiciel pour les tables tactiles du Palais des rois de Majorque, de la Maison de la Catalanité et de Thémis Solaire Innovation, et préparation d'une quatrième table tactile pour l'Anse de Paulilles.

► Obtention de la labellisation Tourisme et Handicap pour le Palais des rois de Majorque (handicaps auditif et mental).

► Renouvellement des d'activités ludiques pour le très jeune public lors d'événementiels à la Maison de la Catalanité (Journées Européennes du Patrimoine).

##### **Au niveau du service éducatif des monuments historiques départementaux**

► Actualisation des documents destinés aux enseignants et aux élèves.

► Actualisation de la page internet et mise en ligne des nouveaux documents.

► Création de nouveaux parcours de visite pour le jeune public au Palais des Rois de Majorque, jeux de piste et carnets d'enquêtes au Château Royal de Collioure et au Prieuré de Serrabona.

## Au niveau des sites naturels

Gestion environnementale et accueil du public sur les sites naturels et notamment :

- ▶ Site classé de l'Anse de Paulilles : poursuite de la gestion différenciée, écologique et écocitoyenne, amélioration de l'accueil des scolaires (plus de 200 classes par an en 2018) et nombreuses animations auprès du grand public, développement de l'activité de la buvette et de la boutique du site notamment via la vente d'en cas salés de qualité et labellisés AB, réalisation d'une série d'événements et d'animations exceptionnels ainsi que d'un beau livre dédié au site pour fêter les 10 ans de l'ouverture du site au public en 2018, contribution au programme transfrontalier ECTAdapt, sur l'adaptation du site au changement climatique consistant à construire une offre de sensibilisation destinée aux publics du site.
- ▶ Site du Lac de la Raho : poursuite de la gestion différenciée et écologique des 50 hectares du site ainsi que de la gestion des 25 à 30 manifestations qui s'y organisent chaque année, mise en concurrence des 5 restaurants de plage qui a permis une nette amélioration de leur intégration paysagère et de leur accessibilité, travaux de reprise du parking de la plage (1ère tranche), mise en place d'une activité de voile pour les scolaires sur le plan d'eau principal via l'UDSIS en septembre et octobre 2018.
- ▶ Site du Lac des Bouillouses : poursuite de la gestion de l'accueil et du transport des visiteurs par navettes (65 000 personnes transportées sur la saison 2018), amélioration des aménagements du site (finalisation aménagement du local technique et de ses abords et préparation de travaux pour 2019), mise en place de visites guidées pour le grand public, notamment en avant et arrière saison.
- ▶ Site du Lac de l'Agly : entretien du site et renouvellement des quelques manifestations qui s'y déroulent chaque année (fête de la nature et raid des collèges), fouilles archéologiques en vue de la création du « Pôle d'activités nautiques et de pleine nature Agly-Fenouillèdes » (réalisées par le service archéologie du Département).

## PERSPECTIVES :

La définition des axes des politiques générales en matière de culture, patrimoine, catalanité et lecture publique est motivée par des actions qui contribuent à un développement à la fois durable et harmonieux du département.

Les objectifs de la Direction sont :

- ▶ Développer la transversalité de l'action culturelle : culture et solidarité, culture et éducation, culture et tourisme, culture et territoire, culture et catalanité.
- ▶ Poursuivre la structuration des politiques en matière de culture, de patrimoine et de catalanité, qui passe par la définition de critères précis .
- ▶ Maintenir des liens avec l'ensemble des partenaires (institutions, bibliothèques, équipes artistiques, acteurs culturels du département et de la région, ...), animer des réseaux, contribuer à développer des partenariats.
- ▶ Développer et soutenir les actions dédiées à la promotion de la langue et des traditions catalanes, notamment en direction du jeune public.
- ▶ Maintenir une politique d'animations culturelles, accessible à tous et le développement de la programmation culturelle départementale
- ▶ Poursuivre le maillage départemental en vue de la structuration de l'offre à partir des bibliothèques intercommunales.
- ▶ Développer l'offre de ressources numériques à partir du portail « médiathèque66 »
- ▶ Poursuivre la mise en réseau informatique des bibliothèques.
- ▶ Poursuivre la démarche de labellisation Tourisme et Handicap et l'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée).
- ▶ Valoriser la mémoire de l'exil Républicain espagnol transfrontalier par l'extension de l'exposition sur la Retirada au Château Royal de Collioure .
- ▶ Poursuivre les actions de formation et soutien ingénieurial au développement de projets de médiation culturelle pour les sites partenaires du Pass Patrimoine 66.

## Grands chiffres :

- ▶ Plus de 15 000 spectateurs ont profité des 44 dates de la programmation culturelle départementale mise en œuvre par le service Politiques Culturelles
- ▶ Plus de 100 artistes ont ouvert leur atelier pour la 15ème édition de « Balade en Terre d'Artistes »
- ▶ Près de 250 organismes subventionnés au titre des programmes Culture et Catalanité
- ▶ Près de 20 expositions sur 4 sites patrimoniaux du Département
- ▶ 1600 dossiers de subventions octroyées par le Département au titre des programmes Culture, Patrimoine, Catalanité, Dotations Cantonales et Congrès et Manifestations
- ▶ 240 700 visiteurs sur les sites historiques
- ▶ 143 000 élèves accueillis dans les Monuments historiques propriété du Département.
- ▶ 13 450 visiteurs ont participé aux Journées Européennes du Patrimoine
- ▶ 999 840 € de recettes sur les sites historiques et naturels (entrées + boutiques)
- ▶ 4 réaménagements de bibliothèques aidés par la MDPO
- ▶ 15 074 jeunes ont participé au Prix du Livre Vivant
- ▶ 3 000 participants à la Fête du Livre Vivant
- ▶ 600 livres remis aux parents dans le cadre de l'opération Premières Pages
- ▶ 120 000 documents prêtés aux bibliothèques du réseau départemental de lecture
- ▶ 254 000 visiteurs sur le site de Paulilles
- ▶ Plus de 1 200 000 visiteurs sur le site de la Raho,
- ▶ 200 000 visiteurs sur le site des Bouillouses



### MISSIONS

#### Éducation

- ▶ Assurer la qualité, la sécurité et le bon fonctionnement des 31 collèges publics du Département
- ▶ Gérer les agents techniques des établissements d'enseignement et les accompagner dans le développement de leurs compétences
- ▶ Soutenir et développer les projets éducatifs des collèges notamment avec le PDEAC (volet projets et volet déplacement vers les 36 sites référencés) et le Plan numérique 66 (9 458 tablettes remises)
- ▶ Organiser les services de restauration des collèges permettant de servir des repas de qualité pour tous et poursuivre l'éducation au goût des enfants
- ▶ Élaborer, négocier, mettre en œuvre et évaluer la programmation annuelle des travaux et des opérations de maintenance immobilière afin d'assurer l'amélioration continue du cadre de vie des communautés éducatives de chaque collège
- ▶ Gérer les priorités techniques, assurer des travaux en régie afin d'assurer la continuité du service public dans les collèges en lien avec la DLB
- ▶ Conseiller et assurer un appui technique auprès des équipes de direction des collèges
- ▶ Suivre les contrats de maintenance et vérifications obligatoires des portes et portails automatiques de l'ensemble des collèges du Département.
- ▶ Suivre les contrôles obligatoires effectués sur les collèges et levées des réserves
- ▶ Suivre les contrats pour les chaudières bois énergie et les nouvelles régulations (collèges Ille-sur-Têt, Pia, Saint André, Toulouges, Thuir, Saint Exupéry, La Garrigole et Elne).
- ▶ Attribuer la Dotation de fonctionnement annuelle des collèges publics et privés.
- ▶ Définir la sectorisation des collèges publics du Département.
- ▶ Assurer un suivi juridique et financier des budgets des collèges publics et de l'ensemble de leurs actes (autorité de certification)
- ▶ Prendre en charge les déplacements scolaires pour les élèves en situation de handicap<sup>2</sup> -

#### Jeunesse

- ▶ Mettre en œuvre la politique jeunesse du Département axée sur le parcours vers l'autonomie et l'engagement citoyen
- ▶ Animer le réseau des structures jeunesse (PIJ, fédérations d'éducation populaire, juniors associations, etc.)

#### Sports

- ▶ Mettre en œuvre la politique sportive du Département axée notamment sur le sport pour tous (accent sur le sport féminin et le sport handi) et le sport santé
- ▶ Animer le mouvement sportif (comités, associations, bénévoles, etc.) et favoriser le développement des pratiques sur tout le territoire
- ▶ Soutenir le sport de haut niveau et les actions du CNEA (Font-Romeu) et mobiliser le sport professionnel (USAP, Dragons, Martin Fourcade) dans le cadre de missions d'intérêt général à destination des plus jeunes



**NOMBRE D'AGENTS**  
Catégorie A : 6  
Catégorie B : 11  
Catégorie C : 38  
+ 340 ATEE titulaires ou stagiaires affectés dans les collèges  
Contrats aidés : 1

## RÉALISATIONS :

### Projets éducatifs

- ▶ Mise en œuvre et renouvellement du plan Départemental d'Éducation Artistique et Culturel
- ▶ Appel à candidatures pour artistes intervenant dans le Plan Départemental d'Éducation Artistique et Culturel
- ▶ Soutien aux projets pédagogiques particuliers et accompagnement du déploiement des tablettes numériques
- ▶ Animation de la plate-forme d'inscription pour les projets pédagogiques dans les collèges : en transversalité avec les autres directions (Europe, environnement...)
- ▶ Participation au Forum « Avenir, métier, passion » organisé par l'AFDET et à la Journée des Ressources Éducatives organisée par CANOPE 66
- ▶ Organisation des Arts au Collège (4 journées au Palais des Rois de Majorque)
- ▶ Refonte des critères de répartition de la Dotation de fonctionnement des collèges publics
- ▶ Modification des critères de calcul de la dotation des collèges privés
- ▶ Modification de la sectorisation des collèges publics

### Jeunesse

- ▶ Soutien des actions menées par les fédérations d'éducation populaire
- ▶ Soutien des nouveaux projets à destination des jeunes du département
- ▶ Soutien des actions menées par les PIJ communaux et intercommunaux
- ▶ Aide au permis de conduire (environ 300 jeunes par an)
- ▶ Révision du dispositif d'aide au permis de conduire
- ▶ Génération 66 : manifestation festive à destination de tous les jeunes a été organisée le 17 juillet 2019 sur le site de la Raho. La formule a été complètement revue cette année avec un nouveau site et de nouvelles activités. La journée s'est articulée autour de 3 thèmes : découverte d'activités nautiques et de sport de plein air, activités artistiques et culturelles et ateliers citoyenneté. Pour cette nouvelle édition nous avons eu la chance de compter Martin Fourcade parmi nous. 500 jeunes ont répondu présent pour la journée.
- ▶ Étude préalable à la mise en place de dispositifs favorisant la participation citoyenne et l'engagement des jeunes.

### Sports

- ▶ Organisation de la 7ème édition du « Raid nature des collèges »
- ▶ Organisation de la 7ème « Soirée des Champions Catalans » selon un nouveau concept « Fêtons les Sports avec nos Champions » avec plus de 600 personnes venues fêter nos 350 sportifs honorés (dont 37 en sport individuel et 313 dans des sports collectifs 6 titres en handisport et 76 titres en sport féminins) et les 18 disciplines sportives fédérales représentées.
- ▶ Poursuite du dispositif « Pass'sport 66 » : aide à la pratique sportive pour les collégiens boursiers
- ▶ Suivi personnalisé d'athlètes à potentiel par l'équipe médicale du centre sport santé
- ▶ Alignement du soutien apporté en faveur de la pratique sportive féminine et masculine
- ▶ Application du critère « aide au déplacement » en faveur du Sport Amateur Elite et Sport Amateur
- ▶ Lancement d'un diagnostic des pratiques handisport sur le territoire
- ▶ Soutien au développement de la pratique des disciplines handisport (handisport et sport adapté)
- ▶ Poursuite de l'utilisation du système dématérialisé « Pass66 » pour les associations (subventions > à 500 €)
- ▶ Gestion de la distribution des dotations aux associations sportives



## Ressources Humaines

- ▶ Organisation du mouvement des personnels ATEE (Adjoints Techniques des Établissements d'Enseignement)
- ▶ Poursuite du plan de formation à destination des agents des collèges et notamment sur le volet restauration scolaire (ex : Plan de Maîtrise Sanitaire, techniques de nettoyage, savoir travailler dans une bonne ambiance, en équipe, etc.)
- ▶ Poursuivre les groupes de travail sur les ATEE avec les syndicats

## Restauration scolaire

- ▶ Définition d'un nouveau modèle économique pour la restauration scolaire permettant d'atteindre les objectifs d'amélioration de la qualité des repas (recours aux produits bio, issus des filières courtes, etc.) depuis la rentrée scolaire de septembre 2018, traduit par :
  - ▶ un tarif unique de demi-pension à 3,30 € le repas,
  - ▶ une revalorisation des montants annuels du dispositif «Chèque Restauration Solidarité» à savoir 170, 220 et 240 €,
  - ▶ la mise en œuvre d'une Charte d'amélioration de la qualité des repas avec les collèges en préparation sur place (impactant le prélèvement au titre du Fonds Qualité passant de 24 % à 20%)
- ▶ Développement des projets pédagogiques et soutien des établissements
- ▶ Poursuite des opérations d'amélioration des conditions de travail et mise aux normes des cuisines : élaboration du marché « équipements de cuisine » en faveur des collèges
- ▶ Déploiement sur l'ensemble des collèges, d'appareils de bio-nettoyage (nettoyeurs vapeur) destinés à la désinfection des locaux cuisine (économie d'eau et de produits lessiviels)
- ▶ Auto-contrôles en cuisine et contre-visites sanitaires après la réception d'un procès verbal établi par la DDPP
- ▶ Poursuite du programme d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et tri des déchets

## Technique

- ▶ Élaboration en concertation avec la DLB du plan pluriannuel d'investissement (PPI) pour la période 2019-2024.
- ▶ Fourniture en complément et/ou en renouvellement de mobiliers de classes, casiers et divers équipements en soutien des actions pédagogiques .
- ▶ Prise en charge et suivi des contrôles et visites obligatoires ERP et pose de compteurs séparés pour les cuisines des collèges.
- ▶ Mise à jour des dossiers techniques amiante (DTA).
- ▶ Opérations significatives de niveau 4 :
  - Jean-Moulin à Arles : Travaux d'investissement, isolation phonique, revêtement de sol, peinture
  - Cerdanya à Bourg-Madame : Travaux de clos et couvert, Faux-plafond, acoustique, peinture
  - La Côte Radieuse à Canet en Roussillon : Menuiseries extérieures bât.E, Peinture, revêtement de sol, électricité, Abri vélo, remplacement des radiateurs électriques vétuste
  - Jean Amade à Céret : Réhabilitation de la plonge, Travaux d'amélioration du cadre de vie, relamping d'une partie des classes et des bureaux par des éclairages led nouvelle génération
  - I. et J. Curie à Estagel : Travaux de clos et couvert bâtiment technologie
  - P.Fouché à Ille sur Têt : Menuiseries extérieures et peinture des logements
  - A.Camus à Perpignan : Restructuration des blocs sanitaires
  - Jean-Macé : Travaux de peinture, faux-plafonds et éclairages et revêtement de sol, remplacement de la chaudière

- J.S. Pons à Perpignan : Aménagement d'un accueil, infirmerie, vestiaires EPS
- La Garrigole : Travaux d'amélioration du cadre de vie, rénovation des logements
- Marcel Pagnol à Perpignan : Restructuration bloc sanitaire garçon, 1ère phase réaménagement de la vis scolaire
- J.Rous à Pia : Extension mur d'escalade
- J. Verne Le Soler : Remplacement des ballons d'eau chaude sanitaire
- G.Violet : Travaux d'amélioration du cadre de vie
- A. et J. Olibo à Saint-Cyprien : Études extension préau, relamping de l'ensemble des classes et des bureaux par des éclairages led nouvelle génération
- Le Ribéral à Saint-Estève : Travaux d'amélioration du cadre de vie
- Jean Mermoz à Saint-Laurent : Menuiseries extérieures, travaux d'amélioration du cadre de vie
- François Mitterrand à Toulouges : Abris casiers, enclos containers, installation d'une nouvelle régulation pour la chaudière bois

## PERSPECTIVES 2019

### Éducation

- ▶ Mise en œuvre dès 2019 du plan pluriannuel d'investissement (PPI) pour la période 2019-2024
- ▶ Lancement de la campagne de contrôle de la qualité de l'air (CQAI) dans les EPLE, objectif 1/01/2020. Définition d'un plan d'action suivant résultats
- ▶ Maintien du volume antérieur d'opérations liées à l'amélioration du cadre de vie des collégiens et des communautés éducatives
- ▶ Poursuite du suivi pour la maîtrise des consommations d'eau potable
- ▶ Prise en charge à terme de l'ensemble des contrats de maintenance des collèges
- ▶ Élargir l'offre pédagogique de la plateforme « projets collèges » (en lien avec la nouvelle contractualisation du PDEAC avec le Rectorat et la DRAC)
- ▶ Développer l'offre de formation pour les ATEE
- ▶ Mettre en place un groupe de travail technique avec les cuisiniers des collèges
- ▶ Participer à l'étude portée par la Chambre d'Agriculture relative à l'approvisionnement local de la restauration collective
- ▶ Engager une réflexion sur la réduction de la pénibilité au travail et notamment réfléchir au renouvellement des chaises (dont le poids est supérieur à 5 kg) au sein des réfectoires
- ▶ Poursuivre le projet sur la gestion des déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des collèges avec un pilotage direct des services de la DEJS
- ▶ Engager une réflexion concernant le déploiement d'un logiciel de gestion de la restauration scolaire à destination des collèges
- ▶ Poursuite du travail de sectorisation des collèges publics
- ▶ Transfert du CIO départemental de Perpignan à la DSDEN

### Jeunesse

- ▶ Réviser les critères d'attribution des subventions aux PIJ, fédérations et associations d'éducation populaire
- ▶ Repenser un dispositif d'aide à la mobilité des jeunes
- ▶ Structurer le réseau des partenaires des politiques jeunesse
- ▶ Lancer la première session de l'Assemblée départementale des collégiens



## Sports

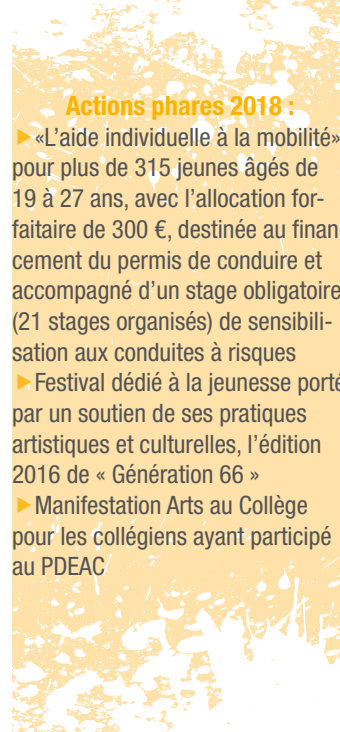
- ▶ Mettre en place une nouvelle forme de soutien en faveur des associations sportives par le biais d'appels à projets d'investissement :
- ▶ Programme Sport Handi : développement des activités sportives en direction des personnes en situation de handicap en renforçant l'accessibilité de ces personnes à la pratique sportive (acquisition de matériels)
- ▶ Programme Sport Mobilité : renforcer les moyens à disposition des associations pour faciliter leurs déplacements dans le cadre de la participation à des compétitions ou manifestations officielles (acquisition de véhicules)
- ▶ Développer le partenariat avec le CNEA-CREPS de Font-Romeu et l'animation du Mouvement Sportif Départemental dans la perspective des JO de Paris 2024
- ▶ Étudier les possibilités d'organisation d' « Olympiades des collégiens » pour la rentrée de septembre 2019
- ▶ Poursuivre le travail de diagnostic de la pratique « sport handi » sur le Département.

## Actions phares 2018 :

- ▶ « L'aide individuelle à la mobilité » pour plus de 315 jeunes âgés de 19 à 27 ans, avec l'allocation forfaitaire de 300 €, destinée au financement du permis de conduire et accompagné d'un stage obligatoire (21 stages organisés) de sensibilisation aux conduites à risques
- ▶ Festival dédié à la jeunesse porté par un soutien de ses pratiques artistiques et culturelles, l'édition 2016 de « Génération 66 »
- ▶ Manifestation Arts au Collège pour les collégiens ayant participé au PDEAC

## Grands chiffres de 2018

- ▶ + de 340 agents du Conseil Départemental sont affectés dans les collèges publics pour assurer l'entretien des locaux et la restauration scolaire de nos enfants
- ▶ Budget de la Direction :  
Chiffres CA 2018 : 11 030 345 € en fonctionnement et 4 027 441 € en investissement  
3 972 821 € montant global des dotations pour les 31 collèges publics, 1 529 173 € pour les 9 collèges privés, 594 054 € affectés à l'utilisation des équipements sportifs par les collèges publics
- ▶ 14 commissions de sécurité passées sur les établissements
- ▶ 598 interventions techniques
- ▶ 1 019 675 € consacrés au dispositif « Chèque Restauration Solidarité » en faveur de près de 5 000 bénéficiaires
- ▶ Près de 122 000 € en 2018 pour le PDEAC, 4 500 collégiens y participent
- ▶ Un budget de 200 000 € a été consacré pour les déplacements vers les équipements sportifs ou pour les transports des sorties scolaires et pédagogiques
- ▶ 439 élèves pris en charge dans le cadre du transport des élèves en situation de handicap
- ▶ Travail de partenariat et soutien financier aux fédérations d'éducation populaire et soutien financier pour 58 projets portés par 20 PIJ du Département pour un coût de 35 380 €
- ▶ 150 associations et comités sportifs conventionnés pour bénéficier des visites médicales au Centre Sport Santé soit 35 disciplines sportives
- ▶ 557 visites annuelles réalisées au Centre Sport Santé : 376 sur Perpignan et 181 sur Font-Romeu
- ▶ Près de 283 dossiers de demandes de soutien traités en faveur du Sport avec 48 comités sportifs, 2 comités scolaires et 174 clubs soutenus financièrement et 183 associations ayant bénéficié d'une dotation (médailles, coupes, T-shirt, casquettes...)
- ▶ 34 manifestations sportives soutenues financièrement et 16 projets sportifs
- ▶ 24 sportifs de haut-niveau soutenus financièrement
- ▶ Soirée des champions : 31 aides individuelles
- ▶ Programme « Pass'sport 66 » : 797 inscriptions (année scolaire 2017 – 2018)
- ▶ Sport scolaire : championnat de France UNSS : 8 associations sportives soutenues



# Direction Archives, Archéologie, Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

La Direction comprend trois services : le Service des Archives départementales, le Service Archéologique Départemental et le Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine, pour un total de 43 agents répartis sur 3 sites à Perpignan et à Paulilles.

## MISSIONS

### 1) Service des Archives départementales

Les Archives ont cinq missions essentielles :

- ▶ **contrôler** : surveillance des archives du secteur public (inspection, conseil, formation et autorisation d'élimination). Il s'agit du contrôle scientifique et technique, exercé par le directeur au nom de l'État ;
- ▶ **collecter** : les archives publiques des administrations et/ou des associations exerçant une mission de service public (Préfecture, Conseil Départemental, communes, notaires, juridictions, établissements de santé, établissements scolaires, etc.), ainsi que les archives privées (familles, associations, architectes, hommes politiques, entreprises, cartes, plans, affiches, cartes postales, etc.) par des dons, dépôt, legs ou achats ;
- ▶ **classer** : analyser les documents collectés et rédiger des instruments de recherche pour faciliter leur consultation ;
- ▶ **conserver** : dépoussiérer, conditionner les documents pour les protéger, assurer leur conservation dans des magasins aux conditions climatiques contrôlées, restaurer et numériser les documents qui le nécessitent ;
- ▶ **communiquer et valoriser** : mettre les fonds à disposition des citoyens cherchant à faire valoir un droit, aux administrations, aux chercheurs et étudiants, ainsi qu'aux généalogistes ; proposer des actions de valorisation et de connaissance culturelle à des publics variés (scolaires, grand public) à travers des activités variées (ateliers du service éducatifs ; programmation Anim'Archives avec conférences, ateliers de paléographie, reliure, enluminure, généalogie, etc. ; expositions).

### 2) Service archéologique départemental

Les missions du Service archéologique départemental consistent à :

- ▶ assurer les opérations d'archéologie préventive sur les projets dont le Département assure la maîtrise d'ouvrage (aménagement routiers, travaux au sein des sites historiques ou lors de la construction de nouveaux collèges) ;
- ▶ réaliser des diagnostics archéologiques et des fouilles préventives pour tout aménageur du département, qu'il soit privé ou public ;
- ▶ conseiller et accompagner les collectivités locales et les associations vers une meilleure gestion du patrimoine archéologique, conciliant les impératifs économiques et touristiques ;
- ▶ communiquer valoriser auprès du public les résultats des recherches par des publications et l'organisation d'expositions, de colloques et de journées de découverte ;
- ▶ animer la bibliothèque archéologique départementale, ouverte au public ;
- ▶ participer, aux côtés de l'État, à la gestion des collections du dépôt archéologique départemental ;
- ▶ participer à l'inventaire du patrimoine archéologique avec le programme de prospection-inventaire des sites archéologiques de la plaine du Roussillon ;
- ▶ favoriser la recherche archéologique avec le développement de fouilles programmées et de projets collectifs de recherches, comme les fouilles actuellement en cours à Elne.



#### NOMBRE D'AGENTS

Catégorie A : 10

Catégorie B : 8

Catégorie C : 25



### 3) Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

- ▶ Plan-Objet66 : inventaire exhaustif des églises et de leur mobilier, accompagné d'une évaluation sanitaire et de préconisations d'interventions de conservation avec des niveaux d'urgence ; traitements de conservation in situ ; valorisation du patrimoine ; formations pour les bénévoles gestionnaires d'édifices (entretien et manipulation du mobilier, orfèvrerie et textiles) ;
- ▶ conseils et actions auprès des communes pour préserver le patrimoine mobilier ;
- ▶ restauration de sculptures, retables et peintures.
- ▶ Patrimoine maritime : connaissance, conservation, restauration et valorisation de ce patrimoine ; encadrement des associations de bénévoles et de jeunes en formation à l'Atelier des barques de Paulilles.

---

## RÉALISATIONS 2018

### 1) Service des Archives départementales

Les Archives départementales ont assuré la continuité de leurs missions courantes de collecte, de conservation, et en particulier de conservation préventive (surveillance des fonds, conditionnement, restauration, numérisation), de classement ainsi que de communication et de valorisation auprès du public.

Parmi les réalisations notables de l'année, on peut souligner :

- ▶ la poursuite de l'étude de faisabilité pour la construction d'une extension du bâtiment des Archives et de l'Archéologie ;
- ▶ le démarrage du récolement physique et sanitaire des 19 km linéaires d'archives conservés ;
- ▶ la restauration de fonds anciens remarquables : registres de notaires des XIVe-XVe s. et de parchemins de l'hospice d'Ille des XIIIe-XVe s ;
- ▶ la collecte de fonds privés (achats, dons, dépôts), parmi lesquels le fonds de la famille Bausil et des photographies inédites de la Retirada.
- ▶ le démarrage de la collecte de témoignages oraux avec François Bernadi, peintre de Collioure, qui a fait don de ses archives ;
- ▶ la réalisation d'une étude sur l'archivage électronique afin de répondre au défi de la dématérialisation de l'administration et de la collecte de ces nouvelles archives ;
- ▶ pour Anim'Archives : l'organisation de plusieurs manifestations exceptionnelles, telles que la reconstitution de l'opéra comique GÉRARDO du fonds Bonaventure PETIT dans le cadre d'Été 66 et la commémoration du bicentenaire de la naissance du musicien catalan Georges BOUSQUET ;
- ▶ les commémorations du centenaire de la Première guerre mondiale ont donné lieu à plusieurs actions notables : l'organisation d'un colloque sur la fin de la Grande Guerre, la publication d'un deuxième volume des conférences des Archives consacré à ce sujet, et l'intégration de la base de données nationale Grand Mémorial qui recense l'ensemble des états signalétiques et des services des soldats (1887-1921).

### 2) Service Archéologique Départemental

L'année 2018 a été en grande partie consacrée à la fouille archéologique préventive des nécropoles de l'Horto, sur la commune de Caramany, réalisée préalablement à l'aménagement d'une base de loisirs et de pleine nature. Cette opération, d'une ampleur exceptionnelle, a permis l'étude de trois cimetières avec près de 300 tombes couvrant l'ensemble du Moyen Âge. Les découvertes de ce chantier, qui devront être confirmées lors de la phase d'étude, s'annoncent comme inédites. L'investissement du Département sur ce site a été valorisé avec l'organisation d'une journée portes-ouvertes pour le public et l'accueil exceptionnel des scolaires du Fenouillèdes autour d'ateliers spécifiques.

L'année a également été marquée par la poursuite de la fouille programmée du plateau des Garaffes à Elne, devenue la vitrine du service et qui bénéficie d'un partenariat étroit avec l'Université de Perpignan. Cette fouille, réalisée tous les étés, permet d'accueillir des étudiants venus se former à l'archéologie de terrain. Cette opération a permis de mettre au jour les vestiges de la cathédrale primitive mais aussi tout un quartier d'habitat du second âge du Fer.

Les actions autour de la gestion du dépôt archéologique départemental ont permis la restauration et la sauvegarde de nombreux objets archéologiques, importants pour l'histoire du département. Le service anime également une bibliothèque archéologique départementale, l'une des plus importantes de la région, ouverte tous les jours au public. En 2018, 599 étudiants et chercheurs y ont été accueillis.

### 3) Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

L'année a été marquée par la nomination d'un nouveau chef de service en janvier 2018 (Isabelle Jubal-Desperamont). L'exposition réalisée à Notre-Dame des Anges « Autour d'une œuvre restaurée, le retable de la Renaissance de Valcebollère » a été un point fort dans l'activité du Centre (3 152 visiteurs), de même que le « Vire Vire de Caractère », rencontre de voiles latines organisée à Paulilles par l'Atelier des Barques (52 bateaux présents).

Le recensement du mobilier des églises a concerné 11 communes, soit 16 édifices ; les opérations de conservation ont été réalisées dans 10 communes, soit 12 édifices (interventions faites par des intervenants extérieurs) ; 6 études préalables à restauration ont été réalisées (dont 4 sur des retables) ; 14 objets (sculptures, peintures sur toile) ont été restaurés au Centre et 5 autres commencés. Une collection d'ex-votos en cire de Formiguères a été traitée et réinstallée dans sa chapelle. Ainsi, 13 communes ont été concernées par les restaurations. Le centre a été sollicité de nombreuses fois pour des constats d'état ponctuels sur des objets.

Les actions diverses de conservation (mise en sécurité, actions ponctuelles de préservation) ont concerné 7 communes, ainsi que le Musée d'Art Moderne de Céret et la « Sanch » pour la préparation des misteris portés en procession.

Dans le cadre des actions de valorisation, le Centre a continué d'assurer l'accueil de stagiaires et de groupes pour des visites ponctuelles ainsi que pour les Journées du patrimoine. Le rayonnement du CCRP a été assuré par la participation à 11 conférences et 3 colloques.

Pour le patrimoine maritime, la motorisation des barques « L'Escapada », mise à disposition auprès du parc des Dosses, et « la Mouette », déposée auprès de l'association Bonança, a été achevée. La restauration du « Charlemagne », commencée en juillet 2017, a été poursuivie ainsi que le travail d'entretien et le suivi de la collection de bateaux entreposés à Paulilles et l'aide technique aux associations présentes sur site.

L'Atelier des barques a assuré sa mission de transmission, par la formation d'une apprentie, l'accueil de 15 stagiaires et 6 Scouts de France dans l'année et la poursuite du partenariat avec le Centre d'Education Renforcée de Port-Vendres qui a permis de recevoir 12 mineurs dans le cadre d'un projet de réinsertion.

Le travail sur le projet environnemental d'éco-navigation s'est poursuivi, avec l'expérimentation d'une motorisation électrique rechargée par des panneaux solaires et un hydrogénérateur sur la « Samarcande ». Il a donné lieu à la mise en place de partenariats avec le Lycée Rosa Luxembourg et l'école d'ingénieurs Sup'EnR de Perpignan.

L'Atelier des barques, inscrit dans un réseau actif, a continué à suivre les comités scientifiques pour la restauration du pailebot Miguel Caldentey. Il a accueilli la journée d'étude du réseau des musées maritimes de Catalogne. L'Atelier était également présent à « Escala à Sète » et à « Banyuls fa temps ». Dans le cadre de ses actions de valorisation, trois expositions en lien avec la mer ont été montées à l'Atelier des Barques. L'Atelier a encore reçu 28 000 visiteurs cette année.

## PERSPECTIVES 2019

### 1) Service des Archives départementales

L'année 2019 sera marquée par la poursuite du projet d'extension du bâtiment des Archives et de l'Archéologie : après validation d'un scénario de faisabilité par les élus, le travail sur la programmation sera amorcé.

Toujours dans la continuité des missions du service, les actions en matière de collecte et de conseil aux services producteurs se poursuivront. La préparation de la mise en place d'un système d'archivage électronique et le travail de préparation de futurs versements d'archives électroniques sera amorcé avec plusieurs services du Conseil départemental.

Les chantiers de conservation des collections (conditionnement, restauration, numérisation) seront continués, de même que le récolement des fonds.

Le service participera aux commémorations du 80e anniversaire de la Retirada, en organisant une conférence dans le cadre de sa programmation Anim'Archives, mais aussi en mettant à disposition



du public, sur internet, des fonds d'archives et de photographies. Un travail documentaire important sera réalisé en partenariat avec la Ville d'Argelès-sur-Mer et son Mémorial du Camp d'Argelès-sur-Mer.

La programmation Anim'Archives s'inscrira également, en mars, dans les manifestations du Département organisées pour la Semaine des droits des femmes, avec une conférence d'histoire et de sociologie sur les représentations de la prostitution.

Les actes du colloque de novembre 2018 sur la fin de la Première guerre mondiale paraîtront dans le courant de l'année.

Le service est partenaire d'un projet sur la Catalogne carolingienne « CATCAR », dont la candidature sera présentée dans le cadre du dernier appel à projets POCTEFA, et qui consiste en une édition numérique de la Catalogne carolingienne (base de données indexée et géolocalisée) et en la mise en œuvre d'actions pédagogiques innovante grâce aux nouvelles technologies de réalité augmentée.

## 2) Service archéologique départemental

L'année 2019 sera en grande partie consacrée aux opérations de post-fouille après 3 ans de fouilles quasi-interrompues. Cela concerne essentiellement les analyses, les études et la rédaction des rapports des fouilles du Château royal de Collioure et des nécropoles de l'Horto à Caramany.

Le mois de juillet 2019 sera consacré à la poursuite de la fouille programmée du plateau des Garaffes, aux abords de la cathédrale d'Elne. Le déplacement du monument aux morts, prévu ce printemps, va permettre l'extension de la fouille et le dégagement de la partie orientale de la cathédrale primitive.

Cette année, un effort important sera réalisé en direction de l'inventaire du patrimoine avec l'organisation de nombreux stages de prospections archéologiques, menés principalement sur les zones constructibles de la plaine du Roussillon.

En 2019, seront également publiés les actes du colloque « L'archéologie au village. Le village et ses transformations, du Moyen Âge au premier cadastre », organisé par le Département, l'Université de Perpignan et la DRAC en 2017, dans un numéro spécial de la revue Archéologie du Midi Médiéval.

Le service prendra également en charge la réalisation de plusieurs diagnostics d'archéologie préventive en prévision de les projets dont le Département assure la maîtrise d'ouvrage, tels que l'élargissement du lit mineur de l'Agly, le contournement sud de Cabestany, la déviation de Port-Vendres, la déviation de Céret - secteur du viaduc.

Enfin, les autres missions du service (gestion des collections, animation de la bibliothèque archéologique, conférences, etc.) seront poursuivies.

## 3) Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

Les actions du Plan-Objet 66 programmées pour 2019 prévoient le recensement sur 11 communes, des opérations de conservation sur 15 communes, et la restauration de 26 objets, dont 2 retables, ainsi que plusieurs études préalables.

L'organisation de journées d'étude pour les conservateurs des Antiquités et objets d'art et chargés d'inventaire est prévue dans l'année. Des conventions de partenariat avec les différentes institutions partenaires du Centre doivent être mises en place ou renouvelées.

Pour le patrimoine maritime, sont prévus l'achèvement de la restauration du Charlemagne, la poursuite de l'entretien de la collection de barques ainsi que du projet d'éco-navigation. La réalisation du roof pour le pailebot Miguel Caldenty et la mise en chantier d'un bateau classé Monument historique sont programmées.

Pour le volet transmission, l'apprentie en charpente de marine de l'Atelier terminera sa formation, l'accueil d'un nouvel apprenti pour prendre sa suite est envisagé. Le projet d'insertion de 12 jeunes délinquants du CER de Port-Vendres se poursuivra, de même que la mission d'encadrement des associations qui restaurent leurs propres bateaux.

Trois nouvelles expositions seront présentées au cours de l'année.

Les différents partenariats institutionnels et associatifs, français et internationaux, seront poursuivis sur les projets en cours : comités scientifiques pour la restauration du Miguel Caldenty (transfert jusqu'à Port-Vendres, armement), partenariat avec le musée maritime danois Limfjordsmuseet (projet Erasmus), participation au Réseau des Centres Maritimes du Grand Golfe et au projet d'enseignement de la navigation à la voile latine dans la perspective d'un classement UNESCO.

## Zoom - Actions phares -

### Grands chiffres

#### 1 - Service des Archives

##### départementales

- ▶ Entrées de documents (uniquement archives publiques du CD66) : 23 ml
- ▶ Nombre de documents communiqués en salle de lecture : 16 952
- ▶ Nombre de recherches par correspondance instruites : 1090
- ▶ Mise en ligne des ressources numérisées consultables : 27 099 189
- ▶ Visites sur le site internet : 48 259
- ▶ Public Anim'Archives (conférences, ateliers) : 2002
- ▶ Public Journées du patrimoine : 227
- ▶ Service éducatif (scolaires accueillis) : 1217
- ▶ Fréquentation totale des Archives départementales (salle de lecture, service éducatif, activités culturelles) : 3914

#### 2 - Service archéologique départemental

- ▶ Fouilles archéologiques préventives des nécropoles de l'Horto, sur la commune de Caramany : 300 tombes découvertes
- ▶ Journée portes-ouvertes des fouilles de Caramany : 680 visiteurs
- ▶ Accueil bibliothèque : 599 étudiants et chercheurs.

#### 3 - Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

- ▶ Nombre d'édifices concernés par des opérations de recensement, de conservation-restauration et de mise en sécurité : 21
- ▶ Nombre de communes concernées par des opérations de conservation et restauration : 13
- ▶ Nombre de barques restaurées par l'Atelier des barques : 2
- ▶ Nombre de visiteurs de l'exposition sur le retable de Valcebollère à Notre-Dame des Anges : 3 151
- ▶ Nombre de bateaux présents lors du « Vire vire de caractère » à Paulilles : 52
- ▶ Nombre total de visiteurs accueillis (Atelier des barques + CCRP) : 31 386
- ▶ Nombre total d'expositions organisées : 4

## Mission Égalités

Suite à la réorganisation de l'administration départementale en 2016, la mission Égalité élabore le plan d'actions Égalité de manière transversale, accompagne sa mise en œuvre et développe des actions de formation/sensibilisation à la lutte contre les inégalités de genre pour tous et toutes.

En 2018, elle a organisé la 9<sup>e</sup> édition de la Semaine des droits des femmes, la 10<sup>e</sup> journée de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et la 6<sup>e</sup> édition du concours vidéo « Buzzons contre le sexisme » en partenariat avec la plateforme de ressources éducatives pour l'égalité des sexes Matida.education ainsi qu'avec les structures jeunesse du département.

Elle a contribué aux travaux et à l'animation des groupes projets dans le cadre de l'Observatoire des violences faites aux femmes du Département des Pyrénées-Orientales (Odvef66).

Elle a également mis en place diverses séquences de sensibilisation sur l'éducation à la lutte contre les stéréotypes sexistes, et a accompagné techniquement des services civiques sur cette thématique.

Elle a organisé des sessions de formation interne et externe sur l'analyse des situations professionnelles en matière de prévention des violences, du harcèlement et des conduites à risque chez les adolescent-e-s et jeunes adultes.

Elle a soutenu techniquement et financièrement des associations œuvrant pour la promotion de l'égalité femmes-hommes et la lutte contre toute forme de discrimination, et a développé le pôle ressources Égalité du Département par l'acquisition d'outils pédagogiques.

### RÉALISATIONS ET ACTIONS PHARES 2018

- ▶ Mise en œuvre du calendrier des événements Égalité et droits des femmes (« l'égalité femmes-hommes, c'est toute l'année »).
- ▶ Dans le cadre de l'animation de l'Observatoire des violences envers les femmes du département des Pyrénées-Orientales (Odvef66) : mise en œuvre, à titre expérimental et dans le cadre d'un projet d'étude universitaire, de séance d'hypnose thérapeutiques à destination de femmes victimes de violences – animation des groupes de travail avec le comité des usagères – diffusion d'outils d'information à destination des femmes victimes de violences conjugales (affiches et dépliants) – réalisation et restitution d'une enquête départementale sur les violences subies au cours de la grossesse et de la vie – mise en place d'un cycle d'ateliers d'autodéfenses féministe – organisation d'une séquence de sensibilisation en direction des professionnel.le.s sur le repérage et l'accompagnement des femmes en situation ou à risque prostitutionnel dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences envers les femmes.
- ▶ Réalisation du rapport 2018 sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes intéressant la collectivité.
- ▶ Signature de la convention pour une communication publique sans stéréotype de sexe (le Département / Haut Conseil de l'Égalité entre les femmes et les hommes)
- ▶ Organisation de deux sessions de formation sur la prévention des violences des jeunes, des discriminations et du harcèlement en milieu scolaire et éducatif.
- ▶ Animation du pôle ressources Égalité et réalisation d'un catalogue dédié à destination des publics collèges.

### PERSPECTIVES 2019

- ▶ Promotion d'une communication publique sans stéréotype de sexe par la diffusion du guide de recommandations et par la mise en place de sessions de formation en interne puis d'ateliers de sensibilisation en direction des publics scolaires en externe.
- ▶ Développement d'actions favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité ; conception d'un plan de formation/sensibilisation des élu.e.s et des agent.e.s aux enjeux de l'intégration de l'égalité femmes-hommes en interne et dans les politiques publiques.
- ▶ Accompagnement d'actions de prévention des violences sexistes et du harcèlement en milieu scolaire dans les collèges ; animation d'ateliers sur l'égalité filles-garçons et la lutte contre les stéréotypes sexistes.
- ▶ Renforcement du partenariat avec les différents acteurs locaux œuvrant pour l'égalité femmes-hommes, les droits des femmes et plus largement la lutte contre toute forme de discriminations.



## Direction de la Vie Associative et des Relations avec les Organismes Associés

Cette Direction a pris la suite de la direction transversale des associations. Outre les attributions traditionnelles de cette Direction elle poursuit des missions en direction des organismes associés non associatifs.

### MISSIONS

La Direction a pour finalité première de rendre lisibles les actions du Département envers le monde associatif. Cet objectif doit s'exprimer par une politique associative de qualité s'articulant autour de 6 axes de développement externes et internes.

#### En externe :

1. Développer de nouvelles formes de partenariats
2. Assurer une mission d'accompagnement des associations
3. Coordonner l'action des associations du département

#### En interne :

1. Renforcer la connaissance du secteur associatif
2. Harmoniser les pratiques internes des services du département
3. Développer une mission de conseil technique interne



#### NOMBRE D'AGENTS

Catégorie A : 3

Catégorie B : 2

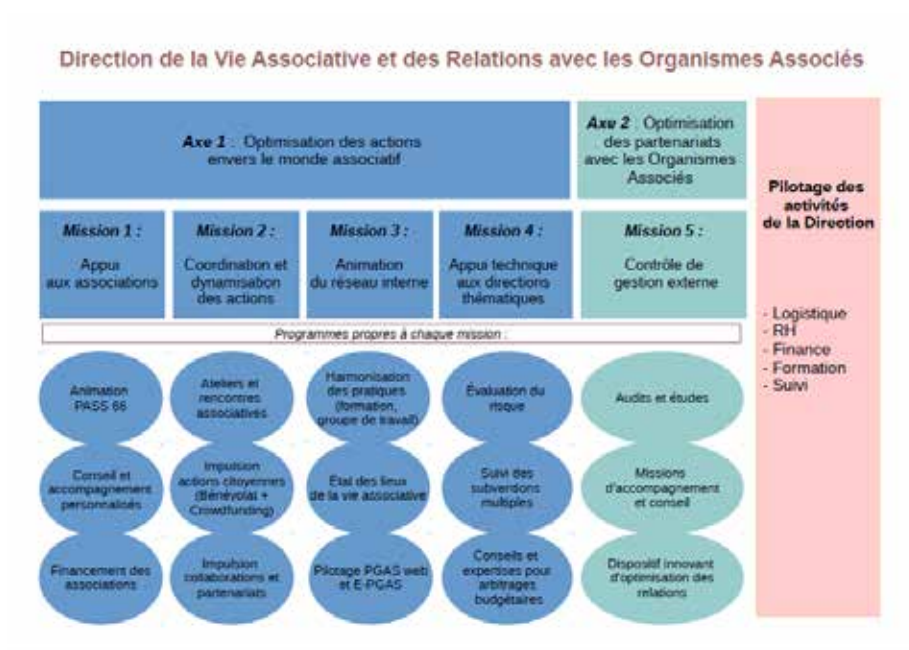
Alternant : 1

Services Civiques : 2

Elle est également saisie de missions ponctuelles vis à vis des organismes associés :

- Mission étude/audit à la demande
- Mission accompagnement à la demande
- Mission de conception, suivi et animation d'un dispositif innovant d'optimisation des relations avec les Organismes Associés

Ci-joint un visuel récapitulatif des missions :



## RÉALISATIONS

La direction a mis en place des dispositifs et rempli un certain nombre d'objectifs fixés et formalisés dans sa feuille de route. Parmi les principaux chantiers menés à bien il faut citer :

### En externe :

- ▶ Organisation d'événements pour les associations: 2 ateliers thématiques (financements bancaires et réunion de rentrée en septembre 2018) ,
- ▶ Une journée autour du bénévolat et du crowdfunding en juin 2018 qui ont été très suivis.
- ▶ Gestion et animation d'un accueil téléphonique et physique pour les associations
- ▶ Installation du portail Pass 66 comme un outil incontournable du monde associatif dans le département
- ▶ Développement de l'annuaire des associations (de 1000 inscriptions à 1900 janvier 2019, objectif 2500 à terme)
- ▶ Développement d'un réseau d'associations partenaires destinées à améliorer la performance de la gestion des associations
- ▶ Mise en place d'une newsletter à destination des associations inscrites à l'annuaire
- ▶ Poursuite des travaux relatifs à une étude de la vie associative départementale
- ▶ Accompagnement organisationnel du Musée de Céret
- ▶ Accompagnement organisationnel du Parc Naturel Régional
- ▶ Mission d'étude des relations Parc/Département
- ▶ Audit du CAUE

### En interne :

- ▶ Harmonisation des pratiques internes de traitement des dossiers de subvention
- ▶ Mise en place du nouveau Epgas : formation et accompagnement au changement
- ▶ Accompagnement de la cellule Fonds Social Européen du département dans sa mission de contrôle interne
- ▶ Poursuite des audits préalables avant conventionnement des Services d'aide à domicile.
- ▶ Développement et amélioration du dispositif d'évaluation du risque pour les associations les mieux subventionnées
- ▶ Participation aux travaux sur les aides d'État.

## PERSPECTIVES

### Crowdfunding :

- ▶ Lancement concret de ce dispositif innovant sur quelques dossiers .

### Dynamisation du bénévolat :

Plusieurs actions vont être lancées autour de cette thématique :

- ▶ Structuration progressive de l'espace bénévolat constitué d'une plate-forme sur le site Pass 66 pour rapprocher l'offre de la demande et d'un espace documentaire complet autour de cette thématique.
- ▶ Actions de communications et d'informations à partir de la rentrée scolaire 2018/2019 avec l'appui de services civiques afin de présenter les conceptions modernes du bénévolat.
- ▶ Actions diverses sur ce thème en lien avec les politiques publiques qui sont de la responsabilité du département (jeunesse, collégiens, insertion, personnes âgées et handicapées...)

### Missions auprès des organismes associés :

- ▶ Poursuite des missions en cours auprès du Parc Naturel Régional, du CAUE, synergie EPCC de Céret et autres associations muséales, autres missions qui seront demandées.
- ▶ Travaux de mise en place d'une plate-forme d'échanges entre les organismes associés et le Département.



### Missions de contrôle externe :

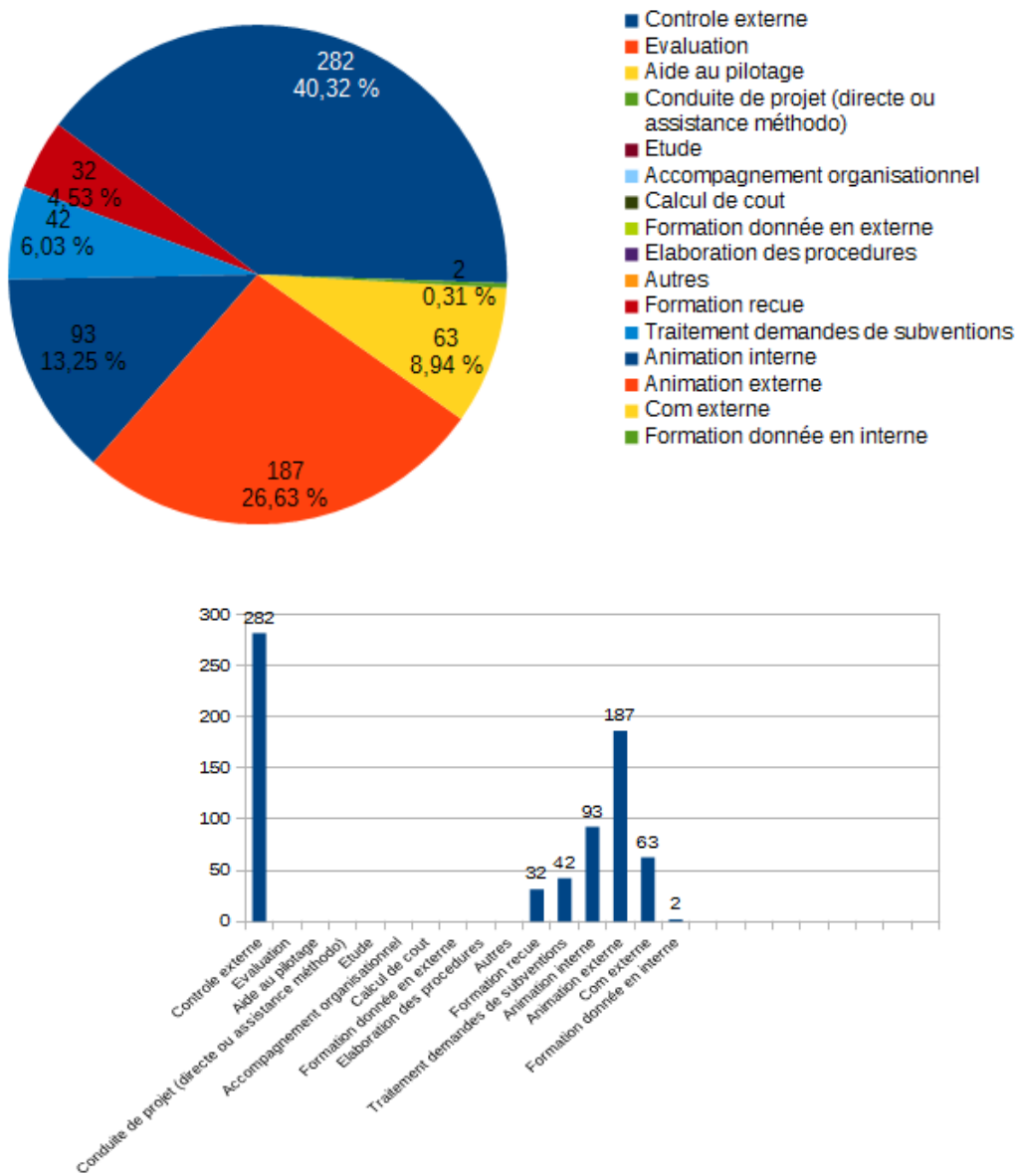
- ▶ Assistance renforcée auprès des services instructeurs de certaines demandes de subventions présentées par des associations
- ▶ Poursuite des audits de services d'aide à domicile avant conventionnement
- ▶ Travaux visant à améliorer le contrôle interne sur les missions dont la direction a la charge notamment élaboration d'un guide de procédures des demandes de subvention.
- ▶ Fin des travaux relatifs à améliorer la connaissance du secteur associatif dans le département
- ▶ Organisation d'une journée en fin d'année 2019 autour de la vie associative

### ZOOM - ACTIONS PHARES - GRANDS CHIFFRES

Statistiques quantifiées en temps travaillé 2018 des actions de la direction

On retrouve les principales fonctions de la direction (Animation externe, instruction demandes de subventions et contrôle externe). La part du contrôle externe est en augmentation du fait des nouvelles missions à destination des organismes associés.

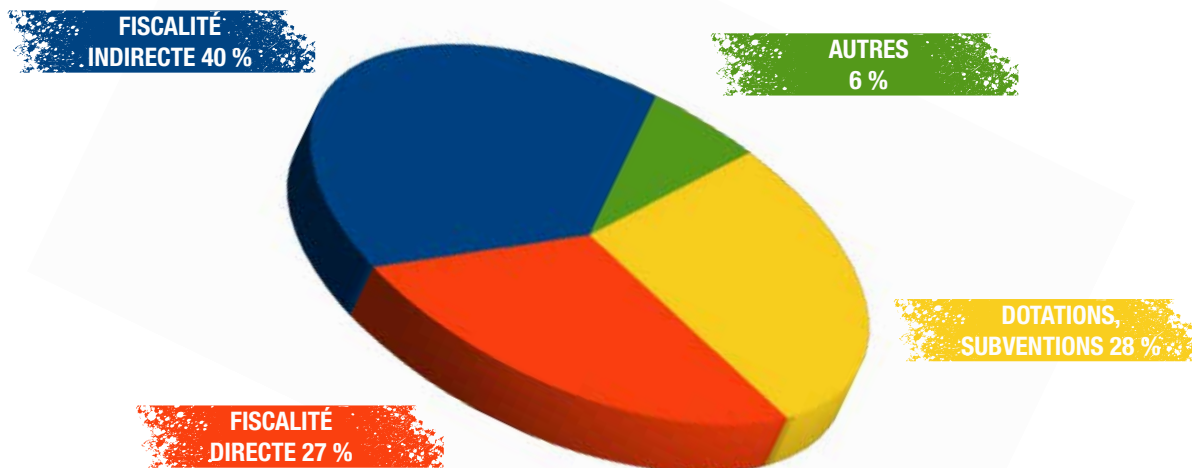
### Répartition du temps travaillé par type d'activité



# Rapport financier 2018

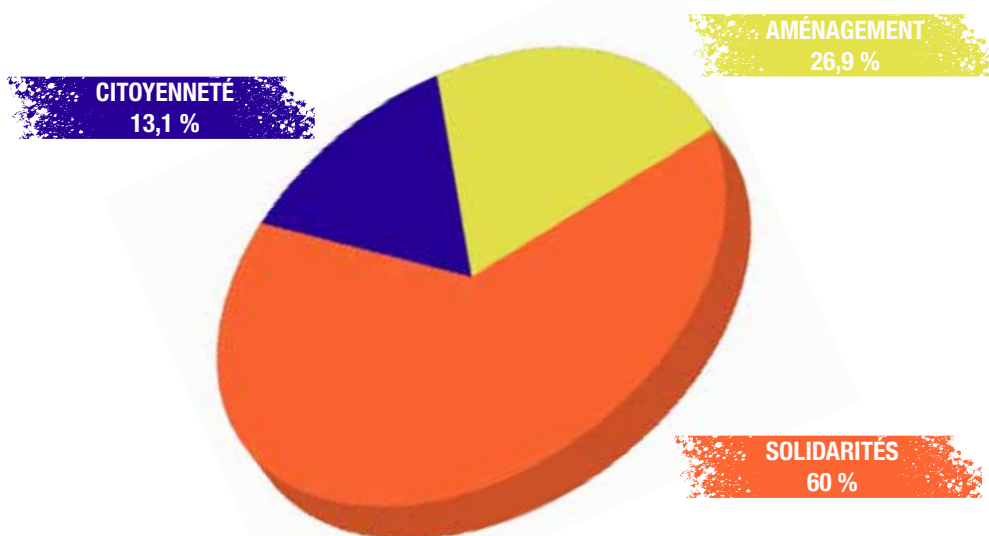
## LES RECETTES DU CD 66

Montant des recettes totales : 611 004 176 €



## LES DÉPENSES DU CD 66

Montant des dépenses totales : 614 382 167 €



# Lexique des abréviations et sigles

## A

ACI	Ateliers Chantiers d'Insertion
ACTP	Allocation Compensatrice Tierce Personne
ADRH	Association Départementale pour la Réinsertion des Handicapés
AED	Action Educative à Domicile
AJI	Accueil de Jour Insertion
AP/CP	Autorisation de Programme / Crédits de Paiement
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
APAJH	Association pour Adultes et Jeunes Handicapés
APEX	Association pour l'Enseignement, l'Éducation, les Études et l'Expérimentation
APLEC	Association pour l'Enseignement du Catalan
ARS	Agence Régionale de Santé
AS	Assistant(e) Social(e)
ASAD	Accompagnement Social et Accès aux Droits
ASE	Aide Sociale à l'Enfance
ASH	Aide Sociale à l'Hébergement
ASH	Aide Sociale aux Handicapés
ASLL	Accompagnement Social lié au Logement
ASU	Aide Sociale d'Urgence
ASV	Adaptation de la Société au Vieillessement
ATEE	Agent Technique des Établissements d'Enseignement

## B

BDP	Bibliothèque Départementale de Prêt
BP	Budget Primitif

## C

CAA	Cour administrative d'appel
CADA	Commission d'Accès aux Documents Administratifs
CAF	Caisse d'Allocation Familiale
CAO	Commission d'Appel d'Offres
CAOMI	Centres d'Accueil et d'Orientation spécialement dédiés à l'accueil des Mineurs
CAP	Commission Administrative Paritaire

CAP	Chèque d'Accompagnement Personnalisé
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail
CCAPEX	Commission spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCDP	Centre Départemental de Documentation Pédagogique
CDCA	Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie
CDT	Comité Départemental du Tourisme
CEGIDD	Centre Gratuit d'Information, Dépistage et Diagnostic des infections par le virus de l'immunodéficience humaine et les hépatites virales
CESF	Conseiller en Economie Sociale Familiale
CESU	Chèque Emploi Service Universel
CFPPA	Conférence des Financeurs de la Prévention et de la Perte d'Autonomie
CIDAG	Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit
CIDFF	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles
CIO	Centre d'information et d'orientation
CLIC	Centre Local d'Information et de Coordination
CLS	Contrat Local de Santé
CMI	Carte Mobilité Inclusion
CMP	Centre Médico Psychologique
CNFPT	Centre National de la Fonction Publique Territoriale
CNRACL	Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales
CODAJE	Commission Départementale d'Accueil du Jeune Enfant
COFIL	Comité de Pilotage
COTECH	Comité Technique
CPOM	Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens
CREAI-ORS	Centre Régional d'Etude d'Action et d'Information en faveur des personnes en situation de vulnérabilité – Observatoire Régional de la Santé
CT	Coordinateur Technique
CT	Coordonnateur Technique
CTD	Centre Technique Départemental
CTI	Coordonnateur Technique Insertion
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
CUI	Contrat Unique d'Insertion

## D

DAP	Délégation d'autorité Parentale
DALO	Droit Au Logement Opposable
DASAD	Direction d'Accompagnement Social et Accès aux Droits
DDPP	Direction Départementale de Protection de la Population



DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DEF	Direction Enfance Famille
DEJS	Direction Education Jeunesse et Sports
DGAS	Direction Générale Adjointe des Services
DSL	Développement Social Local

## E

EAJE	Etablissement d'Accueil des Jeunes Enfants
EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
EMS	Equipe Médico Sociale
EPL	Établissements Publics Locaux d'Enseignement
EPRD	Etat des Prévisions de Recettes et de Dépenses
ERP	Etablissement Recevant du Public
ESMS	Établissements Sociaux et Médico-sociaux
ESSMS	Établissements et Services Sociaux ou Médico-Sociaux

## F

FDS	Fiches de Données de Sécurité
FIPH	Fonds d'Intervention pour les Personnes Handicapées
FIPHFP	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique
FSE	Fonds Social Européen
FSL	Fonds de Solidarité Logement

## G

GIRRAGE	Fait d'évaluer le degré de dépendance du demandeur de l'APA à partir de la grille AGGIR (Autonomie, Gérontologie, Groupes Iso-Ressources)
GED	Gestion Electronique des Documents
GIR	Groupe Iso Ressources
GMP	Garantie Minimale de Points retraite complémentaire par an
GPMC	Gestion Prévisionnelle des Métiers et des Compétences
GTT	Gestion du Temps de Travail

## I

IAE	Insertion par l'Activité Economique
IDEA	Institut départemental de l'Enfance et de l'Adolescence
IESOPE	Logiciel

IFCT	Institut Franco Catalan Transfrontalier
IRTS	Institut Régional du Travail Social
IST	Infection Sexuellement Transmissible
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse

## J

JAF	Juge des Affaires Familiales
-----	------------------------------

## M

MAIA	Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aides et de soins dans le champ de l'Autonomie
MAM	Maison d'Assistante Maternelle
MAO	Module d'Accueil et d'Orientation
MASP	Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MDPO	Médiathèque Départementale des Pyrénées-Orientales
MECS	Maison d'Enfants à Caractère Social
MNA	Mineurs Non Accompagnés
MOA	Mission Offres d'Accueil
MP	Marché Public
MSA	Mutualité Sociale Agricole
MSP	Maison Sociale de Proximité

## N

NBI	Nouvelle Bonification indiciaire
-----	----------------------------------

## O

OAT	Ordonnancement et Appui Technique
ODPE	Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance
ONED	Observatoire National de l'Enfance en Danger
ONPE	Observatoire National de la Protection et de l'Enfance
OPH	Office Public de l'Habitat

## P

PA / PH	Personnes Âgées, Personnes Handicapées
PACEA	Parcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie



PAFAD	Le service d'Accompagnement Familial à Domicile
PAO	Publication Assistée par Ordinateur
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
PDA	Personnel Digital Assistant
PDALHPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
PDEAC	Parcours d'Éducation Artistique et Culturelle
PDU	Pôle Droit des Usagers
PEG	Pôle Etude Générale
PEPS	Préparation à l'Environnement Professionnel et Social
PHV	Personnes Handicapées Vieillissantes
PIG	Programme d'Intérêt Général Départemental
PIJ	Point Information Jeunesse
PING	Pôle Ingénierie et Travaux
PJJ	Protection Judiciaire de la Jeunesse
PMI	Protection Maternelle et Infantile
POA	Pôle Ouvrages d'Art
PPA	Plan Personnalisé d'Autonomie
PRA	Plan de reprise d'activité
PRAP	Prévention des Risques liés à l'Activité Physique
PRDS	Plan Régional de Développement Social
PRM	Palais des Rois de Majorque
PSSI	Pôle Sureté Sécurité Incendie
PST / PSI	Programme Social Thématique / Prospection Socio Immobilière
PTI	Pacte Territorial pour l'Insertion

## R

RAA	Recueil des Actes Administratifs
RA	Rapport d'Activité
RAM	Relais Assistantes Maternelles
RD	Routes Départementales
RDAS	Règlement Départemental d'Aide Sociale
RDBA	Routes, Déplacements, Bâtiments, Assurances
REAAP	Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents
RESO 66	Plateforme réunissant plusieurs modes de transport,
RH	Ressources Humaines
RMH	Règlement Magnétique HOPAYRA
RSA	Revenu de Solidarité Active

# S

SAAD	Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
SAD	Service d'Accueil à Domicile
SAFI	Service Administration et Finances
SAS	Service d'Action Sociale
SIAE	Structures d'Insertion par l'Activité Économique
SIAO	Service Intégré d'Accueil et d'Orientation
SIG	Système d'Information Géographique
SIRH	Système d'Information de Gestion des Ressources Humaines
SLE	Service Logistique et Entretien
SPASAD	Services Polyvalents d'Aide et de Soins à Domicile

# T

TMS	Troubles musculo-squelettique
-----	-------------------------------

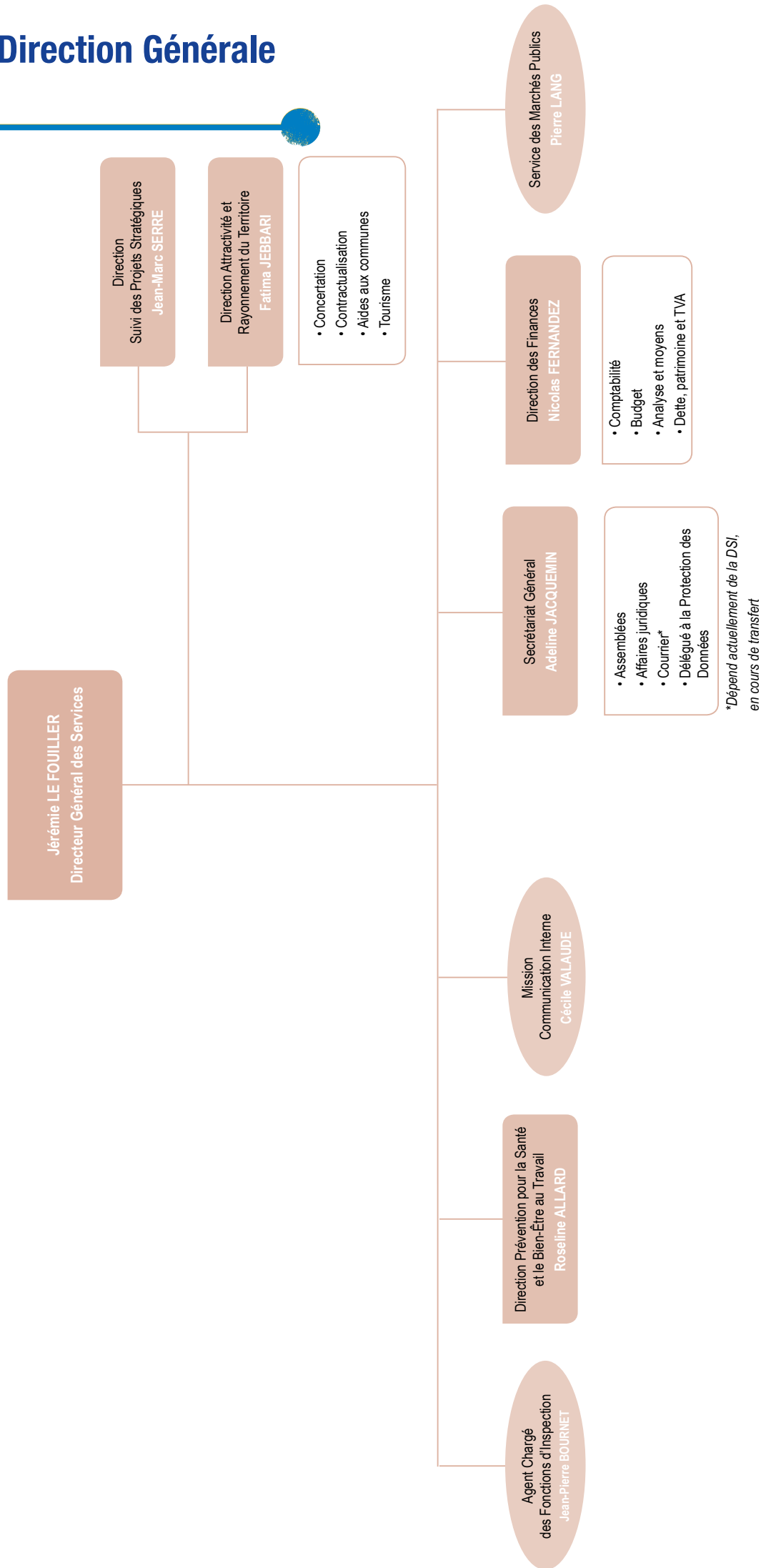
# U

UNA	Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles
-----	--



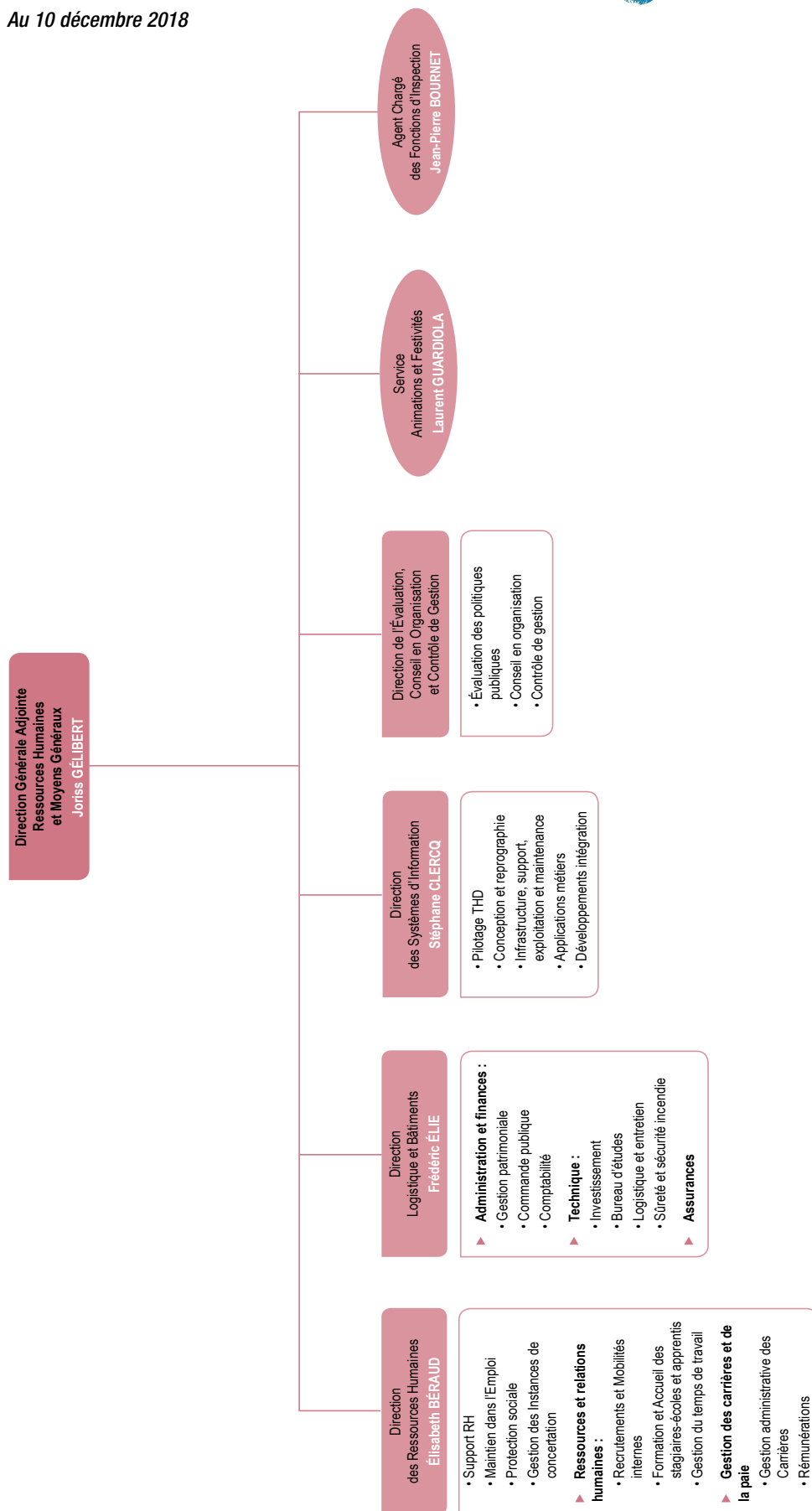
# Organigramme Direction Générale des Services

Au 10 décembre 2018



# Organigramme DGA Ressources Humaines et Moyens Généraux

Au 10 décembre 2018



DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DGA RESSOURCES HUMAINES ET MOYENS GÉNÉRAUX

DGA DES SOLIDARITÉS

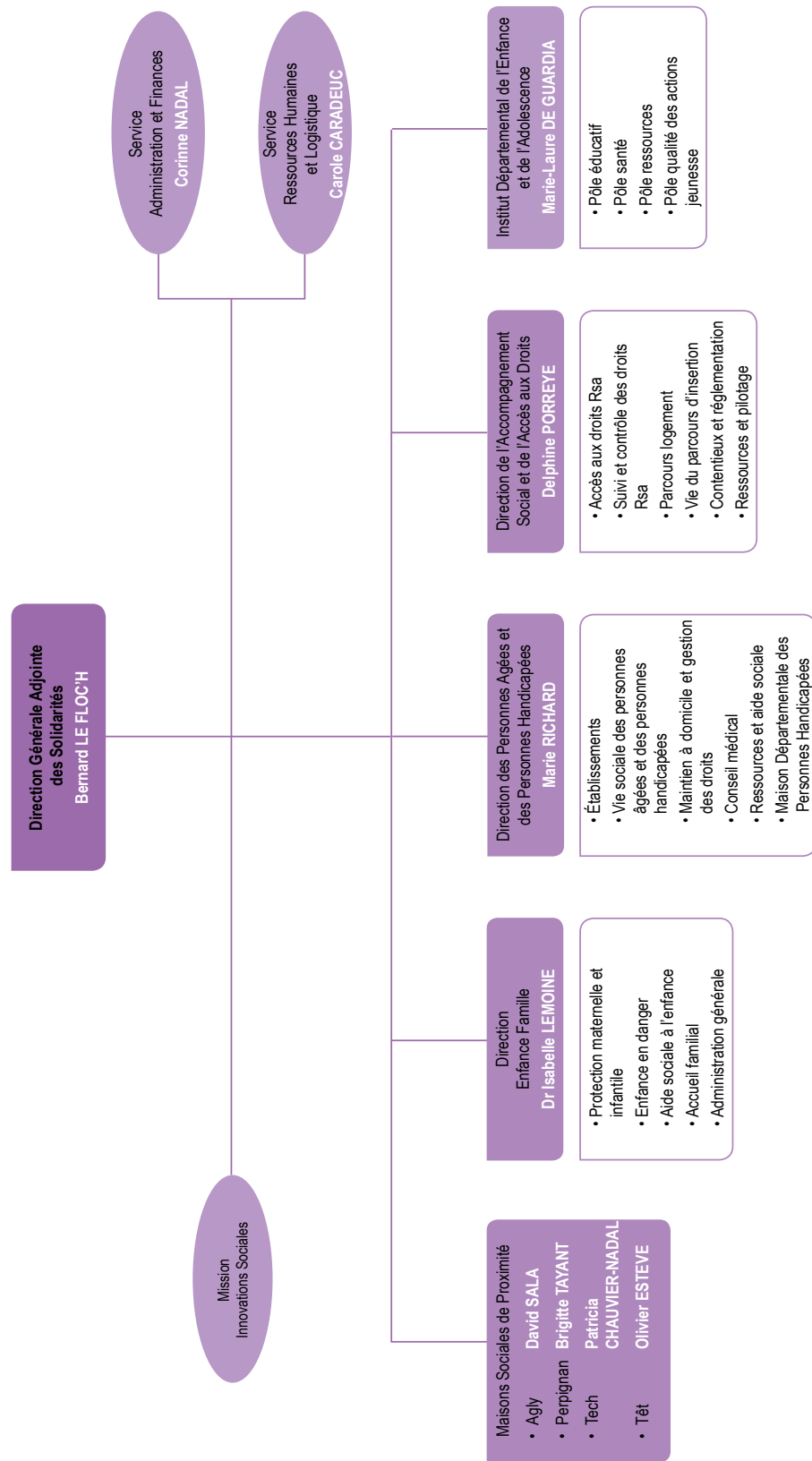
DGA TERRITOIRES ET MOBILITÉS

DGA CITOYENNETÉ

RAPPORT FINANCIER 2018 LEXIQUE- ORGANIGRAMMES

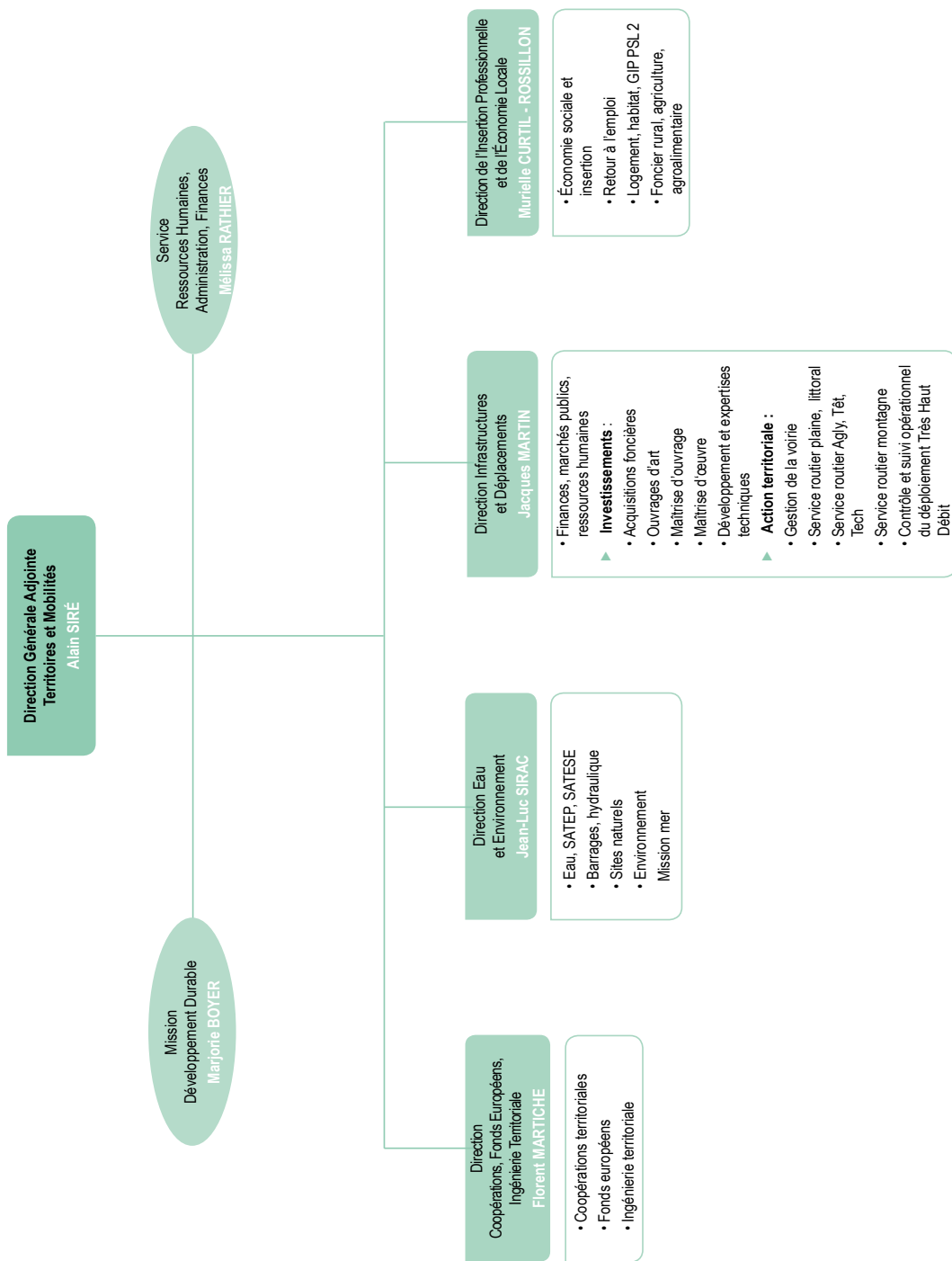
# Organigramme DGA des Solidarités

Au 10 décembre 2018



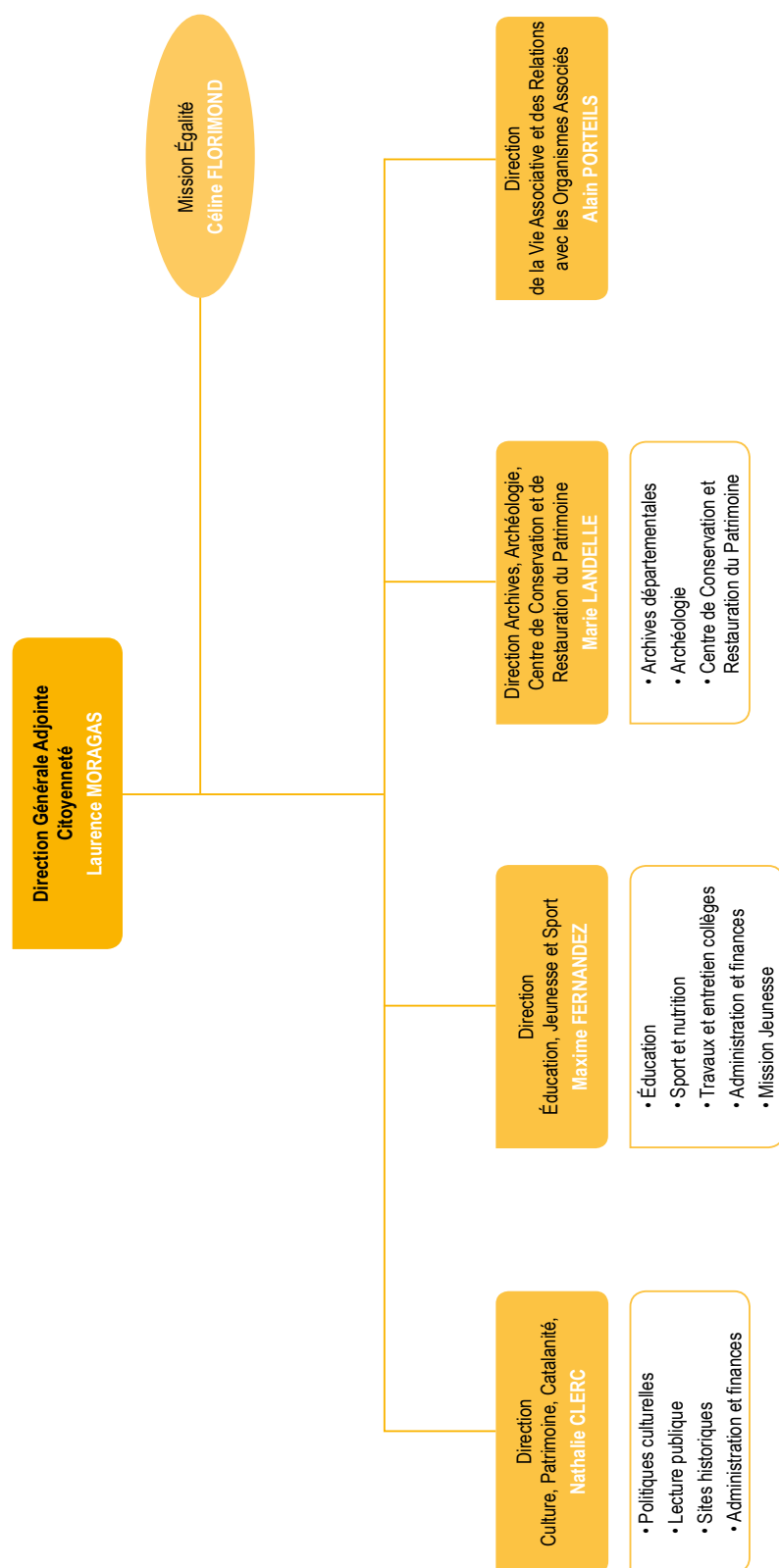
# Organigramme DGA Territoires et Mobilités

Au 10 décembre 2018



# Organigramme DGA Citoyenneté

Au 10 décembre 2018





## Contact :

Département des Pyrénées-Orientales  
Hôtel du Département  
24 quai Sadi Carnot  
66906 PERPIGNAN Cedex  
Tél. 04 68 85 85 85



[leDepartement66.fr](http://leDepartement66.fr)

L'Accent Catalan de la République Française